



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, VENDREDI, 2 JUIN 1933.

QUEBEC, FRIDAY, 2ND JUNE, 1933.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC"

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE"

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

ADVERTISING RATES.

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,

Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement.

2679—18-9

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

2680—18-9

Lettres patentes

"Au Château, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mai 1933, constituant en corporation: Joseph Arpin, médecin, Donatien Bourdeau, agent d'immeubles, Lucien Béliveau, avocat, Charles Miron, gérant, tous de Rosemont, Montréal, dans les buts suivants:

D'entretenir un local devant servir de maison de club à l'usage des membres de ladite corporation, de le meubler, l'entretenir et de permettre que ladite maison serve pour les membres et leurs invités aux termes et suivant les conditions à être de temps à autre établis par le bureau de direction;

Exploiter toute licence que la Commission des Liqueurs de Québec pourra accorder;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir tous biens meubles, immeubles, droits ou privilèges que ladite compagnie croira nécessaires à la poursuite de son but;

Promouvoir des relations amicales et sociales entre les membres;

Voir à la protection des membres;

Établir différentes classes de membres et régler les conditions d'admission, d'expulsion et de suspension desdits membres;

Aménager une salle à manger et une cuisine afin de servir des repas aux membres du club et à leurs amis;

Emprunter de l'argent sur le crédit du club, émettre des obligations ou autres valeurs;

Charger aux membres des honoraires d'entrée et une redevance annuelle, des cotisations générales ou spéciales pour l'entretien et amélioration du club;

Faire des arrangements avec les autorités municipales, gouvernementales, locales ou autres, dans le but d'obtenir des droits, privilèges et concessions pouvant être utiles aux buts que se propose la corporation;

Vendre ou autrement disposer de toutes entreprises de la corporation ou toutes parties d'icelles, pour telles considérations que la corporation ju-

Letters patent

"Au Château, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1933, incorporating: Joseph Arpin, physician, Donatien Bourdeau, real estate agent, Lucien Béliveau, advocate, Charles Miron, manager, all of Rosemount, Montreal, for the following purposes:

To maintain premises intended to be used as a club-house for the use of the members of the said corporation, to furnish and maintain the same, and to allow the use of said house by the members and their guests on such terms and conditions as may, from time to time, be determined by the Board of Directors;

To exploit any license which may be granted by the Quebec Liquor Commission;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire any movable and immovable property, rights or privileges which the said company may deem necessary for the attainment of its purpose;

To promote friendly and social relations among its members;

To provide for the protection of the members;

To establish different classes of membership and determine the conditions of admission, expulsion and suspension of the said members;

To furnish a dining-room and kitchen in order to serve meals to members of the club and their friends;

To borrow money on the credit of the club, issue bonds, or other securities;

To charge entrance fees and annual dues and general or special assessments, for the maintenance and improvement of the club, to the members;

To enter into agreements with the municipal, government, local or other authorities for the purpose of obtaining any rights, privileges and concessions which may be useful for the intended purposes of the corporation;

To sell or otherwise dispose of any undertakings of the corporation, or any part thereof, for such consideration as the corporation may deem proper

gera à propos d'accepter et en particulier par des actions, débetures ou valeurs d'une autre corporation;

Adopter des règlements, ordonnances et règles pour l'administration et la régie générales du club, pour la discipline des membres, pour l'élection et la nomination des directeurs ou autres officiers, pour la réglementation, l'administration et la conservation de ses propriétés, intérêts ou autres sujets de même nature, avec droit d'abroger ou modifier ces règlements, ordonnances et règles suivant la loi;

Accomplir et faire toutes opérations se rattachant aux faits pour lesquels le club est constitué en corporation, sous le nom "Au Château, Incorporée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00).

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions ayant une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, actions ordinaires ne comportant pas de dividendes annuels, sauf celui à être déclaré à même les profits réalisés par la compagnie de temps à autre, par le bureau de direction et suivant les dispositions des règlements de la compagnie à être incorporée.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rosemont, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3235-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Chalifoux & Fils, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1933, constituant en corporation: Louis Augustin, Alfred Augustin, tous deux industriels, tous deux de la cité de Saint-Hyacinthe, Dame Antoinette Augustin, épouse contractuellement séparée de biens de Wilfrid Girouard, gérant, de la cité de Montréal, et de ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, Wilfrid Girouard, gérant, Arthur Yvon, avocat, tous deux de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer les pouvoirs d'une fonderie en général, pour cuivre, fonte, fer, acier, étain, aluminium, bronze et tous autres métaux, exercer le commerce et l'industrie de moteurs, engins, bouilloires, tracteurs, machines agricoles, voitures, appareils de chauffage de tous genres, outillages de moulins, élévateurs, bornes-fontaines, machines à bois ou autres, fabriquer, acheter, vendre, louer, réparer, remiser, emmagasiner toutes espèces de machineries, accessoires, matières premières, instruments, pièces détachées, appareils, patrons, dessins, et généralement faire affaires comme fondeurs, machinistes, ingénieurs, électriciens, menuisiers, peintres, experts mécaniciens, commerçants et industriels quelconques;

Acquérir, en tout ou en partie, la clientèle, les droits, privilèges, les biens meubles et immeubles et généralement l'actif de "O. Chalifoux & Fils, Limitée" ou ses successeurs, comme industrie active, et assumer en tout ou en partie les engagements, obligations, dettes et passif quelconques de la dite compagnie "O. Chalifoux & Fils, Limitée" ou ses successeurs, et payer pour telle acquisition en tout ou en partie en deniers, actions, obligations ou autres sécurités de la compagnie ou autrement;

to accept, and in particular for stock, debentures or securities of another corporation;

To adopt by-laws, rules and regulations for the management and general government of the club, for the discipline of its members, for the election and appointment of the directors and other officers, for the ruling, management and upkeep of its property, interest and the like, with right to cancel or modify such by-laws, rules and regulations, according to law;

To accomplish and perform any operations connected with the purposes for which the club is incorporated, under the name of "Au Château, Incorporée".

The amount of the company's capital stock shall be nineteen thousand, nine hundred dollars (\$19,900.00).

The capital stock of the company shall be divided into one hundred and ninety nine (199) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, not entitled to any annual dividend save that to be declared out of the net profits of the company, from time to time, by the Board of Directors and according to the provisions of the by-laws of the company hereby incorporated.

The head office of the company will be at Rosemont, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3236

Assistant Provincial Secretary.

"Chalifoux & Fils, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1933, incorporating: Louis Augustin, Alfred Augustin, both manufacturers, both of the city of Saint Hyacinthe, Dame Antoinette Augustin, wife separate as to property by marriage contract of Wilfrid Girouard, manager, of the city of Montreal, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, Wilfrid Girouard, manager, Arthur Yvon, advocate, both of the city of Montreal, for the following purposes:

To exercise the general powers of a foundry, for brass, cast-iron, iron, steel, copper, aluminum, bronze and any other metals, to carry on the business and trade of motors, engines, boilers, tractors, agricultural implements, carriages, heating systems of all kinds, mills' equipment, elevators, hydrants, wood working or other machinery, to manufacture, purchase, sell, lease, repair, warehouse, store all kinds of machinery, accessories, raw material, instruments, spare parts, apparatus, patterns, designs and to carry on business generally as founders, machinists, engineers, electricians, carpenters, painters, expert mechanics, traders and manufacturers whatsoever;

To acquire as a going concern, in whole or in part, the custom, rights, privileges, movable and immovable property and general assets of "O. Chalifoux & Fils, Limitée" or the successors thereof, and to take over, in whole or in part, the engagements, obligations, debts and liabilities whatsoever of the said company "O. Chalifoux & Fils, Limitée" or the successors thereof, and to pay for such acquisition, in whole or in part, in cash, stock, bonds or other securities of the company or otherwise;

Acquérir par achat, échange, ou autre titre légal, construire, ériger, équiper, exploiter, réparer, améliorer, maintenir et régir des fabriques, boutiques, magasins, dépôts, ateliers de machines, chambres de machines, et autres structures et constructions nécessaires et utiles pour l'exécution de l'une quelconque des fins de la compagnie, ainsi que tous terrains, et les vendre, louer, ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer, acquérir, user, posséder, opérer, introduire, vendre ou autrement disposer d'aucunes marques de commerce, patentes d'inventions, améliorations, et procédés enregistrés ou autrement, utiles aux affaires de la compagnie;

Développer et opérer aucun pouvoir d'eau, engendrer, produire et accumuler des forces électriques et électro-dynamiques ou autre agent semblable pour la production de la lumière, chaleur ou pouvoir pour les fins de la compagnie;

Entrer en arrangements avec aucunes autorités municipales, provinciales, fédérales, ou autres qui puissent paraître favorables aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux, et obtenir d'aucunes telles autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger désirable d'obtenir, faire des travaux et se soumettre à tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Emettre et assigner des actions soit privilégiées, soit ordinaires du capital de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, ou d'aucuns droits acquis par la compagnie, ou d'aucunes créances dues ou assumées par la compagnie, ou en récompense de services rendus à la compagnie par ses officiers, employés ou autres, pourvu que, dans ce dernier cas, telle émission soit approuvée par les actionnaires de la compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie, et acquérir en tout ou en partie l'actif de telle autre compagnie ou de toute personne, société quelconque, et assumer en tout ou en partie le passif de telle autre compagnie, personne ou société;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'actif de la compagnie ou de partie d'icelui pour toute considération jugée convenable, et en particulier pour des actions, obligations ou autres sécurités d'aucune compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Prendre part dans l'administration, la surveillance, ou le contrôle des affaires ou opérations d'aucune autre corporation assumant des actions ou valeurs détenues par cette compagnie ou dans lesquelles elle est autrement intéressée; acquérir des parts de telle corporation et en disposer;

Exercer tout autre commerce ou industrie que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, concession réciproque ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne ou compagnie, à garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne

To acquire by purchase, exchange or other legal title, build, erect, equip, exploit, repair, improve, maintain and manage factories, workshops, stores, depots, machine shops, machine rooms, and other structures and buildings necessary and useful for the carrying out of any of the company's purposes, and also any lands, and to sell, lease or otherwise dispose of the same;

To apply for, obtain, register, purchase, lease, use, own, operate, introduce, sell or otherwise dispose of any trademarks, patents of invention, improvements and processes registered or otherwise, useful for the company's business;

To develop and operate any water-power, generate, produce, and accumulate electric and electro-dynamic power or other similar agent for the producing of light, heat or power for the purposes of the company;

To enter into arrangement with any authorities, federal, provincial, municipal or others which may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain, from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain; to perform works and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To issue and allot shares of the capital stock of the company, either preferred or common, as whole or part payment for any movable or immovable property or any rights acquired by the company or any claims due or assumed by the company, or in consideration for services rendered to the company by its officers, employees or others, provided, in the latter case, that said issue be approved by the shareholders of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company and acquire, in whole or in part, the assets of such other company or of any person or firm whatsoever, and to assume, in whole or in part, the liabilities of such other company, person or firm;

To sell, lease or otherwise dispose of the assets of the company, or part thereof, for any consideration deemed proper, and in particular for shares, bonds or other securities of any company having objects in whole or in part similar to those of the company;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company taking over the shares or securities held by this company or wherein it may be otherwise interested; to acquire and dispose of shares of such corporation;

To carry on any other business or trade which the company may conveniently carry on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or products;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To enter into partnership or agreement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or other similar purposes with any person or company and to guarantee the contracts of or otherwise assist such person or company, to advance money to

ou compagnie, faire des avances d'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie;

Obtenir que la compagnie soit enregistrée, licenciée ou autrement reconnue dans tout pays étranger, et nommer des personnes y résidant comme représentants ou fondés de pouvoirs de cette compagnie, et accepter la signification de pièces dans toutes procédures ou poursuites, et obtenir un acte de la Législature ou du Parlement pour aucunes des fins de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables, et placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis dans les valeurs et de la manière déterminées par la compagnie;

Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires, par paiement en deniers, actions, obligations, ou d'aucune autre manière, toute personne, société ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou assistant à placer, ou garantissant le placement d'aucunes actions, ou obligations de la compagnie;

Faire toutes et chacune des choses ci-dessus soit comme principaux, soit comme agents ou fondés de pouvoirs, soit directement ou indirectement par voie de correspondance ou autrement, et faire toutes choses incidentes ou avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus, sous le nom de "Chalifoux & Fils, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions à être émise comme actions privilégiées est de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Les dites actions privilégiées auront les droits, préférences, privilèges et seront sujettes aux priorités, conditions, limitations et restrictions suivantes, savoir:

a. Les dites actions privilégiées prendront rang, quant au remboursement du capital, avec priorité sur toutes les autres actions de la compagnie, les porteurs des dites actions privilégiées ayant droit d'être remboursés, au cas de liquidation, distribution des biens, dissolution ou ventilation de la compagnie, à même l'actif net de la compagnie avant que toute distribution ne soit faite aux porteurs des actions ordinaires, de la somme de \$105.00 par action, avec en plus tous les dividendes accrus et impayés, mais n'ayant droit à nul autre paiement additionnel à même le dit actif ou de participer encore dans toute distribution d'icelui;

b. Aucune des dites actions privilégiées pourra être rachetée au gré de la compagnie, en aucun temps ou de temps à autre, à \$105.00 par action, et, dans le cas où la compagnie rachèterait une partie seulement des actions privilégiées, les actions à être rachetées seront déterminées par tirage effectué selon que le bureau de direction décidera. Toutes les actions ainsi rachetées ou achetées ne seront pas réémises;

c. Les dites actions privilégiées donneront droit à un dividende privilégié, cumulatif, fixe de six pour cent (6%) par année sur le capital versé sur icelles, ce dividende devant être payé le premier jour de mai de chaque année;

customers or others having dealings with the company;

To procure the Company to be registered, licensed or otherwise recognized in any foreign country, and to designate persons therein, as representatives or proxies of this Company and to accept service for and on behalf of this Company of any process or suit; and to obtain an Act of the Legislature or Parliament for any of the purposes of the company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments and to invest and deal with the monies of the company not immediately required, in such securities and in such manner as may be determined by the company;

To remunerate, with the approval of the shareholders, by payment in money, shares, bonds or in any other manner, any person, firm or company for services rendered or to be rendered in placing or in aiding in the placing or guaranteeing the placing of any shares, or bonds of the company;

To do all and any of the above things as principals or as agents or proxies, either directly or indirectly, by means of correspondence or otherwise, and to do everything incidental or conducive to the attainment of the above purposes, under the name of "Chalifoux & Fils, Limitée".

The amount of the capital stock of the company shall be ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares shall be fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The said Preferred shares shall have the rights, preferences, privileges and shall be subject to the priorities, conditions, limitations and restrictions following, to wit:

a. The said Preferred shares shall rank, as regards return of capital, in priority to all other shares of the Company, so that upon any liquidation, distribution of assets, dissolution or winding-up of the Company, the holders of the Preferred shares shall be entitled to be paid out of the net assets of the Company, before any distribution is made to the holders of the Common shares, the sum of one hundred and five dollars (\$105.00) per share, together with all dividends accrued and unpaid, but shall not be entitled to any further payment out of said assets or to participate further in any distribution thereof;

b. Any of said Preferred shares may be redeemed at the option of the Company at any time or from time to time at one hundred and five dollars (\$105.00) per share, provided that, in the event of the Company redeeming at any time less than the whole of the Preferred shares, the shares to be redeemed shall be determined by lot in such manner as the Board of Directors shall decide. All shares so redeemed or purchased shall not be re-issued;

c. The said shares shall carry the right to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of six per cent (6%) per annum on the capital paid up thereon, such dividend to be paid annually on the first day of May in each year;

d. Les porteurs des actions privilégiées n'auront nul droit de voter, excepté dans le cas où en aucun temps deux ou plusieurs dividendes annuels soit consécutifs ou non, sur les actions privilégiées, seraient en arriéré. Dans ce cas, chaque porteur d'actions privilégiées aura droit à un vote pour chaque action privilégiée détenue par lui, jusqu'à ce que tous les arrérages de dividendes aient été payés.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3237-o Sous-secrétaire de la Province.

d. The holders of preferred shares shall not be entitled to vote, save in the case when, at any time, two or more annual dividends, whether consecutive or not, on the preferred shares, should be in arrears. In said case, each holder of preferred shares shall be entitled to one vote per each preferred share held by him, until all arrears in dividends shall have been paid.

The head office of the company will be at Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3238 Assistant Provincial Secretary.

"Collin's & Sons (Veneers), Limited—Les Placages Collin, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1933, constituant en corporation: J.-Emile Collin et Maurice Collin, industriels, de Saint-Thomas-de-Montmagny, Gérard Collin, industriel, Edgar Boulet, comptable, et Thomas Tremblay, avocat, de la ville de Montmagny, dans les buts suivants:

Établir des usines, manufactures, fabriques, et exercer l'industrie d'usiniens, manufacturiers et fabricants en tous genres et de tous objets;

Manufacturer des meubles de tous genres, et en faire le commerce de gros et de détail;

Exploiter le bois comme industriels, marchands de bois, commerçants, ou de toute autre manière;

Faire le commerce d'immeubles, exercer le commerce, l'industrie de constructeurs de maisons, d'édifices, de constructions quelconques, et agir comme entrepreneur de travaux, agent d'immeubles, commerçant de matériaux et marchand général;

Fabriquer toutes espèces de placages en bois (vener) déroulés ou tranchés et en faire le commerce d'importation ou d'exportation en gros ou en détail;

Acquérir de toute personne, société ou compagnie, totalement ou partiellement, les propriétés, affaires, entreprises qui peuvent être jugées utiles aux fins de la présente compagnie et en accepter les engagements;

Acquérir tout brevet d'invention, licence, marque de commerce, franchise, privilège, pouvoirs, de toute personne, société, compagnie ou corporation ou de tout pouvoir public, les posséder, les exploiter et en disposer;

Acquérir de toute manière qui sera jugée convenable, de toute corporation ou compagnie s'occupant ou pouvant s'occuper de quelqu'un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables;

Payer totalement ou partiellement tous services rendus et toute acquisition quelconque faite par la compagnie, en actions libérées, bons ou débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Vendre, louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement, au prix et conditions qui seront jugés convenables, et recevoir en paiement des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou des parts dans

"Collin's & Sons (Veneers), Limited—Les Placages Collin, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1933, incorporating: J. Emile Collin and Maurice Collin, manufacturers, of Saint Thomas de Montmagny, Gérard Collin, manufacturer, Edgar Boulet, accountant, and Thomas Tremblay, advocate, of the town of Montmagny, for the following purposes:

To establish work-shops, manufactories, factories and carry on business as factory-owners, manufacturers and makers generally, and of all kinds of products;

To manufacture furniture of all kinds and deal therein wholesale and retail;

To carry on a lumber business as manufacturers, lumber merchants, traders or in any other manner;

To deal in real estate, carry on business and trade as builders of houses, buildings, constructions whatsoever and to act as building contractor, real estate agent, dealer in materials and general merchant;

To manufacture all kinds of wood veneers, unrolled or sliced, and to import and export same, wholesale and retail;

To acquire from any person, firm or company, in whole or in part, the property, business, undertakings which may be deemed useful for the purposes of the present company and to accept the liabilities thereof;

To acquire any patent of invention, license, trade-mark, franchise, privilege, powers from any person, firm, company or corporation or any public authority, to own, exploit and dispose of the same;

To acquire in any manner which may be deemed expedient from any corporation or company engaged in or capable of engaging in any of the purposes for which the present corporation is formed, any shares, bonds, debentures or other securities, and to hold and dispose of same in any manner whatever and on such conditions as may be deemed expedient;

To pay, in whole or in part, for any services rendered and for any acquisition whatsoever made by the company, in paid-up shares, bonds or other securities of the company;

To sell, lease the assets of the company, its undertaking or its business, in whole or in part, for such price and on such conditions as may be deemed expedient, and to receive in payment therefor any shares, bonds, debentures or securities of any other company, or any interests or

toute société de personnes ou syndicat de personnes, ou toute autre considération, ou autrement en disposer;

Acquérir, posséder, disposer de quelque manière que ce soit, tous biens meubles et immeubles, droits, biens, franchises, entreprises, propriétés et avantages quelconques pour l'exercice des pouvoirs quelconques conférés à la présente compagnie, et pour lui permettre d'atteindre les objets ci-dessus;

Contracter des emprunts, émettre des obligations ou débentures, actions-débentures (debenture stock), ou actions libérées et non sujettes à versement, pour payer partie ou la totalité des entreprises, propriétés, meubles ou immeubles, droits, pouvoirs et franchises que la compagnie peut acquérir;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limitée ni interprétée par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit, ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Collin's & Sons (Veneers), Limited—Les Placages Collin, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montmagny, dans le district de Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3239-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Crown Laundry of Sherbrooke, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mai, 1933, constituant en corporation: John P. Wolfe, avocat, E. Maude Wilson, teneur de livres, Thérèse Roberge, sténographe, toutes deux filles majeures, tous de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, dans les buts suivants:

Faire les opérations d'une buanderie publique, faire le commerce de nettoyeurs, teinturiers, réparateurs et façonniers de toute sorte de drap, ou tissus et textiles et généralement tous commerce exercés par des blanchisseurs, nettoyeurs et teinturiers;

Acheter, acquérir, se charger ou assumer la totalité ou aucune partie quelconque du commerce, industrie, biens ou contrats, y compris la clientèle, d'aucune personne ou compagnie exerçant un commerce ou une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens convenables aux fins de la présente compagnie et les payer en argent, obligations ou actions acquittées de la présente compagnie, et assumer les responsabilités de toute personne, firme ou corporation;

Acheter et détenir des actions et obligations d'autres compagnies exerçant un commerce similaire;

Acquérir par achat, bail ou autrement et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières, qui sembleront nécessaires et utiles aux fins de la compagnie, et ériger et construire sur ces dites propriétés aux endroits et au temps qui seront jugés convenables; et vendre, louer ou disposer de tous les biens de la compagnie, mobiliers ou immobiliers, de toute nature quelconque et les hypothéquer et les grever pour garantir les dettes

shares in any partnership or syndicate, or any other consideration or otherwise dispose of same;

To acquire, own, dispose of in any manner whatsoever, any movable and immovable property, rights, assets, franchises, undertakings, property and advantages whatsoever for the carrying on of any power whatever conferred on the present company and to enable it to attain the aforesaid purposes;

To contract loans, issue bonds, debentures, debenture-stock or paid-up and non-assessable shares as payment for part or the whole of the undertakings, property, movables or immovables, rights, powers, and franchises which the company may acquire;

The interpretation of any of the powers granted in any of the above paragraphs shall be neither limited nor interpreted by reference to or inference from the terms of any paragraph whatsoever, nor by reference to or inference from the name of the company, under the name of "Collin's & Sons (Veneers), Limited—Les Placages Collin, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montmagny, in the district of Montmagny.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3240

Assistant Provincial Secretary.

"Crown Laundry of Sherbrooke, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1933, incorporating: John P. Wolfe, advocate, E. Maude Wilson, book-keeper, Thérèse Roberge, stenographer, both spinsters, all of the City of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on the business of a public laundry, the business of cleaners, dyers, repairers and remodelers of any kind of cloth, or woven fabric or texture and generally all kinds of business usually carried on by launderers, cleaners and dyers;

To purchase, acquire, take over or assume the whole or any part whatsoever of the business, industry, property or contracts, including the goodwill, of any person or company carrying on a business or industry which the present company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company and to pay therefor in cash, bonds or paid up shares of the present company, and to assume the liabilities of any person, firm or corporation;

To purchase and hold shares and bonds in other companies carrying on a similar business;

To acquire by purchase, lease or otherwise and hold any movable or immovable property which may be deemed necessary and useful for the purposes of the company, and to erect and construct same at such places and times as may be deemed fit; and to sell, lease or dispose of any property of the company, movable or immovable, of any nature whatsoever and to hypothecate and pledge the same to guarantee the debts or

ou les emprunts de la compagnie, soit couverts par l'émission d'obligations ou débetures ou autrement;

Acquérir, louer et disposer de marques de commerce, dessins industriels, brevets ou droits brevetés relativement à aucune invention qui semblera utile au commerce de la compagnie, et acquérir et exploiter tous brevets d'invention ou aucun permis pour se servir de toute invention qui semblera utile au commerce de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables, sous le nom de "Crown Laundry of Sherbrooke, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3241

Sous-secrétaire de la Province.

"Deniger-St-Germain, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1933, constituant en corporation: Berthe Lafleur, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, Jean St-Germain, Notre-Dame-de-Grâces, en la cité de Montréal, Georges Laurence, de la cité de Montréal, tous deux avocats, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire et exercer, dans toutes ses spécialités, le négoce, l'industrie et les opérations de manufacturiers, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, marchands et négociants d'appareils électriques, accessoires de chemins de fer, et de moulin, de toute nature, classe et description;

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers et marchands de lampes électriques, dynamos, moteurs, accessoires pour tableaux de distribution et commutateurs, moteurs-méto, et autres appareils et procédés relatifs à la lumière, le chauffage, le son, la force motrice, la propulsion et autre énergie; manufacturiers et négociants de tous articles nécessaires ou capables d'être utilisés pour la génération, distribution, approvisionnement, emmagasinage et usage d'énergie, action ou force électrique, magnétique ou autre;

Manufacturer toutes sortes d'appareils, fournitures, appliques et accessoires électriques, magnétiques et galvaniques, Manufacturer toutes sortes d'automobiles, motocyclettes, bateaux, moteurs, hydroavions, avions, autobus, voitures automobiles et autres véhicules moteurs, voitures et autres vaisseaux de toutes sortes, nature et description, et leurs pièces constituantes et tous accessoires relatifs au dit commerce;

Exercer les opérations de constructeurs ou entrepreneurs généraux, acheter, détenir, vendre, louer tous édifices et y faire l'installation de tous systèmes d'énergie électriques et d'éclairage, poser, construire, établir, fixer des câbles, fils métalliques, moteurs, accumulateurs, transformateurs, dynamos, lampes, radios, et exécuter tous travaux de toute nature quelconque, relativement à l'usage ou la production de l'électricité pour l'éclairage, le chauffage, force motrice et

borrowings of the company, whether covered by the issue of bonds or debentures or otherwise;

To acquire, lease and dispose of trademarks, industrial designs, patent or patent rights respecting any invention which may be deemed useful for the business of the company, and to acquire and exploit any patents of invention or any permit to make use of any invention which may be deemed useful for the business of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments, under the name of "Crown Laundry of Sherbrooke, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3242-o

Assistant Provincial Secretary.

"Deniger-St-Germain, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1933, incorporating: Berthe Lafleur, secretary, spinster, of the city of Montreal, Jean St-Germain, Notre Dame de Grâces, in the city of Montreal, Georges Laurence, of the city of Montreal, both advocates, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To do and carry on, in all its branches, the trade, industries and businesses of manufacturers buyers, sellers, exporters, importers, merchants and traders of electric supplies, railway supplies, mill supplies, of every kind, class and description;

To carry on the trade and business of manufacturers and merchants of electric lamps, dynamos, motors, switching appliances, metro-motors and other apparatuses and processes for light, heat, sound, motive, propelling and other power; manufacturers of and dealers in all articles necessary or capable of being used in the generation, distribution, supply, storing and use of force, action or electric, magnetic or other power;

To manufacture all kinds of electric, magnetic and galvanic apparatus, supplies, fixtures and accessories. To manufacture all kinds of automobiles, motorcycles, boats, motors, hydroplanes, aeroplanes, autobuses, cars and other motor vehicles, carriages and vessels of every kind, nature and description, and their constituent parts and any accessories connected with the said business;

To carry on the business of builder or general contractor, to purchase, hold, sell, lease any buildings and install therein any electric power and light systems, to lay, construct, establish, fix any cables, wires, motors, accumulators, transformers, dynamos, lamps, radios, and carry out any work of any kind whatever, in connection with the use or the production of electricity for light, heat and motive and propelling power; and to exploit, purchase, sell any raw materials

propulsion mécanique; exploiter, acheter, vendre tous matériels bruts qui entrent dans la fabrication des objets susdits;

Exploiter, acheter, vendre, détenir des terrains contenant du pétrole, et exploiter, acheter, vendre, détenir, manufacturer tous liquides, gaz, gasoline, pétrole convenables pour développer le gaz nécessaire à l'éclairage, chauffage, force motrice et propulsion mécanique;

Construire, détenir, acheter, vendre, louer des garages, entrepôts pour emmagasiner et réparer, pour le compte de la compagnie ou pour toute autre personne, municipalité ou compagnie, des automobiles, avions, hydroavions, autobus, bateaux, moteurs, voitures, radios, agir comme compagnie de transport et de navigation dans les limites déterminées par la Loi des Voituriers;

Faire aucun des dits objets comme marchands, en gros et en détail, agents, importateurs, exportateurs, et faire toutes choses quelconques se rapportant aux objets de la compagnie;

Manufacturer, acheter et autrement acquérir, vendre, importer, exporter et disposer de cameras, réflecteurs, appareils et instruments photographiques, cinématographiques, électrographiques et radiographiques et leurs accessoires de toutes sortes se rapportant à l'exploitation et à l'aménagement de places de divertissements, publiques et privées;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de la clientèle, commerce et propriétés et biens de toute personne, firme ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer et les payer en argent, actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie, ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions, conférant aucun droit, exclusif ou non-exclusif ou limité, d'utiliser, ou aucun secret ou autre information en ce qui concerne toute invention qui paraîtra susceptible d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera propre à bénéficier, directement ou indirectement, à la compagnie, et utiliser, développer et transférer les dits permis pour le bénéfice de la compagnie;

Entrer en société ou faire tout arrangement pour la division de profits, union d'intérêts, coopération, entreprises communes, concessions réciproques ou autrement, avec toutes personnes ou compagnies faisant, sur le point de faire ou de poursuivre des affaires ou entreprises que la compagnie est autorisée à faire ou à poursuivre, ou toutes affaires ou transactions susceptibles d'être conduites de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie; et prêter de l'argent, garantir les contrats de, ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies, et souscrire ou autrement acquérir des actions ou obligations de toutes telles compagnies et vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Organiser une ou des compagnies dans le but de faire l'acquisition de la totalité ou d'une partie des biens et engagements de la compagnie, ou pour toute autre fin qui paraîtra directement ou indirectement susceptible de profiter à la compagnie;

Conclure tous arrangements avec tout gouvernement ou autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront favoriser les objets de la compagnie ou aucun de ses objets, et obtenir de tel gouvernement ou de telles autorités les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir, et mener à bonne fin et exercer tels arrangements, droits, privilèges et concessions, et s'y conformer;

entering into the manufacture of the hereabove things;

To operate, purchase, sell, hold petroleum bearing lands, and operate, purchase, sell, hold, manufacture any liquids, gas, gasoline, petroleum suitable to develop gas for lighting, heating, motive and propelling power;

To construct, hold, purchase, sell, lease garages and warehouses to store and repair, for the account of the company or for any other person, municipality or company, automobiles, aeroplanes, hydroplanes, autobuses, boats, motors, carriages, radios, to act as a transportation and navigation company within the limits determined by the Carriers' Act;

To deal in any of the said objects as wholesale and retail merchants, agents, importers, exporters and to do all things whatsoever connected with the objects of the company;

To manufacture, purchase and otherwise acquire, sell, import, export and dispose of cameras, reflectors, photographic, cinematographic, electrographic and radiographic apparatus and instruments and accessories of every kind, connected with the exploitation and equipment of public and private places of amusements;

To acquire and assume the whole or any part of the good-will, business and property and assets of any person, firm or company carrying on any business that the company is authorized to carry on and pay for same in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the present company, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, develop and transfer the said licenses for the benefit of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to subscribe for or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To enter into any arrangements with any government, authorities, municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such government or authorities any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

De temps à autre, souscrire ou subventionner tous travaux d'une nature publique ayant un but de bienfaisance, de charité et d'utilité quelconque, ou dont l'aide pourra contribuer, dans l'opinion de la compagnie, à augmenter sa réputation ou popularité parmi ses employés, clients ou dans le public;

Prendre ou acquérir autrement des actions dans toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce tout commerce ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou acquérir autrement toutes propriétés réelles ou personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux fins de son commerce ou industrie, et particulièrement toute machinerie, installation, fonds de commerce, terrains, édifices et commodités;

Construire, améliorer, maintenir, administrer, ou contrôler, tous chemins, routes, voies d'évitement, (pour servir sur les propriétés de la compagnie seulement ou sur des propriétés dont elle a le contrôle et pour les fins de son commerce et industrie), ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, boutiques, magasins et autres travaux qui sembleraient susceptibles de favoriser, directement ou indirectement, les intérêts de la compagnie, et contribuer par tous moyens d'assistance à la construction, l'amélioration, le maintien des travaux susdits;

Prêter ou payer toutes personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats passés par toutes telles personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débiteurs ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Acquérir par contrat, transfert, achat et don, et obtenir tous permis, pouvoirs, autorité, franchises, concessions, droits et privilèges que tout gouvernement, autorité ou corporation ou aucun autre corps public peuvent donner, et payer, aider et contribuer à l'obtention d'aucun des privilèges susdits au moyen d'actions, obligations et effets quelconques de la compagnie pour défrayer les dépenses nécessaires pour obtenir les dits objets;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties ou autrement, toute autre compagnie ou personne, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou personne avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Announcer les produits de la compagnie et en particulier au moyen de publicité dans la presse, circulaires, achat et exposition d'œuvres d'art ou intérêt, publication de livres ou périodiques, et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, développer, faire valoir ou

From time to time to subscribe to or subsidize any work of a public nature having a benevolent, charitable or useful purpose, or the aid of which shall contribute, in the opinion of the company, to increase its reputation or popularity among its employees, customers or with the public;

To take or otherwise acquire shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business or industry capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To purchase, take on lease or otherwise acquire any real or personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and trade, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade, lands, buildings and commodities;

To construct, improve, maintain, manage or control any roads, ways, sidings, (to be used on the property of the company only or on property under its control and for the purposes of its business and industry) bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works which may seem calculated directly or indirectly to promote the interests of the company, and to contribute by any other means of assistance in the construction, improvement and maintenance of the hereabove things;

To lend or pay money to any persons having dealings with the company and to guarantee the performance of the contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

To acquire by contract, transfer, purchase and gift, and obtain any licenses, powers, authority, franchises, concessions, rights and privileges that any government, authority or corporation or any other body politic may give and pay for, aid and contribute in obtaining any of the above by means of shares, bonds and effects whatever of the company to defray the necessary expenses in obtaining the said objects;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To raise and assist in raising money by way of bonus, loan, promise, endorsement, securities or otherwise, any company or person and to guarantee the performance of contracts by any such company or person with whom the company may have business relations;

To advertise the products of the company and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books or periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, develop, turn to account or

autrement disposer des biens ou aucune partie des biens, mobiliers ou immobiliers et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seule ou avec d'autres, sous le nom de "Deniger-St-Germain, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3243 Sous-secrétaire de la Province.

"Graham Creameries, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai 1933, constituant en corporation: Wilmer Asa Graham, marchand, Reginald Baden Pomeroy, comptable, Lazarus Loew Tinkoff, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de produits laitiers, tels que le lait, crème, fromage, beurre, œufs, babeurre, crème glacée, fromage à la crème, fromage Kraft, fromage Cottage, fromage Suisse et de toutes ou aucune autre nature semblable;

Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie et utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exploitant ou exerçant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir les contrats ou autrement leur aider et prendre et autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

otherwise dispose of the property or any part of the real or personal property and rights of the company;

To do all the hereabove things as principals, agents, contractors or otherwise, either alone or with others, under the name of "Deniger-St-Germain, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3244-o Assistant Provincial Secretary.

"Graham Creameries, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1933, incorporating: Wilmer Asa Graham, merchant, Reginald Baden Pomeroy, accountant, Lazarus Loew Tinkoff, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export, trade and deal in all kinds of dairy products, such as milk, cream, cheese, butter, eggs, buttermilk, ice-cream, cream-cheese, kaffcheese, cottage cheese, swiss cheese, and all or any other articles of the same or similar nature;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or enjoyed in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Accepter en paiement pour aucun travail accompli, services rendus, avances faites ou assistance, les actions, obligations ou autres valeurs de toute corporation, municipalité, province, ou gouvernement avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et détenir, hypothéquer, vendre ou autrement négocier telles actions, obligations ou valeurs;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de l'entreprise et des biens de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour telles considération et à tels termes et conditions que la compagnie croira convenables, et plus particulièrement accepter en considération des actions, obligations, débetures de toute autre compagnie exerçant un commerce ayant des objets similaires en tout ou en partie au commerce ou aux objets de la compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet et employer aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder tous biens mobiliers et immobiliers que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour son commerce ou ses opérations;

Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la com-

To accept in payment for any work done services rendered, advances made, or assistance furnished, the stocks, bonds, or other securities of any corporation, municipality, province or government with which the Company may have dealings, and to hold, pledge, sell, or otherwise deal in such stocks, bonds or securities;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the Company;

To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the undertaking and assets of the Company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the Company may deem expedient, and more particularly to accept as consideration shares, bonds, debentures of any other Company carrying on business or having objects similar in whole or in part to the business or objects of the Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of the contracts by any such person;

To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concessions, rights or privileges which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immoveable property of the Company,

pagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, actions-déventures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir, ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, déventures ou actions-déventures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que, si autorisés par un règlement, sanctionné par la majorité des votes en valeur du capital souscrit de la compagnie représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre le règlement en considération, les directeurs pourront de temps à autre:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant ainsi emprunté;

c. Emettre des déventures, ou autres valeurs de la compagnie et les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu que tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans toute la Province de Québec, sous le nom de "Graham Creameries, Incorporated".

Le capital-actions de la compagnie consistera en quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00) divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires de cinq dollars (\$5.00) chacune, et en mille cinq cent soixante (1,560) actions privilégiées de vingt-cinq

to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract, or obligations of the Company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debenture stock or other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

To invest and deal with the money of the Company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

And it is hereby ordained and declared that, if authorized by by-law, sanctioned by a majority in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue debentures or other securities of the Company and pledge or sell same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

And it is further ordained and declared that, in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall be necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided always that the interest of such director or directors shall have been disclosed to the other directors of the Company, at a meeting of the Company duly held prior to the signing of such contract or completion of such transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the Company or to any shareholders or creditor thereof or to any person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon;

The operations of the company shall be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Graham Creameries, Incorporated".

The capital stock of the company shall consist of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into two thousand (2,000) common shares of five dollars (\$5.00) each, and one thousand five hundred and sixty (1,560) preferred shares of

dollars (\$25.00) chacune avec dividendes au taux de 7% par année;

Les porteurs des actions privilégiées auront droit de souscrire aux actions ordinaires dans la proportion de quatre actions ordinaires pour chaque action privilégiée;

Les actions privilégiées seront non-cumulatives et sans droit de participation; les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas droit de vote à toute assemblée des actionnaires de la compagnie à moins qu'il y ait deux années d'arrérages dans les dividendes, dans lequel cas les porteurs d'actions privilégiées auront le droit et pourront voter durant telle période ou périodes en commun avec les porteurs d'actions ordinaires, et tel droit de vote continuera aussi longtemps qu'il y aura des arrérages de deux années dans les dividendes sur lesdites actions privilégiées;

Les porteurs des actions privilégiées auront le droit d'élire deux directeurs de la dite compagnie, si le nombre total des directeurs n'excède pas cinq; s'il y en a plus de cinq, les dits actionnaires privilégiés auront droit de choisir dans la même proportion, aucun des directeurs additionnels.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3245

Sous-secrétaire de la Province.

"L'Alliance Immobilière, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai 1933, constituant en corporation: Joseph Juteau, marchand de charbon, François Juteau et Daniel Brunet, agents d'affaires, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, prendre, louer, vendre, céder, hypothéquer, échanger, transporter ou autrement faire le commerce et disposer de propriétés mobilières ou immobilières et d'actif en général, soit absolument comme propriétaires, ou au moyen de garanties collatérales, ou autrement, et agir comme agent ou commerçant d'immeubles de toutes sortes;

Faire l'acquisition de tout actif au moyen d'actions acquittées de la compagnie;

Entreprendre l'administration et la gestion de propriétés mobilières ou immobilières;

En vue des fins de la compagnie, faire toutes transactions, contracter toutes obligations, ester en justice;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre par les directeurs, soit par prêts hypothécaires ou autrement;

Procurer aide et assistance aux clients de la compagnie, tant pécuniairement que par tous autres moyens légaux en rapport avec la construction, la réparation, la location, l'expertise, l'administration de leurs propriétés, le placement de leurs assurances, ou de toute manière, et faire toute convention avec eux relativement à la valeur et au paiement des services à être rendus par la compagnie;

Faire toutes choses nécessaires pour la réalisation d'aucun des objets susdits, sous le nom de "L'Alliance Immobilière, Incorporée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

twenty five dollars (\$25.00) each with dividends at the rate of 7% per annum;

The holders of preferred stock shall have the right of subscribing to the common stock in the proportion of four shares of common to every one of preferred;

The preferred shares shall be non-cumulative and non-participating; nor shall holders of Preferred shares be entitled to vote at any meeting of the shareholders of the company unless there be two years arrears in dividends, in which case the holders of the preferred shares shall have the right and be entitled to vote during such period or periods in common with the holders of common shares, and such right of voting shall continue so long as there be any arrears of two years in dividends of the said preferred shares;

The holders of the preferred shares shall have the right of electing two directors of the said company, if the total number of directors be not greater than five; if there be more than five, the said preferred shareholders shall have the right of choosing in the same proportion any of the additional directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3246-o

Assistant Provincial Secretary.

"L'Alliance Immobilière, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1933, incorporating: Joseph Juteau, coal merchant, François Juteau and Daniel Brunet, business agents, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take, lease, sell, assign, hypothecate, exchange, transfer or otherwise deal with and dispose of movable or immovable properties and assets in general, either absolutely as proprietors, or by way of collateral security, or otherwise, and to act as agent or dealer in real estate of all kinds;

To acquire any assets by means of paid up shares of the company;

To undertake the management and administration of movable or immovable properties;

For the purposes of the company, to make any transactions, undertake any obligations, *ester en justice*;

To invest and deal with the monies of the company in a manner to be determined from time to time by the directors, either by hypothecary loans or otherwise;

To procure aid and assistance for the clients of the company, both financially or by legal means in connection with the construction, repairing, leasing, valuation, management of their property, the placing of their insurances, or in any other manner, and to make any agreement with them respecting the value and the payment of the services to be rendered by the company;

To do all such things as may be necessary for the attainment of any of the above objects, under the name of "L'Alliance Immobilière, Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3247-o Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3248 Assistant Provincial Secretary.

"Mary Lee Candy Shoppes, Inc."

Avis est do né qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1933, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en loi du roi, David Miller, avocat, et Sara Cooper, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer et faire le commerce comme manufacturiers, importateurs, exportateurs, négociants et commerçants, marchands en gros et en détail de chocolats, bonbons, gâteaux, biscuits, pâtisseries, confiseries et aucune et toutes autres choses qui peuvent être vendues et pour ces fins, exercer tout autre commerce, comme marchands, négociants, commerçants de bonbons, chocolats, gâteaux, pâtisseries, biscuits et confiseries, qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercé convenablement ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie; et généralement exercer un commerce général de restaurateur;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et obligations de toute personne, personnes, ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant tous biens convenant aux fins de la compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne, personnes, ou compagnie exerçant, exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés mobilières ou immobilières, personnelles ou réelles, et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de son commerce et en particulier toutes machineries, outillages, fonds de commerce, et si la compagnie le juge à propos, s'engager elle-même dans des transactions immobilières de façon à promouvoir les meilleurs intérêts de la compagnie;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou tous autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de cette entreprise

"Mary Lee Candy Shoppes, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1933, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, David Miller, advocate, and Sara Cooper, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and deal as manufacturers, importers, exporters, jobbers and dealers, as wholesale and retail merchants, a business in chocolates, candies, cakes, biscuits, pastries, confectioneries and in any and all other things that may be marketable and for the purposes thereto, to carry on any other business, whether as merchants, jobbers, dealers in candies, chocolates, cakes, pastries, biscuits and confectioneries which may seem to the company capable of being conveniently carried on or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's properties or rights, and generally to carry on a general restaurant business;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, persons or company carrying on, engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property, personal or real, which the company may deem necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade, and if the company deems fit, to engage itself in any real estate transactions so as to promote the best interests of the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any persons;

To draw, make, accept, endorse, execute, issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or any other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such considera-

pour la considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, endossements, garanties d'obligations, débetures, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats de cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne, et émettre des actions privilégiées si la compagnie le juge à propos;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, et par la publication de livres et périodiques;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens ou droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Mary Lee Candy Shoppes, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3249 Sous-secrétaire de la Province,

"Old Russia, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril 1933, constituant en corporation: David Mortimer Notkin, Lazarus Tinkoff, avocats, de la cité de Montréal, David Solomon Grobstein, comptable, Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce de toutes sortes de bijouteries, diamants, pierres précieuses, antiquités, fournitures, images, verreries, bronzes, argenterie et perles, et en gros et en détail; fabriquer et vendre et autrement disposer de toutes sortes de fournitures, aussi en gros et en détail;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la Compagnie croira devoir être convenablement exercée en rapport avec ses affaires, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou des droits de la Compagnie;

Acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la Compagnie est autorisée à exercer ou possédant des propriétés convenant aux fins de la Compagnie;

Accepter en paiement pour aucun travail accompli, services rendus, avances faites ou assistance, les actions, obligations ou autres valeurs de toute corporation, municipalité, province, ou gouvernement avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et détenir, hypothéquer, vendre ou autrement négocier telles actions, obligations ou valeurs;

tion as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, endorsements, guarantee of bonds, debentures, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts of any such company, corporation, or by any such person or persons, and to issue preferred shares if the company deems fit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars and by publication of books and periodicals;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Mary Lee Candy Shoppes, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3250-o Assistant Provincial Secretary.

"Old Russia, Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1933, incorporating: David Mortimer Notkin, Lazarus Tinkoff, advocates, of the city of Montreal, David Solomon Grobstein, accountant, Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To buy or otherwise acquire and to sell or otherwise deal with all kinds of jewellery, diamonds, precious stones, antiques, furniture, pictures, glassware, brass, silverware and pearls both wholesale and retail; to manufacture and sell and otherwise dispose of all kinds of furniture, also both wholesale and retail;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To accept in payment for any work done, services rendered, advances made, or assistance furnished, the stocks, bonds, or other securities of any corporation, municipality, province or government with which the Company may have dealings, and to hold, pledge, sell or otherwise deal in such stocks, bonds or securities;

Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de l'entreprise et des biens de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour telle considération et à tels termes et conditions que la compagnie croira convenables, et plus particulièrement accepter en considération des actions, obligations, débiteures de toute autre compagnie exerçant un commerce ayant des objets similaires en tout ou en partie au commerce ou aux objets de la compagnie;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Aucune action ne sera transférée à moins que et jusqu'à ce que tel transfert ait été approuvé par résolution du bureau de direction, à l'exception toujours d'une transmission par suite de décès, legs ou testament;

Les actionnaires de la compagnie seront limités à vingt (20) à l'exception des employés actuels ou anciens employés;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que, si autorisés par un règlement, sanctionné par un vote d'au moins les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre le règlement en considération, les directeurs pourront de temps à autre:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant ainsi emprunté;

c. Emettre des débiteures, ou autres valeurs de la compagnie et les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, nantir et mettre en gage les biens réels ou personnels de la compagnie, ou les deux, pour garantir toutes telles obligations, débiteures, actions-débiteures ou autres valeurs ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie. Pourvu, cependant, que rien de ce qui est contenu dans cette clause ne limite ou restreigne les emprunts d'argent par la compagnie par lettres de change ou billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;

Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeur ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu que tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains

To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the undertaking and assets of the Company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the Company may deem expedient, and more particularly to accept as consideration shares, bonds, debentures of any other Company carrying on business or having objects similar in whole or in part to the business or objects of the Company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this Company;

No shares shall be transferred unless and until such transfer shall have been approved by resolution of the board of directors, excepting always a transmission by death, will or testament;

The shareholders of the Company shall be limited in number to twenty (20) exclusive of employees or former employees;

No invitation shall be made to the public to secure subscription for the shares of the Company;

And it is hereby ordained and declared that, if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting duly called for considering the by-law, the directors may from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue debentures or other securities of the Company and pledge or sell same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge the real and personal property of the Company or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the Company. Provided, however, that nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on the bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

And it is further ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any ways affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided always that the interest of such director or directors shall have been disclosed to the other directors of the Company at a meeting of the Company duly held prior to the signing of such contract or completion of such transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the Company or to any shareholders or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be ac-

ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder toutes propriétés mobilières et immobilières que la compagnie jugera nécessaires ou utiles à son commerce ou à ses opérations;

Hypothéquer, gager ou autrement affecter les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, garantir tous paiement de prêts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie soit en paiement ou paiement partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement, sous le nom de "Old Russia Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour d'avril 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3251 Sous-secrétaire de la Province.

"Papineau Sporting Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai 1933, constituant en corporation sans capital-actions: Hector Rochon, agent, Arthur Montbriand, comptable, Roméo Poulin, télégraphiste, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir, organiser, conduire et gérer un club sportif. Aménager une salle de réunion pour le confort et le bien-être de ses membres afin de recevoir et donner les résultats et les informations de tous les événements se rattachant aux sports; établir des règlements pourvoyant au bien-être et à la protection des membres de ladite compagnie; recevoir et inscrire des membres moyennant rémunération; avoir un sceau et le modifier à sa volonté, ester en justice, construire, acquérir et recevoir par achat, échange, location, donation, transport, cession, legs ou autrement et posséder, à tout titre légal, des biens mobiliers et immobiliers, les administrer et en retirer des revenus, les louer, vendre, échanger, céder, aliéner ou autrement en disposer, en tout ou en partie, à quelque titre que ce soit, administrer ses fonds comme elle le jugera bon, et faire toute espèce de placements légaux, y compris l'acquisition des valeurs telles que bons, obligations, débentures ou actions d'autres corporations ou compagnies, emprunter et contracter des obligations, hypothéquer ses immeubles, émettre des obligations ou débentures et en garantir le paiement par hypothèques, gages ou nantissement, suivant le cas et à son gré, payer de toute manière et en général exercer les droits des corporations civiles et les pouvoirs qui peuvent aider à la réalisation de son objet, ou servir à la mise en œuvre de ses moyens d'actions et à l'exécution de ses entreprises; pour la gestion et l'administration de ses affaires, de ses biens, l'emploi de ses fonds, son organisation et sa régie, la création et la perception de ses revenus, la direction et le

countable for any gains or profits realized thereon;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable property which the Company may deem necessary or useful for its business or operation;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the Company, to secure any payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

To issue, allot and hand over as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this Company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue thereof or otherwise, under the name of "Old Russia, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3252-o Assistant Provincial Secretary.

"Papineau Sporting Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1933, incorporating as a corporation without share-capital: Hector Rochon, agent, Arthur Montbriand, accountant, Roméo Poulin, telegraph operator, all of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage a sporting club. To equip a meeting room for the comfort and well-being of its members for the purpose of receiving and giving the results, information and all news respecting sports; to make by-laws respecting the well-being and for the protection of the members of the said company; to receive and register members for remuneration; to have a seal and modify it as will; to "ester en justice"; to build, acquire and receive, by purchase, exchange, lease, gift, transfer, assignment, legacy or otherwise and own, under any legal title, movable and immoveable property, to manage the same and derive revenues therefrom; to lease, sell, exchange, cede, alienate or otherwise dispose of the same, in whole or in part, under any title whatever; to manage its funds as may be deemed proper and make any kind of legal investments, including the acquisition of securities, such as bonds, obligations, debentures or stock of other corporations or companies; to borrow money and contract obligations; to hypothecate its immovables; to issue bonds or debentures and to guarantee the payment thereof by hypothec, mortgage or pledge, as the case may be and at will; to pay in any manner and generally to exercise the rights of civil corporations and such powers as may promote the realization of its objects or be useful for the carrying out of its means of action, and the accomplishment of its undertakings; for the management and administration of its affairs, property; the use of its funds; its organization and government; the creation and collection of

gouvernement de ses divers services, le nombre, le choix, la nomination, la démission, le retrait et le remplacement de ses membres, la constitution, l'organisation, les pouvoirs et la régie de son conseil de direction, le nombre, la nomination, les attributions et la rétribution de ses officiers, employés et serviteurs, l'adoption, la modification, la mise en vigueur et le rappel de ses règlements, ordonnances et délibérations et généralement pour tout ce qui se rattache à son objet, à direction, à son gouvernement, à l'exercice de ses pouvoirs et à ses œuvres, adopter les règlements et délibérations qu'elle jugera opportun pourvu que ces règlements et délibérations ne soient pas contraires aux lois en vigueur dans cette province, ni aux règles établies ou qui pourront être établies par l'autorité compétente dans l'église catholique romaine, sous le nom de "Papineau Sporting Club, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la compagnie peut posséder est de \$5,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera au No 1673 Mt-Royal Est, Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3253-o Sous-secrétaire de la Province.

"Province Island Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1933, constituant en corporation, sans capital-actions: Eugène-F. Olivier, registraire, John P. Wolfe, avocat, Arthur Gendron et Valère-A. Olivier, tous deux gérants, Antonio-L. Genest et Gerald Wigggett, tous deux marchands, Réginald Wigggett, vendeur, James P. Watson et Thomas G. Edney, tous deux comptables, Percy Johnson, commis, tous de Sherbrooke, dans les buts suivants:

Exploiter un club social et sportif pour fins de récréation et divertissement des membres de l'Association et pour le développement d'activités sportives, plus particulièrement le tennis, golf, équitation et sports aquatiques entre les membres, ainsi que des concours avec des organisations de nature similaire, et les exploiter dans le territoire connu sous le nom de Cantons de l'Est et plus particulièrement à Province Island, dans le comté de Stanstead, sous le nom de "Province Island Club, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut détenir est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3255 Sous-secrétaire de la Province.

"Reconstruction Sales Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mai 1933, constituant en corporation: Paul Desy, avocat, Joseph Emile Desy, marchand, tous deux de la cité de Westmount, Wilfrid Laplante, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

its revenues; the conduct and government of its divers services; the number, choice, appointment, dismissal, retirement and replacing of its members; the constitution, organization, powers and government of its Board of Directors; the number, appointment, attributes and remuneration of its officers, employees and servants; the adoption, altering, putting into force and repealing of its by-laws, rules and deliberations; and generally for anything connected with its object, its management, its government, the exercise of its powers and for its works, to adopt such by-laws and deliberations as it may deem fit, provided they be not contrary to the laws in force in this Province, nor to any rules established or which may be established by the competent authority in the Roman Catholic Church, under the name of "Papineau Sporting Club, Inc."

The amount to which will be limited the immoveable property which the company may possess, is \$5,000.00.

The head office of the Company will be at No. 1673 Mt-Royal East, Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3254 Assistant Provincial Secretary.

"Province Island Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part 111 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1933, to incorporate as a corporation without share capital: Eugène F. Olivier, Registrar, John P. Wolfe, Advocate, Arthur Gendron and Valère A. Olivier, both Managers, Antonio L. Genest and Gerald Wigggett, both Merchants, Réginald Wigggett, Salesman, James P. Watson and Thomas G. Edney, both Accountants, Percy Johnson, Clerk, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a social and sporting club for the recreation and amusement of the members of the Association and for the development of sporting activities more particularly tennis, golf, riding and water sports among the members, as well as in competition with organizations of a similar nature, and to operate the same within the territory known as the Eastern Townships and more particularly at Province Island, in the County of Stanstead, under the name of "Province Island Club, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the District of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

3256-o Assistant Provincial Secretary.

"Reconstruction Sales Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1933, incorporating: Paul Desy, advocate, Joseph Emile Desy, merchant, both of the city of Westmount, Wilfrid Laplante, accountant, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

S'engager ou participer avec d'autres dans la formation, l'incorporation, la consolidation, l'organisation, la réorganisation, la reconstruction, l'administration, la liquidation, la mise de fonds ou le réajustement financier de toute corporation, société, association ou de toute entreprise, commerce, affaires ou intérêts, et transiger toutes opérations qui leur sont nécessaires, convenables, relatives ou incidentes;

Exercer en général les opérations qui consistent à reconstruire, réorganiser et financer des compagnies, firmes ou individus, et à ces fins:

Acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement disposer, exploiter, reposséder, prêter de l'argent, financer, manufacturer ou autrement négocier ou faire le commerce de véhicules de toutes sortes, bateaux, avions, instruments de musique et de radio, fournaies, poêles, brûleurs à l'huile, accessoires pour brûleurs à l'huile et systèmes de chauffage en général, meubles, vêtements, articles de ménage, accessoires de bureau, d'entrepôt et d'usine, appareils de réfrigération électriques, congélateurs, systèmes d'extincteurs chimiques, machineries de manufacture et autres sortes de machineries, articles manufacturés, leurs pièces et accessoires;

Prendre, acheter, escompter ou autrement acquérir, vendre, transférer, céder, et sujet aux dispositions de la Loi des Compagnies, charger, hypothéquer ou disposer, prêter de l'argent et / ou autrement disposer et trafiquer de toute manière de dettes de livre, comptes ouverts, réclamations, acceptés, connaissements, contrats, baux, contrats à tempérament pour l'achat et la vente d'aucune et toutes sortes d'effets, articles et marchandises, arrangements pour vente et achat, conventions de ventes conditionnelles, privilèges, billets à ordre avec gage privilégié, billets à ordre, traites, lettres de change, reçus d'entrepôt, comptes commerciaux, comptes recevables, billets recevables, effets négociables, instruments de commerce et / ou titres de créance de toute nature et description, (présentement connus ou qui le seront à l'avenir) billets de vente, ou autres valeurs ou titres relativement à l'achat, la vente, le nantissement, le gage ou l'opération financière d'aucun des effets, articles et marchandises, outillage ou choses ci-devant mentionnés dans les présentes, avec ensemble tous biens, mobiliers ou immobiliers, droits éventuels, ou autres choses de valeur qui peuvent être gagés ou autrement placés à titre de garantie pour le paiement d'iceux, et disposer à leur profit d'aucun des objets ou effets susdits ou des biens donnés en garantie;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, biens, franchise, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toutes personnes ou firme ou par aucune corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens convenables aux fins de cette compagnie, et les payer en actions privilégiées ou ordinaires, entièrement ou partiellement acquittées, de la compagnie, ou en obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et assumer les responsabilités de toute telle personne, firme ou corporation, et exercer les droits, pouvoirs et franchises d'aucune corporation dont le capital-actions est possédé par cette compagnie au nom de telle compagnie ou en son propre nom;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèce, tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou valeurs de toutes autres compagnies appartenant à la

To carry on or to participate with others in the formation, incorporation, consolidation, organization, reorganization, reconstruction, administration, liquidation, financing or financial readjustment of any corporation, partnership, association or of any undertaking, business, affairs or interests, and to transact any business necessary or convenient, relating or incidental thereto;

To carry on the business generally of reconstructing, reorganising, financing companies, firms or individuals, and for these purposes:

To buy or otherwise acquire, sell or otherwise dispose of, operate, repurchase, loan money on, finance, manufacture, or otherwise deal in or with vehicles of all kinds, boats, aeroplanes, musical and radio instruments, furnaces, stoves, oil burners, oil burning equipment and heating systems generally, furniture, clothing, household, office, warehouse and factory equipment, electrical refrigeration apparatus, ice-making machinery, sprinkler systems, manufacturing and other kinds of machinery, manufactured articles, their parts and accessories;

To take, purchase, discount or otherwise acquire, sell, transfer, assign, and subject to the provisions of the Companies' Act to charge, hypothecate or dispose of, loan money upon and / or otherwise dispose and deal in or with book debts, open accounts, claims, acceptances, bills of lading, contracts, leases, instalment contracts for the purchase or sale of any and all kinds of goods, wares and merchandise, agreements for sale and purchase, conditional sales agreements, liens and lien notes, promissory notes, drafts, bills of exchange, warehouse receipts, commercial accounts, accounts receivable, bills receivable, negotiable instruments, commercial paper and / or evidences of indebtedness of every kind and description, (now known or hereafter originating) bills of sale, or other securities or instruments of title in respect of the purchase, sale, pledge, mortgage or finance of any of the goods, wares and merchandise, equipment or things hereinbefore mentioned, together with any real or personal property, choses in action, or other things of value which may be pledged or otherwise placed as security for the payment thereof, and to realise upon any of the foregoing or the property securing the same;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchise, goodwill, rights and privileges held or enjoyed by any persons or firm or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay therefor in fully paid up or partly paid-up preference or common shares of the company, or in the bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation, and to exercise the rights, powers and franchises of any corporation whose capital stock is owned by this company in the name of such company or in its own name;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other companies belonging to the

compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer, par voie de dividende légalement déclaré à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par la section 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

Acheter, souscrire ou solliciter, prendre en échange ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, vendre, transférer, céder ou autrement disposer ou faire valoir les titres, actions, obligations, débiteures, actions-débiteures, billets et autres valeurs et titres d'intérêt ou de créance et tous autres intérêts de et réclamations contre aucune personne, firme, association volontaire, fiducie, compagnie à fonds social ou autre corporation et, durant la possession ou la détention d'iceux, exercer, par l'intermédiaire d'agent ou agents que les directeurs pourront nommer, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter sur iceux;

Voter et répartir, comme entièrement acquittées, les actions du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tout commerce, franchise, entreprise, biens mobiliers ou immobiliers, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, actions du capital, débiteures, obligations ou autres valeurs, ou biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs concédés dans les présentes, et en paiement total ou partiel de tout travail effectué pour ou services rendus à la compagnie;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement les biens, franchise, entreprise et commerce d'aucune telle compagnie et en assumer les obligations et les payer totalement ou partiellement en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune partie des dépenses encourues lors de sa formation ou de son organisation;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie conformément à la loi; limiter ou augmenter le montant à être emprunté; émettre des obligations, débiteures, actions-débiteures ou autres valeurs de la compagnie et les gager ou les vendre pour tels montants et à tels prix qui seront jugés convenables;

Hypothéquer, gager ou nantir les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, ou les deux, pour garantir toutes telles obligations, débiteures, actions-débiteures ou autres valeurs et tous deniers empruntés pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Reconstruction Sales Corporation".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cinq mille dollars (\$5,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de un dollar (\$1.00) chacune, dont cent (100) actions ordinaires seront désignées comme actions de la Classe "A", le restant quatre mille neuf cents (4,900) actions ordinaires seront désignées comme actions de la Classe "B", toutes les dites actions ordinaires de la Classe "A" et de la Classe "B" prendront rang "pari passu" sous tous les rapports, sauf et excepté que les droits de vote exclusifs seront réservés aux porteurs des actions ordinaires de la Classe "A" et que les actions ordinaires de la Classe "B" ne conféreront aucun droit de vote quelconque.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

company, or which the company may have power to dispose of; by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act;

To purchase, subscribe or apply for, take in exchange or otherwise acquire, register, hold, sell, transfer, assign, or otherwise dispose of or turn to account the stock, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes and other securities and evidences of interest in or indebtedness of and all other interest in and claims on any person, firm, voluntary association, trust, joint stock company or other corporation and, while the owner or holder thereof to exercise, through such agent or agents as the directors may appoint, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To vote and allot, as fully paid-up, shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, real or personal property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, shares of stock, debentures, bonds or other securities or property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and in payment or part payment of any work done for or services rendered to the company;

To consolidate, or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchise, undertaking and business of any such company and to assume the obligations thereof and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To pay out of the funds of the company all or any part of the expenses of or incidental to the formation or organisation thereof;

To borrow money upon the credit of the company according to law; to limit or increase the amount to be borrowed; to issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company, under the name of "Reconstruction Sales Corporation".

The amount of the capital stock of the company is to be five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five thousand (5,000) common shares of the par value of one dollar (\$1.00) each, one hundred (100) of which common shares shall be designated as Class "A" shares, the remaining four thousand and nine hundred (4,900) common shares to be designated as Class "B" shares, all of the said Class "A" and Class "B" common shares to rank *pari passu* in all respects save and except that the exclusive voting rights shall be vested in the holders of the Class "A" common shares and that the Class "B" common shares shall carry no voting rights whatsoever.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Sunny Maid Frocks, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai 1933, constituant en corporation: Solon Eliasoph, avocat, Frederick Denis Sullivan, comptable, Shae Silver, agent, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de vêtements pour dames, tissus, soieries, lainages et d'accessoires de nature similaire;

Acquérir par achat, location, concession ou autrement des fabriques, franchises, et les exploiter et les développer;

Acquérir par achat, location ou autrement, ériger, construire, exploiter, améliorer, et faire le commerce d'immeubles, moulins, fabriques, édifices et travaux de toute description et généralement convertir et approprier tous terrains et propriétés;

Prendre comme garantie de toutes dettes de la compagnie des mortgages et hypothèques sur la propriété des débiteurs de la compagnie;

Donner des mortgages et hypothèques sur les propriétés de la compagnie aux créateurs de la compagnie et disposer des dits mortgages ou hypothèques;

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement, détenir, utiliser, posséder, vendre, céder, transporter, troquer, faire le commerce d'effets, machineries, articles et marchandises et propriétés de toutes classes et description;

Emettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de tous meubles, immeubles, droits ou autres propriétés acquis par la compagnie, en vertu de tout titre, ou, avec l'approbation des actionnaires, moyennant rémunération pour les services rendus ou à être rendus à la compagnie de toute manière quelconque;

Conclure des arrangements avec toute firme, individu ou autorité municipale ou autre, qui sembleront favorables aux objets de la compagnie, et obtenir des droits, concessions ou privilèges d'exploiter et d'exercer aucun des objets de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et tous autres effets négociables ou transférables;

Les susdits objets, pouvoirs ou fins de la compagnie seront considérés être distincts et indépendants les uns des autres, et la compagnie peut poursuivre ou exercer un quelconque ou plusieurs de tels objets, pouvoirs ou fins sans égard aux autres, et aucune clause ne sera limitée dans sa généralité ou interprétée autrement comme se rapportant à toute autre clause de tels objets, pouvoirs et fins;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et en donner une garantie collatérale;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement les propriétés, franchises, entreprises et affaires de toute telle personne ou firme, et en assumer les responsabilités, et les payer en argent, actions, obligations

"Sunny Maid Frocks, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1933, incorporating: Solon Eliasoph, advocate, Frederick Denis Sullivan, accountant, Shae Silver, agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and deal in ladies' garments, textiles, silks, woollens and supplies of a similar nature;

To acquire by purchase, lease, concessions or otherwise, factories, franchises, and to work and develop the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect, construct, operate, improve and deal in real estate, mills, factories, buildings and works of every description and generally to deal with and improve land and property;

To take security for any debt to the company, mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company;

To grant mortgages and hypothecs on the property of the company to creditors of the company, and to dispose of said mortgages or hypothecs;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, use, own, sell, assign, transfer, trade, deal in goods, machinery, wares and merchandise and property of every class and description;

To issue paid-up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or in whole or in part of any moveables, immoveables, rights or other property acquired by the company, under any title, or, with the approval of the shareholders, for the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever;

To enter into any arrangement with any firm, individual or municipal or other authorities, that may seem conducive to the company's objects, and to obtain rights, concessions or privileges to carry out and exercise any of the company's objects;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any negotiable or transferable instruments;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes, without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers and purposes;

To borrow money on the credit of the company and to give collateral security for same;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings, and business of any such person or firm and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same in cash, shares,

ou autres valeurs de la compagnie, sous le nom de "Sunny Maid Frocks, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de mai 1932.

3259 ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

"Transports, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1933, constituant en corporation: Frank Callaghan, avocat et Conseil en loi du Roi, Léo Leblanc, avocat, et Foster McNamee, étudiant en loi, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'agents et entrepreneurs-voituriers, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, négocier, acheter, vendre, louer, utiliser, exploiter, maintenir, louer, trafiquer, faire le commerce, disposer, manufacturer et réparer des voitures de toutes sortes et description, y compris des automobiles, camions, autocars, et leurs accessoires et pièces, de tous genres et description, pouvant être utilisés dans le dit commerce, acquérir, maintenir et exploiter des édifices, remises et garages pour l'emmagasinage, le soin et le louage de véhicules et automobiles de tout genre et description;

Exercer tout autre commerce que la compagnie croira pouvoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui sont convenables, et en particulier par la publicité dans la presse, circulaires et de toute autre manière que la compagnie croira convenable;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou aucune partie du commerce, biens et responsabilités de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens convenables aux fins de la compagnie;

Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains, biens meubles et immeubles de toute nature et description, nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie, et y ériger des édifices, et les vendre, louer, transporter, échanger, hypothéquer et autrement en disposer;

Garantir et se porter garant et se rendre responsable du paiement des franchises que la compagnie peut légalement acquérir, et pour services rendus et à être rendus à la compagnie en actions entièrement acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Hypothéquer ou gager les biens immobiliers de la compagnie, ou nantir ou autrement grever les dits biens, ou donner toutes telles garanties pour garantir le paiement des prêts faits autrement que par l'émission de débentures, ainsi que le paiement ou l'acquit de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

bonds or other securities of the company, under the name of "Sunny Maid Frocks, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1933.

3260-o ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Transports, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1933, incorporating: Frank Callaghan, advocate and King's Counsel, Leo Leblanc, advocate, and Foster McNamee, student at law, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of cartage agents and contractors, and, without limiting the generality of the foregoing to trade in, buy, sell, lease, use, operate, maintain, let for hire, deal in, deal with, dispose of, manufacture and repair conveyances of every kind and description, including automobiles, trucks, taxicabs, and the accessories and parts thereof of every kind and description, capable of being used in the said business, and to acquire, maintain and operate buildings, storage houses and garages for the storage, caring and keeping for hire therein of vehicles and automobiles of every kind and description;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, and in such other manner as to the company may seem advisable;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liability of any person or company carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed or property suitable for the purposes of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession, or other legal title, and to hold and own lands, real estate and immovables, of every kind and description, necessary or useful for the purposes of the company, and to erect buildings thereon, and to sell, lease, convey, exchange, hypothecate and otherwise dispose of same;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of franchises which the company may lawfully acquire, and for services rendered and to be rendered to the company in fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company;

To hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the said property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract, or obligation of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

Faire toutes les choses susdites soit comme agents et comme mandants;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie croira convenable, et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues relativement à la formation de la compagnie, sous le nom de "Transports, Limited" avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3261 Sous-secrétaire de la Province.

To do all the above both as agents and as principals;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To pay all or any expenses incidental to or incurred in connection with the formation of the company, under the name of "Transports, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3262-o Assistant Provincial Secretary.

Lettre Patente Supplémentaire

"Les Agences Damphousse, Inc.—Damphousse Agencies, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huitième jour de mai 1933, changeant le nom de la compagnie "D. & M. Realities, Inc.", en celui de "Les Agences Damphousse, Inc.—Damphousse Agencies, Inc."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3263-o Sous-secrétaire de la Province.

Supplementary Letter Patent

"Les Agences Damphousse, Inc.—Damphousse Agencies, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1933, changing the name of the company "D. & M. Realities, Inc.", to that of "Les Agences Damphousse, Inc.—Damphousse Agencies, Inc."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3264 Assistant Provincial Secretary.

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 22 mai 1933, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 23 mai 1933.

Concernant "National Surety Company of New York".

1057

L'honorable Secrétaire intérimaire de la Province, dans un mémoire en date du 22 mai 1933, expose:

Que par arrêté ministériel No 1013 du 5 août 1915, "National Surety Company of New York" a été autorisée à se porter caution en justice, conformément aux dispositions des articles 7446 et 7452 des Statuts Refondus de 1909;

Que cette compagnie a cessé de faire affaires dans la province de Québec;

Que vu le rapport du Procureur Général, en date du 18 mai 1933, il y a lieu de révoquer l'autorisation accordée à cette compagnie par le dit arrêté ministériel;

Order in Council

COPY of a Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated May 22nd., 1933, approved by the Lieutenant-Governor on May 23rd., 1933.

Respecting "National Surety Company of New York".

1057

The Honourable Acting Provincial Secretary, in a memorandum dated May 22nd., 1933, sets forth:

That by Order in Council No. 1013 of August 5th., 1915, "National Surety Company of New York" has been authorized to become a judicial surety, pursuant to the provisions of articles 7446 and 7452 of the Revised Statutes of 1909;

That this company has ceased to transact business in the Province of Quebec;

That seeing the report of the Attorney General, dated the 18th. May, 1933, there are sufficient reasons to revoke the authorization granted to such company by the said Order in Council;

En conséquence, l'honorable Secrétaire intérimaire de la province recommande:

Que l'autorisation accordée le 5 août 1915, par l'arrêté ministériel No 1013, soit révoquée et qu'avis de cette révocation soit publié dans la Gazette Officielle de Québec conformément aux dispositions de l'article 12 de la Loi des compagnies de garantie (S. R. Q. 1925, c. 249).

Certifié,

WM. LEARMONTH,
3265—o Député Greffier Conseil Exécutif.

Therefore, the Honourable Acting Provincial Secretary recommends:

That the authorization granted the 5th of August 1915, by Order in Council No. 1013, be revoked and that notice of such revocation be published in the Quebec Official Gazette in accordance with the provisions of Article 12 of the Guarantee Companies' Act (R. S. Q., 1925, ch. 249).

Certified,

WM. LEARMONTH,
3266 Deputy Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 688. Dame Léonie Ducharme, de la cité de Granby, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Eugène Monast, ci-devant commerçant, du même lieu, et maintenant de Knowlton, district susdit, et dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs Ledit Eugène Monast, défendeur.

La demanderesse en cette cause a pris ce jour une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

Sweetsburg, ce 23 mai 1933.

Le procureur de la demanderesse,
3271—o PAUL PROVOST.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Bedford, In the Superior Court, No. 688. Leonie Ducharme, of the city of Granby, in the district of Bedford, wife common as to property of Eugene Monast, formerly, trader, of the same place, now of Knowlton, in the aforesaid district, duly authorized for the presents, plaintiff; vs The said Eugene Monast, defendant.

An action in separation as to bed and board has been instituted in this case on this day.

Sweetsburg, this 23rd. day of May, 1933.

PAUL PROVOST,
3272—o Attorney for Plaintiff.

Avis divers

"FÉDÉRATION DES ŒUVRES DE CHARITÉ CANADIENNES-FRANCAISES INC."

Extrait des procès-verbaux d'une assemblée générale et spéciale des Membres de la Corporation.

Augmentant le nombre des Administrateurs de la Fédération et de le porter de cinq à vingt-cinq.

Montréal, le 26 janvier 1933.

Le secrétaire,
3299—o H.-L. DE MARTIGNY.

Miscellaneous Notices

"FÉDÉRATION DES ŒUVRES DE CHARITÉ CANADIENNES-FRANCAISES INC."

Extract from the minutes of a general special meeting of the Members of the corporation.

Increasing the number of directors of the Federation from five to twenty five.

Montreal, January 26, 1933.

H. L. DE MARTIGNY,
3300 Secretary.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Toiture & Construction, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-septième jour de mai 1933, la compagnie "Toiture & Construction, Limitée", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3267—o Sous-secrétaire de la Province.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Toiture & Construction, Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty fifth day of February, 1932.

Notice is also given that from and after the twenty seventh day of May, 1933, the company "Toiture & Construction, Limitée", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
3268 Assistant Provincial Secretary.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Shearer Realty Investment Company, corporation ayant son bureau-chef en la cité de

Shearer Realty Investment Company, a body corporate having its head office in the city of Montreal, hereby gives notice that in accordance

Montréal, s'adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en Conseil, en vertu de la Section 25 de la Loi des Compagnies de Québec, pour lui demander d'accepter l'abandon de sa charte, de décréter son annulation et de fixer la date de sa dissolution.

Daté à Montréal, le vingt-troisième jour de mai, mil neuf cent trente-trois.

SHEARER REALTY INVESTMENT COMPANY,
Le président,
3269—o GEO.-W. SHEARER.

E. CHARLEBOIS & COMPAGNIE LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que "E. Charlebois & Compagnie Limitée", incorporée par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec en date du treizième jour de juin, 1932, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des Compagnies de Québec.

Le président,
3301—o EDOUARD CHARLEBOIS.

Département de l'Instruction publique

No 62-29

Québec, le 19 mai 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton de Durham, comté de Missisquoi, les lots cadastraux du canton de Durham ci-dessous mentionnés et de les annexer à la municipalité scolaire protestante de Cowansville, même comté.

Lots cadastraux: 486, 487, 432, 429, 433, 428, 488, 438, 449, 479, 478, 480, 450, 437, 453, pt. 453, 471, 466, 467, 448, 442, 460, 455, 439, 461, 468, 464, 457, 463, 456, pt. 463, pt. 463, pt. 463, 297, 295, 296, 293, pt. 293, 298, 292, 293, 204, 300, 288, 291, 289, 299, pt. 291, 287, 288, 463, 464, 463, 465, 464, 447, 436, 444, 441, 440, 458, 446, 462, 436, 276, 120, 28, 28, 29, 1, 10, 23, 0, 32, 20, 20, 0, 105, 304, pt. 304, pt. 304, pt. 304, pt. 280, 302, 431, 306, 303, 278, pt. 280, 430, 419, 418, 423, 314, 313, 415, 494, 429, 426, 311, p. 322, pt. 317, 318, pt. 317, 270, 317, 316, 316, 276, 277, 274, 271.

3207—21-2-o

No 705-24

Québec, le 19 mai 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-sud, dans le comté de Mégantic, les lots Nos 11, 13a, 13c, 14a, 14b du III rang du canton de Leeds et le lot No 13b du rang II du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, même comté.

3209—21-2-o

No 517-33

Québec, le 19 mai 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Charlesbourg, dans le comté de Québec, les lots cadastraux de la paroisse de Charlesbourg, portant les Nos 694, 695, 696, 698, 700, 704 et la partie de 708 appartenant à monsieur Léon Magnan, et de les annexer à la municipalité scolaire de Giffard, village, comté de Québec.

3211—21-2-o

with the provisions of the Quebec Companies Act, it will make application to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, under Section 25 of the said Act, to accept the surrender of the Charter of the company, direct its cancellation and fix a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this twenty-third day of May, one thousand nine hundred and thirty-three.

SHEARER REALTY INVESTMENT COMPANY,
GEO. W. SHEARER,
3270—o President.

E. CHARLEBOIS & COMPAGNIE LIMITÉE.

Notice is hereby given that "E. Charlebois & Compagnie Limitée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated the thirteenth day of June, 1932, will make application for permission to abandon its charter, in conformity with the provisions of Article 25 of the Quebec Companies' Act.

EDOUARD CHARLEBOIS,
3302—o President.

Department of Education

No. 62-29

Quebec, May 19th, 1933.

Application is made to detach from the school municipality of the township of Durham, county of Missisquoi, the cadastral lots of the township of Durham hereinbelow mentioned and to annex the same to the protestant school municipality of Cowansville, same county.

Cadastral lots: 486, 487, 432, 429, 433, 428, 488, 438, 449, 479, 478, 480, 450, 437, 453, pt. 453, 471, 466, 467, 448, 442, 460, 455, 439, 461, 468, 464, 457, 463, 456, pt. 463, pt. 463, pt. 463, 297, 295, 296, 293, pt. 293, 298, 292, 293, 204, 300, 288, 291, 289, 299, pt. 291, 287, 288, 463, 464, 463, 465, 464, 447, 436, 444, 441, 440, 458, 446, 462, 436, 276, 120, 28, 28, 29, 1, 10, 23, 0, 32, 20, 20, 0, 105, 304, pt. 304, pt. 304, pt. 304, pt. 280, 302, 431, 306, 303, 278, pt. 280, 430, 419, 418, 423, 314, 313, 415, 494, 429, 426, 311, pt. 322, pt. 317, 318, pt. 317, 270, 317, 316, 316, 276, 277, 274, 271.

3208—21-2

No. 705-24

Quebec, May 19th, 1933.

Application is made to detach from the school municipality of Leeds-South, in the county of Mégantic, the lots Nos. 11, 13a, 13c, 14a, 14b of range III of the township of Leeds, and the lot No. 13b in range II of the same township, and to annex the same to the school municipality of Saint Antoine de Pontbriand, same county.

3210—21-2

No. 517-33

Quebec, May 19, 1933.

Application is made to detach from the school municipality of Charlesbourg, in the county of Québec, the cadastral lots of the parish of Charlesbourg bearing Nos. 694, 695, 696, 698, 700, 704 and that part of 708 belonging to Mr. Léon Magnan, and to annex the same to the school municipality of Giffard, village, county of Québec.

3212—21-2

No 1639-31

Québec, le 22 mai 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lesage, comté de Terrebonne, le lot No 356 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Prévost, comté de Terrebonne.

3213-21-2-o

No. 1639-31

Quebec, May 22nd, 1933.

Application is made to detach from the school municipality of Lesage, county of Terrebonne, the lot No. 356 of the official cadastre for the parish of Saint Jerome, and to annex the same to the school municipality of Prevost, county of Terrebonne.

3214-21-2

No 1811-32

Québec, le 22 mai 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Labrecque, comté de Chicoutimi, les lots Nos 1, 2, 3 et 4 des rangs III et IV du canton de Labrecque, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jean-l'Évangéliste, même comté.

3215-21-2-o

No. 1811-32

Quebec, May 22nd., 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Labrecque, county of Chicoutimi, the lots Nos. 1, 2, 3 and 4 of Ranges III and IV of the township of Labrecque, and to annex the same to the School Municipality of Saint Jean l'Évangéliste, same county.

3216-21-2

No 1051-27

Québec, le 22 mai 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Blandford, comté de Nicolet, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire du village de Manseau", même comté. Le territoire est borné comme suit:

Vers le nord-ouest: une ligne tirée dans le lot No 14 parallèlement — ou à peu près — aux lignes primordiales depuis le fronteau du huitième rang à 1315 pieds du lot No 15, jusqu'à l'alignement est de la route de Sainte-Sophie, et, une autre ligne semblable, mais tirée en sens inverse depuis le fronteau du neuvième rang, à 1200 pieds du même lot 15, jusqu'à la route susdite, ces deux lignes se raccordant sous un écart de 157 pieds par la route;

Vers le sud-est: une ligne tirée dans le lot No 16 depuis le fronteau du huitième rang, à 1140 pieds du lot No 15, jusqu'au fronteau du neuvième rang, à 860 pieds du même lot 15;

Vers le sud-ouest: le fronteau du huitième rang et vers le nord-est, celui du neuvième rang, sur telles longueurs que déterminées par les deux bornes sud-ouest et nord-est respectivement; le tout plus ou moins en pieds de mesure anglaise et suivant les lignes d'occupation mentionnées dans la requête des propriétaires à la date du 21 septembre 1921.

3217-21-2-o

No. 1051-27

Quebec, May 22nd., 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Saint Joseph de Blandford, county of Nicolet, the hereinbelow described territory and to erect same into a separate School Municipality under the name of "The School Municipality of the Village of Manseau", same county. The territory is bounded as follows:

Towards the Northwest: a line drawn in lot No. 14 parallelly — or thereabouts — to the original lines from the fronteau of the eighth range at 1315 feet from lot No. 15, to the East alignment of the Sainte Sophie road, and, another similar line, but drawn in an opposite direction, from the fronteau of the ninth range at 1200 feet from same lot 15, to the aforesaid road, these two lines connected together by a jog of 157 feet by the road;

Towards the Southeast: a line drawn in lot No. 16 from the fronteau of the eighth range at 1140 feet from lot No. 15 to the fronteau of the ninth range, at 860 feet from same lot 15;

Towards the Southwest: the fronteau of the eighth range and towards the Northeast, that of the ninth range, over such lengths as are determined by the two Southwest and Northeast boundaries respectively; the whole more or less and English measure and following the lines of occupation mentioned in the application of the proprietors dated the 21st. September, 1921.

3218-21-2

No 1051-27

Québec, le 23 mai 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Blandford, comté de Nicolet, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire du village de Manseau", même comté; le territoire est borné comme suit:

Au nord-est par le cordon entre le huitième et le neuvième rang du canton de Blandford; au sud-est, par la terre d'Ernest Cloutier étant le tiers sud-est du lot seize du huitième rang dudit canton; au sud-ouest par le cordon entre le septième et le huitième rang dudit canton de Blandford, et au nord-est, partie par la terre de Henri Cloutier, étant la partie nord-ouest du lot quatorze, rang VIII dudit canton, à l'ouest du chemin de front de ce rang et partie par la terre de Pierre Robidoux, étant également la partie nord-ouest du même lot quatorze du rang VIII dudit canton de Blandford, qui se trouve à l'est dudit chemin de front.

3233-21-2-o

No. 1051-27.

Quebec, May 23, 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Saint Joseph de Blandford, county of Nicolet, the territory hereinunder described and to erect it into a School Municipality under the name of "The School Municipality of the Village of Manseau" same county; the said territory is bounded as follows:

To the northeast by the cordon between the eighth and ninth ranges of the township of Blandford; to the southeast, by the land of Ernest Cloutier, being the southeast third of lot sixteen of the eighth range of said township; to the southwest by the cordon between the seventh and the eighth range of said township of Blandford and to the northeast partly by the land of Henri Cloutier being the northwest part of lot fourteen, range VIII of said township, to the west of the front road of such range, and partly by the land of Pierre Robidoux, being also the northwest part of same lot fourteen of range VIII of said township of Blandford, lying to the east of said front road.

3234-21-2

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, SECTION DE RICHELIEU.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC, RICHELIEU SECTION

ASPIRANT A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Endroit où il a étudié Place where he studied
Fortier.....	Jean.....	20	Pierreville.....	St-Ferdinand d'Halifax. Académie Commerciale de Québec.

Le secrétaire du Barreau de Richelieu.

MAURICE DEMERS,

Secretary of the Bar of Richelieu.

3279-80-22-2-o

Saint-Jean, 29 mai 1933—May 29th, 1933.

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.—BAR OF LOWER SAINT LAWRENCE.

Tableau suivant la section 51 de la loi du Barreau.—Table according to section 51 of the Bar Act.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens du Barreau de juillet 1933.—Bar Examination of July, 1933.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Pelletier.....	J.-Henri-Jules....	19	Rivière-du-Loup....	Collège de Ste-Anne de la Pocatière.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent.

LOUIS SAINT-JACQUES,

Secretary of the Bar of Lower Saint Lawrence.

3281-82-22-2-o

Rivière-du-Loup, 29 mai 1933—May 29, 1933.

EXAMEN DU BARREAU.—BAR EXAMINATION

ADMISSION A L'ÉTUDE DE LA PROFESSION DU DROIT.—ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College	Emploi Profession
Marceau.....	René.....	22	Arthabaska, P. Q.....	St-Hyacinthe.....	Etudiant—Student.

Le secrétaire du Barreau.

JOS. DUGUAY,

Secretary of the Bar.

3225-26-21-2-o

Arthabaska, le 22 mai 1933—May 22nd, 1933.

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la municipalité de Grande-Entrée, comté des Iles-de-la-Madeleine

Respecting the formation of a Farmers' Club in the Municipality of Grande-Entrée, County of Magdalen Islands.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté des Iles-de-la-Madeleine, sous le nom de "Cercle agricole de la municipalité de Grande-Entrée", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Chap. 55 des S. R. Q., 1925.)

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the County of Magdalen Islands, under the name of "Farmers' Club of the Municipality of Grande-Entrée", which is presently incorporated, pursuant to the Farmers' Club Act. (Chap. 55 R. S. Q., 1925).

Le sous-ministre de l'Agriculture,

J.-ANTONIO GRENIER,

Québec, ce 27 mai 1933.

3277-o

J. ANTONIO GRENIER,

Deputy-Minister of Agriculture.

Quebec, this 27th of May, 1933.

3278

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Québec, le 9 mai, 1933.

Quebec, May 9, 1933.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Philippe Cossette, notaire, demeurant et pratiquant à Causapsal, comté de Matapédia, district de Rimouski, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. le Notaire M.-P. Laberge, de la paroisse de Val-Brillant, district de Rimouski, qui a volontairement cessé de pratiquer comme notaire.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Philippe Cossette, notary, residing and practising at Causapsal, county of Matapédia, district of Rimouski, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mr. M. P. Laberge, notary, of the parish of Val-Brillant, district of Rimouski, who has voluntarily ceased to practise as notary.

ALEXANDRE DESMEULES,
2915—19-5-o Sous-secrétaire de la Province.

ALEXANDRE DESMEULES,
2916—19-5 Assistant Provincial Secretary.

Québec, le 22 mai 1933.

Quebec, May 22, 1933.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Victor-Louis Collette, notaire, pratiquant et demeurant à Sainte-Julie, dans le district électoral de Verchères, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Napoléon-Paul Lapierre, en son vivant notaire pratiquant à Sainte-Julie-de-Verchères, dans le district judiciaire de Montréal, dont le notaire Pierre Marcoux, qui a cessé de pratiquer à Sainte-Julie-de-Verchères pour aller pratiquer dans le district de Saint-Hyacinthe, était le cessionnaire.

Notice is hereby given, pursuant to the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Victor Louis Collette, notary, practising and residing at Sainte Julie, in the electoral district of Verchères, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Napoléon Paul Lapierre, in his lifetime notary practising at Sainte Julie de Verchères, in the judicial district of Montreal, whereof notary Pierre Marcoux, who has ceased to practise at Sainte Julie-de-Verchères to practise in the district of Saint Hyacinthe, was assignee.

ALEXANDRE DESMEULES,
3223—21-5-o Sous-secrétaire de la Province.

ALEXANDRE DESMEULES,
3224—21-5 Assistant Provincial Secretary.

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

LOI DE FAILLITE.

THE BANKRUPTCY ACT.

AVIS DE VENTE.

NOTICE OF SALE.

Canada, province de Québec, district de Richelieu, Cour Supérieure, (en matière de faillite), No 187. Dans l'affaire de François Lemoine, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Victoire, district de Richelieu, cédant autorisé.

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 187. In the matter of François Lemoine, farmer, of the parish of Sainte Victoire, district of Richelieu, Authorized Assignor.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-après désignés et étant chacun une exploitation de ferme, savoir:

Public notice is hereby given that the immovables hereinafter designated and each being a farm, to wit:

I. Une terre—avec les bâtiments dessus érigées, située en la paroisse de Sainte-Victoire et comprenant (a) ce lot de terre connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Victoire comme étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-douze (Pt. No 192), mesurant ce lot deux arpents de largeur, sur douze arpents de profondeur, tenant d'un bout, au sud, aux terres de la Concession nord de la Première Rivière du Pot-au-Beurre, à l'autre bout, au lot numéro quatre-vingt-seize et à partie de quatre-vingt-dix-sept, d'un côté, à Joseph Poirier ou représentants et de l'autre côté à autre partie de cent quatre-vingt-douze; (b) ce lot de terre mesurant deux arpents de largeur sur douze arpents et demi de profondeur, connu et désigné au même cadastre comme étant le lot numéro quatre-vingt-seize et comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-dix-sept (No 96 et Pt No 97), tenant au sud-est à partie de cent quatre-vingt-douze, au nord-ouest au ruisseau de Rhimbault, d'un côté à autre partie du lot numéro quatre-vingt-dix-sept et de l'autre côté à la ligne de la paroisse de Saint-

I. A farm—with buildings thereon erected, situate in the parish of Sainte Victoire, and comprising (a) that lot of land known and designated on the official cadastre for the parish of Sainte Victoire as being part of the lot number one hundred and ninety two (Pt. No. 192) said lot measuring two arpents in width by twelve arpents in depth, bounded at one end, on the South, by the lands of the concession "Nord de la Première Rivière du Pot-au-Beurre", at the other end by lot number ninety six and part of ninety seven, on one side by Joseph Poirier or representatives, and on the other side by another part of one hundred and ninety two; (b) that lot of land measuring two arpents in width by twelve and one half arpents in depth, known and designated on the same cadastre as being lot number ninety six and as forming part of lot number ninety seven (No. 96 and Pt. No. 97) bounded on the Southeast by part of one hundred and ninety two; on the Northwest by the Rhimbault stream, on one side by another part of lot number ninety seven and on the other side by the line

Pierre; (c) ce lot de terre connu et désigné au même cadastre comme étant les lots numéros quatre-vingt-dix-sept-A, quatre-vingt-dix-sept-B, quatre-vingt-dix-sept-C, (Nos 97-A, 97-B, 97-C)—avec les droits de passage établis pour le bénéfice de la dite terre.

II. Une terre—avec les bâties dessus érigées, située partie en la paroisse de Sainte-Victoire et partie en la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-douze (Pt No 192), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Victoire, mesurant environ trois arpents de largeur plus ou moins sur douze arpents de profondeur plus ou moins, tenant d'un bout à Paul Tessier ou représentants, à l'autre bout aux lots ci-après décrits, d'un côté à la terre ci-haut en premier lieu décrite et de l'autre côté à Pierre Bardier ou représentants, et comme étant les lots numéros cent trente-huit, cent trente-neuf et cent quarante (Nos 138, 139 et 140), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel.

III. Une terre—avec les bâties dessus érigées, située partie en la paroisse de Sainte-Victoire et partie en la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-douze (Pt No 192), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Victoire, mesurant deux arpents et deux tiers de largeur sur douze arpents de profondeur et bornée comme suit: d'un bout par les terres de la Concession Nord de la Première Rivière du Pot-au-Beurre, de la paroisse de Sainte-Victoire, à l'autre bout par les lots ci-après décrits, d'un côté par autre partie de cent quatre-vingt-douze de Gilbert Poirier ou représentants et de l'autre côté par autre partie de cent quatre-vingt-douze de David Arpin ou représentants, et comme étant les lots numéros cent soixante et trois, cent soixante et quatre, cent soixante et cinq, cent soixante et six et comme faisant partie de cent soixante et sept (Nos 163, 164, 165, 166 et Pt No 167), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, mesurant trois arpents de largeur environ sur vingt arpents de longueur, bornée d'un bout par partie de cent quatre-vingt-douze, à l'autre bout par les terres de la Première Concession Sud de Richelieu, d'un côté au numéro cent soixante et deux de David Arpin ou représentants et de l'autre côté au résidu du lot numéro cent soixante et sept de Gilbert Poirier, à distraire de cette terre trente-six pieds de longueur à partir de la Première Concession Sud de Richelieu sur toute la longueur des dits lots.

Seront vendus séparément, suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Richelieu, en matière de faillite, rendu le 23 mai 1933, portant le No 187 des dossiers de la Cour Supérieure, aux enchères publiques, suivant les dispositions de l'article 45, sous-paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la Loi de faillite, et après les avis donnés suivant les dispositions du Code de Procédure civile pour la vente des immeubles en cette province, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Victoire, district de Richelieu, le CINQUIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Pour conditions de paiement et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
JEAN LAFRENIERE.

Sorel.

3275—22-2-o

of the parish of Saint Pierre; (c) that lot of land known and designated on the same cadastre as being the lots numbers ninety seven A, ninety seven B, ninety seven C, (Nos. 97-A, 97-B, 97-C)—with the rights of way established for the benefit of the said farm.

II. A farm—with buildings thereon erected, situate partly in the parish of Sainte Victoire, and partly in the parish of Saint Pierre de Sorel, forming part of the lot number one hundred and ninety two (Pt. No. 192) on the official cadastre for the parish of Sainte Victoire, measuring about three arpents, more or less, in width, by twelve arpents, more or less in depth, bounded at one end by Paul Tessier or representatives, at the other end by the lots hereinafter described, on one side by the farm hereinabove firstly described, and on the other side by Pierre Bardier or representatives, and as being the lots numbers one hundred and thirty eight, one hundred and thirty nine and one hundred and forty (Nos. 138, 139 and 140) on the official cadastre for the parish of Saint Pierre de Sorel.

III. A farm—with buildings thereon erected, situate partly in the parish of Sainte Victoire and partly in the parish of Saint Pierre de Sorel, known and designated as forming part of the lot number one hundred and ninety two (Pt. No. 192) on the official cadastre for the parish of Sainte Victoire, measuring two and two thirds arpents in width by twelve arpents in depth, and bounded as follows: at one end by the lands of the "Concession Nord de la Première Rivière du Pot-au-Beurre", of the parish of Sainte Victoire, at the other end by the lots hereinafter described, on one side by another part of one hundred and ninety two of Gilbert Poirier or representatives, and on the other side by another part of one hundred and ninety two of David Arpin or representatives, and as being the lots numbers one hundred and sixty three, one hundred and sixty four, one hundred and sixty five, one hundred and sixty six and as forming part of one hundred and sixty seven (Nos. 163, 164, 165, 166 and Pt. 167) on the official cadastre for the parish of Saint Pierre de Sorel, measuring about three arpents in width by twenty arpents in length, bounded at one end by part of one hundred and ninety two, at the other end by the lands of the "Première Concession Sud de Richelieu", on one side by number one hundred and sixty two of David Arpin or representatives, and on the other side by the residue of lot number one hundred and sixty seven of Gilbert Poirier, to be deducted from said farm, thirty six feet in length, from the "Première Concession Sud de Richelieu" by the whole length of the said lots.

Will be sold separately pursuant to a judgment of the Superior Court, for the district of Richelieu, sitting in Bankruptcy, rendered on the twenty third of May, 1933, bearing No. 187 of the records of the Superior Court, by public auction, pursuant to the provisions of article 45, sub-paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Bankruptcy Act and after notices given pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure for the sale of immovables in this Province, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the church door of the parish of Sainte Victoire, district of Richelieu, the FIFTH day of the month of JULY, nineteen thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

For conditions of payment and list of charges, apply to the undersigned.

JEAN LAFRENIERE,
Trustee.

3276—22-2

Sorel.

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Pascal Larrivee, entrepreneur-menuisier, Trois-Pistoles, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le TROISIEME jour de JUILLET 1933, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, sur les lieux, à la résidence du susdit cédant, l'immeuble suivant:

Un emplacement situé à Trois-Pistoles, contenant environ un quart d'arpent de superficie, borné au nord à Ferdinand D'Amour, à l'ouest à la route d'église, au sud et à l'est à Nazaire D'Amour, lequel emplacement fait partie du numéro cent quatre-vingt (Pt 180) du cadastre de Trois-Pistoles—avec les bâtisses dessus construites, mais avec réserve en faveur de Hervé et Emile Larrivee d'une bâtisse située en arrière de la maison principale et servant à la fabrication des eaux gazeuses.

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur. Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 C. P. C. et aussi à l'article 45 de la Loi de faillite et équivaut à une vente par le shérif. Conditions de paiement, argent comptant.

Rivière-du-Loup, ce 23 mai 1933.

Le syndic,
GEORGES COTÉ, N. P.

20, Rue de la Cour,
Rivière-du-Loup.

3273—22-2-o

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Pascal Larrivee, undertaker and carpenter, Trois Pistoles, P. Q., Authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the THIRD day of JULY, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction, on the premises, at the dwelling house of the said assignor, the following property:

An emplacement situated at Trois Pistoles, containing about one quarter of an arpent in area, bounded to the North by Ferdinand D'Amour, to the West by the public road, to the South and the East by Nazaire D'Amour, which emplacement is a part of number one hundred and eighty (Pt. 180) of the cadaster for the parish of Trois Pistoles—with the buildings thereon erected, but with reserve in favor of Herve and Emile Larrivee, of a building situated behind the chief dwelling house and used for the fabrication of soft liquors.

This item will be sold to the highest and last bidder. Titles and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C. C. P., and also to article 45 of the bankruptcy Act and has the same effect as a Sheriff's sale. Terms of payment. Cash.

Riviere du Loup, May 23rd, 1933.

GEORGES COTE, N. P.,
Trustee.

20, Rue de la Cour,
Riviere du Loup.

3274—22-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Elzéar Jobin, marchand, Saint-Augustin, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-UNIEME jour de JUIN 1933, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Augustin, comté de Portneuf, Qué., les immeubles de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Les lots numéros trois cent quinze et trois cent seize (315 et 316) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, étant deux emplacements contigus situés près de l'église de cette paroisse—avec maison et autres bâtisses dessus érigées et dépendances.

Le lot numéro trois cent (300) dudit cadastre pour la paroisse de Saint-Augustin, étant une terre située au même lieu, sauf à distraire la partie vendue à Louis Robitaille.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, sujet aux rentes et répartition d'église, s'il y a lieu.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Elzéar Jobin, merchant, Saint Augustin, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of JUNE, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time) there will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Augustin, county of Portneuf, Que., the immovables of this estate, to wit:

ITEM A.—Lots numbers three hundred and fifteen and three hundred and sixteen (315 and 316) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, being two contiguous emplacements situate near the parochial church—with a house and other buildings thereon erected and dependencies.

Lot number three hundred (300) of said cadastre for the parish of Saint Augustin, being a farm situate at the same place, save to be deducted the part thereof sold to Louis Robitaille.

The said item will be offered for sale to the highest and last bidder, subject to rents and church apportionments, if any.

The said sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P., and also article forty five of the Bankruptcy Act, the said-sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, le 15 mai 1933.

Les syndics autorisés,
R.-E. LEFAIVRE, JOS. MARMETTE et R. LEFAIVRE.

Bureaux: 147, côte de la Montagne,
Québec. 3053—20-2-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal, No 192. Dans l'affaire de Willie Pétrin, Ville d'Iberville, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé en la ville d'Iberville, connu et désigné comme étant le lot No 182 des plan et livre de renvoi officiels de la dite Ville d'Iberville—avec les deux bâtisses y érigées,

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 11 mai 1933, portant le No 192 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de l'article 45, sous-paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la Loi de Faillite, et après les avis donnés suivant les dispositions du Code de Procédure Civile pour la vente des immeubles en cette Province, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district d'Iberville, situé au Palais de Justice, en la cité de Saint-Jean, JEUDI, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent trente-trois, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: Comptant.

Pour autres informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
JEAN MEUNIER, N.P.

Saint-Jean, le 16 mai 1933.
Bureau: 25 rue Saint-Jacques,
Saint-Jean, Qué. 3055—20-2-o

Canada, province de Québec, district de Roberval, Cour Supérieure, en matière de faillite, No A-100.

Dans l'affaire de l'actif de La Compagnie Coopérative Téléphonique des comtés du Lac Saint-Jean et de Chicoutimi, faillie.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN, 1933, les immeubles suivants seront vendus à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Wilbrod (Hébertville Station), à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire), savoir:

Un réseau téléphonique ayant une longueur d'environ deux cents milles en poteaux avec les fils, construit et localisé dans les comtés du Lac Saint-Jean et de Chicoutimi, et actuellement en exploitation dans les dits comtés, et tel que décrit dans des plans préparés par les ingénieurs Caffiaux et Villeneuve, lesquels plans sont exacts et véridiques en tous points ainsi que la légende qu'ils contiennent, les dits plans étant en la possession du syndic soussigné et devant être annexés au contrat de vente qui sera signé.

Le dit réseau téléphonique appartenant au failli et qui sera vendu à la date et à l'endroit susdits, relie entre elles les différentes municipalités et paroisses suivantes, savoir:

Paroisse de Saint-Eugène: neuf milles et demi (9½) de ligne téléphonique;

Paroisse de Mistassini: vingt-trois milles et demi (23½) de ligne téléphonique;

Paroisse d'Albanel: sept milles et neuf-dixièmes (7-9/10) de ligne téléphonique;

Conditions of payment: cash.

Quebec, May 15, 1933.

R. E. LEFAIVRE, JOS. MARMETTE and R.

LEFAIVRE,
Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
Quebec. 3054—20-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 192. In the matter of Willie Petrin, town of Iberville, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement in the town of Iberville, known and designated as being lot No. 182, on the official plan and book of reference for the said Town of Iberville—with the two buildings thereon erected,

Shall be sold in virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered on the 11th of May, 1933, bearing No. 192 of the records of the said Court, pursuant to the provisions of article 45, sub-paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Bankruptcy Act, and after notices given according to the provisions of the Code of Civil Procedure for the sale of immovables in this Province, in such manner as to give the said sale the effect of a Sheriff's Sale, at the Sheriff's office of the district of Iberville, situate in the Court House, in the city of Saint John's, on THURSDAY, the TWENTY SECOND day of the month of JUNE, nineteen hundred and thirty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: cash.

For further information apply to the undersigned trustee.

JEAN MEUNIER, N.P.,
Trustee.

Saint John's, May 16, 1933.
Office: 25, Saint Jacques Street.
Saint John's, Que. 3056—20-2

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court, sitting in Bankruptcy, No. A-100.

In the matter of the estate of La Compagnie Coopérative Téléphonique des comtés du Lac Saint-Jean et de Chicoutimi, insolvent.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY THIRD day of JUNE, 1933, the following immovables will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Wilbrod (Hébertville Station), at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time), to wit:

A telephone system of a length of about two hundred miles in poles with wires, constructed and localized in the counties of Lake Saint John and Chicoutimi, and actually in operation in the said counties, and as described in the plans prepared by Caffiaux & Villeneuve, engineers, the said plans being true and exact in all points as well as the explanations which they contain, the said plans being in the possession of the undersigned trustee and to be attached to the deed of sale to be signed.

The said telephone system belonging to the insolvent and which will be sold at the aforesaid time and place, connects between themselves the following different municipalities and parishes, to wit:

Parish of Saint Eugène: nine miles and one half (9½) of telephone line;

Parish of Mistassini: twenty three and one half miles (23½) of telephone line;

Parish of Albanel: seven miles and nine tenths (7-9/10) of telephone line;

Girardville: un mille et demi ($1\frac{1}{2}$) de ligne téléphonique;

Normandin: trente et un milles et quatre dixièmes ($31\frac{4}{10}$) de ligne téléphonique, dont neuf (9) milles métallique;

Saint-Méthode: quarante-six milles et demi ($46\frac{1}{2}$) de ligne téléphonique, dont huit milles et trois dixièmes ($8\frac{3}{10}$) métallique;

Saint-Félicien: trente-trois milles et soixante-seize centièmes ($33\frac{76}{100}$) de ligne téléphonique, dont trente-deux milles et vingt-six centièmes ($32\frac{26}{100}$) métallique, avec en plus un câble de 25 paires sur une longueur de $35/100$ de mille; un câble de 50 paires sur une longueur de $35/100$ de mille; un câble de 75 paires sur une longueur de $10/100$ de mille, et 250 pieds de câble de 150 fils, donnant en tout $80/100$ de mille de câble;

Notre-Dame-de-la-Doré: huit milles et six dixièmes ($8\frac{6}{10}$) de ligne téléphonique;

Saint-Prime: huit milles et six dixièmes de ligne téléphonique métallique ($8\frac{6}{10}$), et cinq dixièmes ($5/10$) de mille de ligne de terre (ground);

Roberval: y compris la ligne allant vers la Pointe-Bleue: douze (12) milles de ligne téléphonique métallique dont $2\frac{1}{4}$ milles de câbles de 11, 16 et 100 paires dans la ville de Roberval, et trois quarts ($\frac{3}{4}$) de mille de ligne de terre chemin allant à Pointe-Bleue;

Chambord: vingt-cinq (25) milles de ligne téléphonique, dont dix-neuf milles et sept dixièmes ($19\frac{7}{10}$) sont métallique;

Saint-François-de-Sales: treize (13) milles de ligne téléphonique;

Saint-André-de-l'Épouvante: dix milles et un dixième ($10\frac{1}{10}$) de ligne téléphonique;

Lac Bouchette: treize milles et six dixièmes ($13\frac{6}{10}$) de ligne téléphonique;

Saint-Jérôme: trente-trois milles et demi ($33\frac{1}{2}$) de ligne téléphonique; dont 27 milles et demi sont métallique; dans le rang Koushepegan, la deuxième traverse avec ses fils, sur les poteaux du failli, ne lui appartiennent pas;

Saint-Gédéon: dix-huit milles et quatre-vingt-quinze-centièmes ($18\frac{95}{100}$) de ligne téléphonique métallique;

Hébertville, village et paroisse: vingt-neuf milles et quatre dixièmes ($29\frac{4}{10}$) de ligne téléphonique dont 5 milles sont métallique;

Hébertville Station: neuf milles et huit dixièmes ($9\frac{8}{10}$) de ligne téléphonique dont $2\frac{1}{2}$ milles sont métallique, avec en plus 1600 pieds de câble de 25 paires;

Saint-Bruno: dix-sept milles et quatre dixièmes ($17\frac{4}{10}$) de ligne téléphonique métallique, avec en plus une broche (ground) de Larouche à Saint-Bruno, d'une longueur de cinq milles et deux dixièmes ($5\frac{2}{10}$);

Saint-Joseph d'Alma: douze (12) milles de ligne téléphonique métallique;

Saint-Cœur-de-Marie: vingt-trois milles et un dixième ($23\frac{1}{10}$) de ligne téléphonique dont 6 milles et $8/10$ métallique;

L'Ascension: un mille et demi ($1\frac{1}{2}$) de ligne téléphonique;

Saint-Henri-de-Taillon: trois milles et trois dixièmes ($3\frac{3}{10}$) de ligne téléphonique;

Sainte-Monique-de-Honfleur: huit milles et trois dixièmes ($8\frac{3}{10}$) de ligne téléphonique;

Péribonka: seize milles et demi ($16\frac{1}{2}$) de ligne téléphonique;

Larouche: onze milles de ligne téléphonique métallique, avec en plus une broche (ground) sur la même longueur;

Jonquière et Kénogami: vingt-quatre milles et demi ($24\frac{1}{2}$) de ligne téléphonique métallique,

Girardville: one and one half miles ($1\frac{1}{2}$) of telephone line;

Normandin: thirty one miles and four tenths ($31\frac{4}{10}$) of telephone line, whereof nine (9) miles are metallic;

Saint Méthode: forty six and one half miles ($46\frac{1}{2}$) of telephone line whereof eight miles and three tenths ($8\frac{3}{10}$) are metallic;

Saint Félicien: thirty three miles and seventy six hundredths ($33\frac{76}{100}$) of telephone lines, whereof thirty two miles and twenty six hundredths ($32\frac{26}{100}$) are metallic, with moreover a cable of 25 pairs for a length of $35/100$ of a mile; a cable of 50 pairs for a length of $35/100$ of a mile; a cable of 75 pairs for a length of $10/100$ of a mile, and 250 feet of cable of 150 wires, giving in all $80/100$ of a mile of cable;

Notre-Dame-de-la-Doré: eight miles and six tenths ($8\frac{6}{10}$) of telephone line;

Saint Prime: eight miles and six-tenths of metallic telephone wire ($8\frac{6}{10}$) and five tenths ($5/10$) of a mile of ground wire;

Roberval: Including the line running towards Pointe-Bleue; twelve (12) miles of metallic telephone line, whereof $2\frac{1}{4}$ miles of cable 11, 16 and 100 pairs in the town of Roberval, and three quarters ($\frac{3}{4}$) of a mile of ground line road running to Pointe Bleue;

Chambord: Twenty five (25) miles of telephone line, whereof nineteen miles and seven tenths ($19\frac{7}{10}$) are metallic;

Saint François de Sales: thirteen (13) miles of telephone line;

Saint André de l'Épouvante: ten miles and one tenth ($10\frac{1}{10}$) of telephone line;

Lac Bouchette: thirteen miles and six tenths ($13\frac{6}{10}$) of telephone line;

Saint Jerome: thirty three miles and one half ($33\frac{1}{2}$) of telephone line; whereof 27 miles and one half are metallic; in the Koushepegan range, the second cross bar with its wires on the poles of the insolvent, do not belong to it;

Saint Gédéon: eighteen miles and ninety five hundredths ($18\frac{95}{100}$) of metallic telephone line;

Hébertville, village and parish: twenty nine miles and four tenths ($29\frac{4}{10}$) of telephone line, whereof 5 miles are metallic;

Hébertville Station: nine miles and eight tenths ($9\frac{8}{10}$) of telephone line whereof $2\frac{1}{2}$ miles are metallic, with moreover 1600 feet of cable of 25 pairs;

Saint Bruno: seventeen miles and four tenths ($17\frac{4}{10}$) of metallic telephone line—with moreover a ground wire from Larouche to Saint Bruno for a length of five miles and two tenths ($5\frac{2}{10}$);

Saint Joseph d'Alma: twelve (12) miles of metallic telephone line;

Saint Cœur de Marie: twenty three miles and one tenth ($23\frac{1}{10}$) of telephone line, whereof 6 miles and $8/10$ are metallic;

L'Ascension: one mile and one half ($1\frac{1}{2}$) of telephone line;

Saint Henri de Taillon: three miles and three tenths ($3\frac{3}{10}$) of telephone line;

Sainte-Monique de Honfleur: eight miles and three tenths ($8\frac{3}{10}$) of telephone line;

Péribonka: sixteen miles and one half ($16\frac{1}{2}$) of telephone line;

Larouche: eleven miles of metallic telephone line, with moreover a ground wire for the same length;

Jonquieres and Kenogami: twenty four miles and one half ($24\frac{1}{2}$) of metallic telephone line,

avec en plus trois milles et un-dixième (3 1/10) de câble de 25, 50, 75, 100 et 200 paires;

Saint-Léonard et Saint-Ambroise: quinze (15) milles de ligne téléphonique dont quatre (4) milles métallique, le tout construit sur les poteaux appartenant à la Cie du Téléphone Saguenay-Québec;

Saint-Charles: onze milles (11) de ligne téléphonique métallique;

Chicoutimi: quatorze milles et deux-dixièmes (14 2/10) de ligne téléphonique dont six milles et demi (6 1/2) métallique, avec en plus un câble de 50 paires sur une longueur de un mille et un-dixième (1 1/10); dans la ville de Chicoutimi, le failli se sert, pour le support de ses fils, de 8 poteaux appartenant à la Cie du Téléphone Saguenay-Québec, et dans le rang Saint-Ignace, le long de la rivière Saguenay, les fils sont fixés sur 58 poteaux appartenant à La Cie Electrique du Saguenay;

Bagotville, Port-Alfred et Grande-Baie: treize milles et demi (13 1/2) de ligne téléphonique;

Sainte-Hedwidge: dix-neuf milles et trois-dixièmes (19 3/10) de ligne téléphonique:

a. Les lignes téléphoniques ci-dessus décrites sont fixées à des poteaux appartenant à la compagnie en faillite, sauf aux endroits susdits et les suivants: depuis l'écluse de l'île Maligne, sur une longueur d'environ quatre (4) milles jusqu'à la rivière Mistouk, les fils sont placés sur des poteaux appartenant à La Cie du Téléphone Saguenay-Québec, ainsi que de Saint-Henri de Taillon exclusivement, jusqu'à Sainte-Monique de Honfleur inclusivement, il y a deux broches qui sont fixées sur des poteaux de la dite Cie du Téléphone Saguenay-Québec; de Roberval à Val Jalbert station, les fils sont fixés sur des poteaux n'appartenant pas au failli, et le sont sur des poteaux appartenant à d'autres personnes ou organisations, en vertu d'une entente, et avec obligation pour l'acquéreur de se conformer aux conditions de la dite entente.

b. Les réseaux téléphoniques susdécrits et construits sur les chemins publics traversent les cantons Pelletier, Girard, Albanel, Normandin, Dolbeau, Parent, Dufferin, Demeules, Ashuapmouchouan, Ouatouchouan, Roberval, Charlevoix, Métabetchouan, Caron, Signai, Dequen, Dablon, Mésy, Labarre, Delisle, Taillon, Dalmas, Racine, Kénogami, Bourget, Jonquière, Chicoutimi et Bagot.

c. Le dit réseau téléphonique, ne formant qu'un seul tout, est opéré par divisions, vendues avec le dit réseau; comme suit: dans le comté de Chicoutimi: division de Bagotville, Port Alfred et Grande Baie, division de Chicoutimi, division de Jonquière et Kénogami, division de Saint-Léonard et Saint-Ambroise, division de Saint-Charles et division de Larouche; dans le comté du Lac Saint-Jean: division de Saint-Bruno, division de Hébertville Station, division de Hébertville-village, division de Saint-Gédéon, division de Saint-Jérôme, division de Saint-André, division de Chambord, division de Saint-François de Sales, division du Lac Bouchette, division de Roberval, division de Sainte-Hedwidge, division de Saint-Prime, division de Saint-Félicien, division de N.-D.-de-la-Doré, division de Saint-Méthode, division de Normandin, division d'Albanel, division de Girardville, division de Mistassini, division de Saint-Eugène, division de Peribonka, entre Sainte-Monique et Peribonka; division de Sainte-Monique de Honfleur, division de Saint-Henri-de-Taillon, division de Saint-Cœur-de-Marie, division de l'Ascension et division de Saint-Joseph-d'Alma;

with moreover three miles and one tenth (3-1/10) of cable of 25, 50, 75, 100 and 200 pairs;

Saint Leonard and Saint Ambroise: fifteen (15) miles of telephone line whereof four (4) miles are metallic, the whole constructed on poles belonging to the Cie du Téléphone Saguenay-Québec;

Saint Charles: eleven miles (11) of metallic telephone line;

Chicoutimi: fourteen miles and two tenths (14-2/10) of telephone line whereof six miles and one half (6 1/2) are metallic, with moreover a cable of 50 pairs for a length of one mile and one tenth (1-1/10); in the town of Chicoutimi, the insolvent uses for supporting its wires, 8 poles belonging to the Cie Téléphone Saguenay-Québec, and in the Saint Ignace range, along the Saguenay river, the wires are attached to 58 poles belonging to the Cie Electrique du Saguenay;

Bagotville, Port Alfred and Grande-Baie: thirteen miles and one half (13 1/2) of telephone line;

Sainte Hedwidge: nineteen miles and three tenths (19-3/10) of telephone line:

a. The hereinabove described telephone lines are attached to poles belonging to the insolvent company, save at the aforesaid and following places: from the dam at Ile Maligne, for a length of about four (4) miles to the river Mistouk, the wires are placed on poles belonging to the Cie du Téléphone Saguenay-Québec, also from Saint Henri de Taillon exclusively, up to Sainte Monique de Honfleur inclusively, there are two wires which are attached to poles belonging to the Cie du Téléphone Saguenay-Québec; from Roberval to Val Jalbert station, the wires are attached on poles not belonging to the insolvent, but on poles belonging to other people or organizations, in virtue of a deed of agreement and with obligation for the purchaser to comply with the conditions of the said agreement.

b. The telephone systems hereinabove described and erected on the public roads crossing the townships of Pelletier, Girard, Albanel, Normandin, Dolbeau, Parent, Dufferin, Demeules, Ashuapmouchouan, Ouatouchouan, Roberval, Charlevoix, Métabetchouan, Caron, Signai, Dequen, Dablon, Mesy, Labarre, Delisle, Taillon, Dalmas, Racine, Kenogami, Bourget, Jonquiere, Chicoutimi and Bagot.

c. The said telephone system forms but one and the same whole, is operated by divisions, sold with the said system, to wit: in the county of Chicoutimi: division of Bagotville, Port Alfred and Grande Baie, division of Chicoutimi, division of Jonquière and Kénogami, division of Saint Leonard and Saint Ambroise, division of Saint Charles and division of Larouche; in the county of Lake Saint John: division of Saint Bruno, division of Hébertville Station, division of Hébertville village, division of Saint Gédéon, division of Saint Jérôme, division of Saint André, division of Chambord, division of Saint François de Sales, division of Lac Bouchette, division of Roberval, division of Sainte Hedwidge, division of Saint Prime, division of Saint Félicien, division of N.-D.-de-la-Doré, division of Saint Méthode, division of Normandin, division of Albanel, division of Girardville, division of Mistassini, division of Saint Eugène, division of Peribonka, between Sainte Monique and Peribonka, division of Sainte Monique de Honfleur, division of Saint-Henri-de-Taillon, division of Saint-Cœur-de-Marie, division of l'Ascension and division of Saint Joseph d'Alma;

d. Le réseau téléphonique situé dans la paroisse de Saint-Thomas-Dydime, bien que relié au réseau du failli, ne lui appartient pas et n'est pas inclus dans la présente vente;

e. La vente du dit réseau téléphonique comprend tous les pouvoirs, droits réels, extensions, privilèges avec droits de passage, servitudes actives, fils, poteaux, boîtes téléphoniques au nombre d'environ sept cents appartenant au failli, ainsi que stations d'échange et leurs accessoires, franchises, droits de propriété en quelques lieux que ces dits biens et droits peuvent s'y trouver dépendant de l'exploitation du réseau téléphonique appartenant au failli, et cela sans exceptions ni réserves;

f. La vente du dit réseau téléphonique comprend aussi la clientèle "good will", environ 1500 abonnés, abonnements en cours non acquittés lors de la vente, ainsi que tous les droits du failli de maintenir et exploiter un réseau téléphonique dans les comtés du Lac Saint-Jean, de Chicoutimi et de Charlevoix, ainsi que tous les droits conférés par sa charte;

g. Tous les droits litigieux que le failli peut avoir contre Duke-Price Power Co., Ltd. en rapport aux dommages causés au réseau téléphonique à Saint-Méthode, généralement, et à Saint-Jérôme, sur la terre de David Desbiens, dans le comté du Lac Saint-Jean, sont aussi vendus sans aucune garantie et sont inclus dans la vente du réseau téléphonique susdit;

h. Le dit réseau téléphonique, bien que construit dans les chemins publics, est situé à certains endroits par tolérance ou par permissions verbales, sur les propriétés suivantes et privées qui peuvent être décrites comme suit:

1. A Chambord, dans l'ancien chemin aboli, étant les lots Nos 31, 32 et 33 du rang I du canton Métabetchouan; sur les lots Nos 34 et 35 du rang I du canton Métabetchouan sur une longueur d'environ 22 arpents: quatre poteaux sur la propriété de Ernest Bouchard, trois poteaux sur la propriété de Elzéar Bouchard, un poteau sur la propriété de Joseph Gagnon, un poteau sur la propriété de Thomas Meunier, trois poteaux sur le lot No 196 du rang I du canton Charlevoix, quatre poteaux sur la propriété de Dame Veuve Auguste Bouchard, cinq poteaux sur la propriété de Emile Gagnon, No 20b rang I du canton Charlevoix, deux poteaux sur la propriété de Quebec Pulp & Paper Corporation à Val Jalbert;

2. Entre la rivière Ouïatchouan et Roberval: trois poteaux près de la dite rivière sur la propriété de Quebec Pulp & Paper Corporation;

3. A Saint-Gédéon et à Saint-Jérôme: au sud du chemin public du rang II canton Signai, le long de la voie ferrée du C.N.R., entre les lots Nos 7 et 8 du rang II du canton Signai sur le terrain de Wilfrid Côté, en continuant vers le sud jusqu'au chemin du rang A du canton Caron, sur le terrain en possession de David Desbiens, le long de la ligne ouest du lot No 63 du dit rang A;

4. Sur la ligne de Saint-Ambroise et Saint-Léonard et Saint-Charles: deux poteaux avec fils sur le lot No 5 du rang I du canton Bourget, quatre poteaux avec fils sur le lot No 6 des mêmes rang et canton;

5. A Jonquière: huit poteaux sur le terrain en possession de Albert Boily;

(1) A Saint-François-de-Sales, un fil téléphonique depuis l'Eglise jusqu'au lot No 12 du rang II du canton Dequen, bien que relié au réseau de la dite Compagnie en faillite, ne lui appartient pas et n'est pas compris dans la présente vente.

d. The telephone system situate in the parish of Saint Thomas-Dydime, though connected with the system of the insolvent, does not belong to it and is not included in the present sale;

e. The sale of the said telephone system includes all the powers, real rights, extensions, privileges with rights of way, active servitudes, wires, poles, telephone boxes amounting to about seven hundred belonging to the insolvent, as well as exchange stations and their accessories, franchises, property rights in whatever place the said property and rights may be found belonging to the operation of the telephone system belonging to the insolvent, and such without exception or reserve;

f. The sale of the said telephone system includes also the goodwill, about 1500 subscribers, outstanding subscribers accounts unpaid before the sale, as well as all rights of the insolvent to maintain and operate a telephone system in the counties of Lake Saint John, Chicoutimi and Charlevoix, also all rights conferred by its charter.

g. All litigious rights which the insolvent may have against the Duke-Price Power Co., Ltd., in connection with damages caused to the telephone system at Saint Méthode, generally, and at Saint Jérôme, on the land of David Desbiens, in the county of Lake Saint John, are also sold without any guarantee and are included in the sale of the aforesaid telephone system;

h. The said telephone system, although erected on the public roads, is situated at certain places by tolerance or by verbal permission, on the following private properties which may be described as follows:

1. At Chambord, on the old road now closed, being lots Nos. 31, 32 and 33 of range I of the township of Metabetchouan; on lots Nos. 34 and 35 of range I of the township of Metabetchouan for a length of about 22 arpents: four poles on the property of Ernest Bouchard, three poles on the property of Elzéar Bouchard, one pole on the property of Joseph Gagnon, one pole on the property of Thomas Meunier, three poles on lot No. 196 of range I of the township of Charlevoix, four poles on the property of Dame Widow Auguste Bouchard, five poles on the property of Emile Gagnon, No. 20b, range I of the township of Charlevoix, two poles on the property of Quebec Pulp & Paper Corporation at Val Jalbert;

2. Between the Ouïatchouan river and Roberval: three poles near the said river on the property of Quebec Pulp & Paper Corporation;

3. At Saint-Gédéon and at Saint-Jérôme: South of the public road of range II of the township of Signai, along the C. N. R. line between lots Nos. 7 and 8 of range II of the township of Signai on the land of Wilfrid Côté, continuing towards the South to the road of range A of the township of Caron, on the land in the possession of David Desbiens, along the West line of lot No. 63 of said range A;

4. On the Saint Ambroise and Saint Léonard and Saint Charles line: two poles with wires on lot No. 5 of range I of the township of Bourget, four poles with wires on lot No. 6 of the same range and township;

5. At Jonquière: eight poles on the land in the possession of Albert Boily;

(1) At Saint François de Sales, a telephone line from the church to lot No. 12 of range II of the township of Dequen, though connected with the system of the said company in bankruptcy, does not belong to it and is not included in the present sale.

6. De la ville de Saint-Joseph d'Alma, de l'immeuble de la Banque de Montréal jusqu'au côté sud du pont Taché, 2 fils téléphoniques appartenant à la Cie de Téléphone-Saguenay-Québec ne sont pas compris dans la vente;

7. A St-Joseph d'Alma, depuis l'immeuble de la Banque de Montréal jusqu'à chez un nommé Harvey, 2 fils téléphoniques appartenant à la Cie de Téléphone Saguenay-Québec sur 160 poteaux environ, ne sont pas inclus dans cette vente;

8. Entre Jonquière et Kénogami, sur la rue St-Dominique, sur une longueur d'environ un mille, les fils téléphoniques appartenant au failli sont fixés à des poteaux appartenant à la ville de Jonquière;

9. Dans la ville de Jonquière, au coin des rues St-Pierre et St-Dominique, les fils téléphoniques du failli sont fixés par tolérance sur trois poteaux appartenant aussi à la ville de Jonquière;

10. Entre Jonquière, Kénogami et Arvida, deux fils appartenant à La Cie du Téléphone Saguenay-Québec, étant fixés sur les poteaux du failli, ne sont pas compris dans la présente vente;

11. Dans le canton de Jonquière généralement, le réseau téléphonique vendu est décrit dans un contrat de cession reçu à Jonquière le 25 avril, 1920, devant J.-Miville Lacroix, notaire, sous le numéro 4235 de ses minutes et enregistré à Chicoutimi au bureau d'enregistrement du comté de Chicoutimi, sous le numéro 32934, le 28 Avril, 1920;

12. Dans Péribonka, un fil téléphonique appartenant au failli est fixé sur dix-huit poteaux appartenant à La Cie du Téléphone Saguenay-Québec, ainsi que deux fils sur six autres poteaux aussi appartenant à la même Compagnie;

13. Entre Saint-Méthode et Normandin, le long du chemin public, sur une longueur d'environ neuf milles, deux fils téléphoniques appartenant à La Cie du Téléphone Saguenay-Québec et fixés sur les poteaux du failli ne sont pas compris dans la présente vente;

14. Dans la ville d'Arvida, si l'Aluminum Company of Canada, Ltd. a encore des fils lui appartenant fixés aux poteaux du failli, ces fils ne sont pas compris dans la présente vente;

15. Dans Saint-Léonard et Saint-Ambroise, environ quatre milles de lignes téléphoniques sont fixées sur des poteaux appartenant au failli dans les rangs des dites paroisses;

16. Dans la cité de Chicoutimi, le failli se sert pour le support de ses fils téléphoniques de plusieurs poteaux appartenant à La Cie du Téléphone Saguenay-Québec, au lieu de huit poteaux tel que mentionné dans l'avis de vente;

Les dits immeubles seront vendus en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, district de Roberval, division des faillites, le 16ème jour de mai, 1933 et portant le numéro A-100 des dossiers de la dite Cour.

Cette vente est faite suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant. Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné.

Roberval, P. Q., le 18 mai, 1933.

Le syndic,
J.-H. DELISLE.

Bureaux: rue Marcoux,
Roberval, P. Q.

3057—20—2-o

6. Of the town of Saint Joseph d'Alma, from the Bank of Montreal Building to the South side of the Taché bridge, 2 telephone wires belonging to the Cie du Téléphone Saguenay-Quebec, are not included in the said sale;

7. At Saint Joseph d'Alma, from the Bank of Montreal building to one named Harvey, 2 telephone wires belonging to the Cie du Téléphone Saguenay-Quebec on about 160 poles are not included in the said sale;

8. Between Jonquière and Kénogami, on Saint Dominique Street, for a length of about one mile, the telephone wires belonging to the insolvent are attached to poles belonging to the town of Jonquière;

9. In the town of Jonquière, at the corner of Saint Pierre and Saint Dominique streets, the telephone wires of the insolvent are attached by tolerance on three poles also belonging to the town of Jonquière;

10. Between Jonquière, Kenogami and Arvida, two wires belonging to the Cie du Téléphone Saguenay-Quebec, being attached on poles belonging to the insolvent are not included in the present sale;

11. In the township of Jonquière generally, the telephone system sold is described in a contract of assignment received at Jonquière on the 25th of April, 1920, before J. Miville Lacroix, notary, under No. 4235 of his Minutes and registered at Chicoutimi at the registry office for the county of Chicoutimi, under No. 32934, on the 28th of April, 1920;

12. In Péribonka, a telephone wire belonging to the insolvent is attached on eighteen poles belonging to the Cie du Téléphone Saguenay-Quebec, also two wires on six other poles also belonging to the same Company;

13. Between Saint Méthode and Normandin, along the public road, for a length of about nine miles, two telephone wires belonging to the Cie du Téléphone Saguenay-Quebec attached on poles of the insolvent are not included in the present sale.

14. In the town of Arvida, if the Aluminum Company of Canada, Ltd., still has wires belonging to it attached to the poles of the insolvent, the said wires shall not be included in the present sale;

15. In Saint Léonard and Saint Ambroise, about four miles of telephone lines are attached to poles belonging to the insolvent in the ranges of the said parish.

16. In the city of Chicoutimi, the insolvent uses for supporting its telephone wires several poles belonging to the Cie du Téléphone Saguenay-Quebec, instead of eight poles as mentioned in the deed of sale;

The said immovables will be sold in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, district of Roberval, Bankruptcy Division, on the 16th day of May, 1933, and bearing No. A-100 of the records of the said Court.

The said sale is made pursuant to the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act, and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash. For further information, apply to the undersigned.

Roberval, P. Q., May 18, 1933.

J. H. DELISLE,
Trustee.

Offices: Marcoux Street,
Roberval, P. Q.

3058—20—2

LOI DE FAILLITE

Province de Québec, District de Montréal,
No 189. Dans l'affaire de: Alexandre Dupont,
Saint-Simon, Comté Bagot, Qué., cédant autorisé.

Avis est, par les présentes, donné que MERCREDI, le VINGT-UNIEME jour de JUIN 1933, à DIX heures A. M., heure avancée, sera vendu à l'encan public, conformément à la loi de faillite, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Simon, comté de Bagot, Qué., l'immeuble décrit comme suit:

Une terre portant les numéros 254, 255 et 256 de la paroisse de Saint-Simon de Bagot—avec bâtisses dessus construites.

Cette vente faite en vertu de la Loi de Faillite avec l'effet du décret équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: Un dépôt de \$500.00 sera exigé au moment de la vente, et la balance sera exigée à la signature du contrat. Les autres conditions seront énumérées lors de la vente.

Montréal, le 17 mai 1933.

Le syndie,
J.-E. BEAUDIN.

Bureau: 525 Power Bldg.,
107 Craig Ouest,
Lancaster 2394,
Montréal.

3107—20-2-o

THE BANKRUPTCY ACT

Province of Quebec, District of Montreal,
No. 189. In the matter of: Alexandre Dupont,
Saint Simon, county of Bagot, Que., Authorized
Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of JUNE, 1933, at TEN o'clock A. M., Daylight Saving Time, the immovable described as follows shall be sold by public auction, pursuant to the Bankruptcy Act, at the parochial church door of Saint Simon, County of Bagot, Que.

A farm bearing numbers 254, 255 and 256 of the parish of Saint Simon de Bagot—with buildings thereon erected.

This sale, made in virtue of the Bankruptcy Act, shall give it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: A deposit of \$500.00 shall be exacted at the time of the sale, balance payable on the signing of the contract. The other conditions shall be enumerated at the time of the sale.

Montreal, May 17, 1933.

J. E. BEAUDIN,
Trustee.

Office: 525 Power Bldg.,
107 Craig West,
Lancaster 2394,
Montreal.

3108—20-2

Province de Québec, district de Québec.
La Cour Supérieure

SOUS LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de: La Succession Jos. Galerneau, failli.

Avis est par les présentes donné que, MERCREDI, le CINQUIEME jour de JUILLET 1933, à ONZE heures du matin, sera vendu par encan public, aux bureaux des soussignés:

Un immeuble situé à Québec, à 633 rue Saint-Valier, connu sous les lots numéros deux cent quarante-neuf (249) et deux cent cinquante-B (250-B) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Sauveur, en la cité de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances et tous les droits de mitoyenneté et de passage mentionnés aux titres d'acquisition; à distraire de ces dits lots une pointe de terre appartenant à M. Albert Racine, suivant ses titres d'acquisition.

Cette vente est faite conformément à l'article 45 de la Loi de Faillite et équivaut à une vente par le shérif. Cette vente est aussi faite, quant à la part des enfants de feu Jos. Galerneau, conformément à une ordonnance de l'honorable Juge G.-F. Gibson de la Cour Supérieure, à Québec, en date du 26 mai 1933.

Conditions de vente: Argent comptant.

Daté à Québec, ce 31ième jour de mai 1933.

Le syndie,
LEON COTÉ,
Le procureur,
EMILE BOITEAU.

Bureaux de:
MORIN, BARRY, COTÉ & MARCEAU,
105 Côte de la Montagne,
Québec.

3313—22-2-o

Province of Quebec, District of Quebec.
Superior Court.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of: Estate of Jos. Galerneau, Bankrupt.

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, the FIFTH day of JULY 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the offices of the undersigned, the immovables hereinafter described shall be sold by public auction, to wit:

Property situated at 633 Saint Valier Street, in the city of Quebec, undivided part of lots Nos: two hundred forty nine (249) and two hundred fifty-B (250-B) of the Official Cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec—building, circumstances and dependencies, not including a piece of said lots belonging to Mr. Albert Racine, according to his titles.

This sale shall be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's Sale. This sale shall also be made pursuant to a judgment rendered by Honorable Judge G. F. Gibson, of the Superior Court at Quebec, on May 26th. 1933, in regard to the undivided share of the heirs of late Jos. Galerneau in the said immovables.

Conditions of sale: Cash.

Dated in Quebec, this 31st of May 1933.

LEON COTÉ,
Trustee.
EMILE BOITEAU,
Attorney.

Offices of:
MORIN, BARRY, COTÉ & MARCEAU,
105 Mountain Hill,
Quebec.

3314—22-2-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec présentera à un juge de la Cour Supérieure siégeant dans et pour le district de Montmagny, à Montmagny, lundi, le dix-neuvième jour de juin, 1933, à 11 hrs a. m., une requête aux fins de déclarer en défaut la corporation municipale de Sainte-Lucie-de-Beauregard, comté de Montmagny, conformément à l'article 33 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S. R. 1925, chapitre 111a, tel qu'édicte par 22 Geo. V, ch. 56).

Le secrétaire,
EMILE MORIN.

La Commission municipale de Québec.

Québec, le 31 mai 1933.

3305-o

La compagnie "Maple Leaf Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle)" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est à Amos, (casier postal 93).

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. Carl Erickson, ingénieur minier, de la ville d'Amos, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

3307-o

La compagnie "Herbin Lake Gold Syndicate, Limited", a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est au bureau de John T. Tebbutt, Trois-Rivières, Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. John T. Tebbutt, Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

3309-o

La compagnie "Wa Wa Gold Fields, Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est à 437 rue Saint-Jacques Ouest, dans les cité et district de Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir assignation ou procédures exercées contre elle, est M. Arthur P. Earle, des cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de mai 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

3311-o

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission will file with a Judge of the Superior Court sitting in and for the district of Montmagny, at Montmagny, Monday, the nineteenth day of June 1933, at 11 o'clock a. m., a petition for the purpose of having the municipal corporation of Sainte-Lucie-de-Beauregard, county of Montmagny, declared in default in conformity with article 33 of the Quebec Municipal Commission Act (R. S. 1925, Chapter 111a, as enacted by 22 Geo. V, Ch. 56).

EMILE MORIN,
Secretary.

The Quebec Municipal Commission,

Quebec, May 31st, 1933.

3306-o

The company "Maple Leaf Mines, Limited (No personal liability)" has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, share-certificates, bonds or other securities.

The head office in the Province is at Amos (Postal Box 93).

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Carl Erickson, mining engineer, of the town of Amos, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

3308

The company "Herbin Lake Gold Syndicate, Limited", has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, share-certificates, bonds and other securities.

Its head office in the Province is in the office of John T. Tebbutt, Trois-Rivières, Quebec.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John T. Tebbutt, Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

3310

The company "Wa Wa Gold Fields, Limited" (No personal liability) has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, share-certificates, bonds and other securities.

The head office in the Province is at 437 Saint James street West in the city and district of Montreal.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Arthur P. Earle, of the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of May, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

3312

Bureau-chef

Chief Office

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la "Dikdik Exploration Company, Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes Provinciales, en

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that "Dikdik Exploration Company, Limited", incorporated by Provincial Letters Patent under the Quebec Compa-

vertu de la Loi des Compagnies de Québec, le 25ième jour de mars 1933, a établi son bureau-chef à Chambre No 941, Dominion Square Building, Montreal.

Daté à Montréal, ce 16ième jour de mai 1933.
Le président,
C. T. ULRICH.

3303

nies Act, on the 25th. day of March, 1933, has established its Head Office at Room No. 941 Dominion Square Building, Montreal.

Dated at Montreal, this 16th. day of May, 1933.
C. T. ULRICH,
President.

3304-o

VENTES PAR LE SHÉRIF

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir: { ARMAND LAVER-
No 23826. { GNE ET AL, de-
mandeurs; vs ARTHUR BISSON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots Nos 18c et 18d du 6e rang du cadastre officiel pour le canton de Nelson—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anastasie de Nelson, le SIXIEME jour de JUILLET prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi (Heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 31 mai 1933.

[Première publication, 2 juin 1933]

3297—22-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: { LOUIS HOUDE, de-
No 803. { mandeur; vs AL-
BINI SAMSON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Un emplacement de la contenance d'environ 52½ pieds de front sur 210 pieds de profondeur, formant partie du lot No 384 du cadastre officiel du canton d'Inverness, borné en front au nord-est par le chemin du rang "Dublin", en arrière au sud-ouest par Jas. A. Devaney, du côté sud-est par le terrain de l'église catholique et du côté nord-ouest par Suzanne Dery—avec les bâtisses y érigées et avec aussi un droit de prendre de l'eau sur le terrain de Jas. A. Devaney, suivant contrat enregistré à Inverness sous No 74333.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Athanase d'Inverness, le QUINZIEME jour de JUIN prochain (1933) à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 12 mai 1933.

[Première publication, 13 mai, 1933]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } A DELARD VIAU,
District de Beauharnois. } demandeur; vs
No 6828. } WILLIAM Mc-
CAIG, défendeur.

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Arthabaska, to wit: { ARMAND LAVER-
No. 23826. { GNE ET AL, plaint-
iffs; vs ARTHUR BISSON, defendant.

As belonging to the defendant:

The lots Nos 18c and 18d of the 6th range of the official plan and book of reference for the Townships of Nelson—circumstances and dependances.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anastasie de Nelson, on the SIXTH day of JULY next (1933), at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

J. E. GIROUARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, May 31st, 1933.

[First publication, June 2nd, 1933]

3298—22-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: { LOUIS HOUDE, plain-
No. 803. { tiff; vs ALBIN SAM-
SON, defendant.

As belonging to the defendant.

An emplacement containing about 52½ feet in front by 210 feet in depth, forming part of lot No 384 of the official plan and book of reference for the township of Inverness, bounded in front by the "Dublin" range road, in rear on the South West by Jas. A. Devaney, on the South East side by the land belonging to the Catholic church and on the North West side by Suzanne Dery—with the buildings thereon erected and also with a water right upon Jas. A. Devaney's land according to a deed registered at Inverness under No. 74333.

To be sold at the parochial church door of Saint Athanase d'Inverness, on the FIFTEENTH day of JUNE next (1933) at TEN o'clock in the forenoon, (Standard time).

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, May 12th., 1933.

[First publication, May 13th., 1933]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } A DELARD VIAU,
District of Beauharnois: } plaintiff; vs
No. 6828. } WILLIAM Mc-
CAIG, defendant.

Saisie comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Une terre située dans la paroisse Saint-Louis-de-Gonzague connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous les lots Nos 459 et 460—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois, VENDREDI, le SEIZIEME jour de JUIN 1933, à DIX heures (H. S.) de l'avant-midi.

Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
Salaberry de Valleyfield, ce 9 mai 1933.
[Première publication, 13 mai 1933]
2945—19-2-o

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Louis de Gonzague, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish under lots Nos 459 and 460—with buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Louis de Gonzague, county of Beauharnois, on FRIDAY, the SIXTEENTH day of JUNE 1933, at TEN o'clock (S.T.) in the forenoon.

Sheriff's Office, DOMINA CREPIN, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, this 9th of May, 1933.
[First publication, May 13th, 1933]
2946—19-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } ANSELME BRIEN,
Province de Québec, } demandeur; vs
District de Bedford, } JOS.-H. DESCHAMPS,
Cour Supérieure, } défendeur.
No 658.

Comme appartenant au défendeur:

1. Le lot numéro trois cent trois (303), du cadastre officiel du canton de Shefford, comté de Shefford, sauf à distraire les cinquante aeres ouest dudit lot appartenant à Arthur Brien, en vertu d'une vente par Joseph-H. Deschamps, en date du 17 juillet, 1928, passé devant R.-R. Bachand, N. P., et enregistré le 25 juillet, 1928, sous le No 88333.

2. Une lisière de terrain à être détachée de la partie nord-ouest du lot numéro trois cent sept (307), dudit cadastre, mesurant trente-deux pieds de largeur à partir de la ligne de division entre les lots 306 et ledit lot 307 dudit cadastre et s'étendant du chemin conduisant du chemin de Sherbrooke au canton d'Ely jusqu'à la partie sud-est dudit lot 303; ladite lisière servant de chemin de communication avec ledit lot 303.

3. Le lot numéro trois cent six (306), du cadastre officiel du canton de Shefford et le lot numéro sept cent quarante (740), du cadastre du canton de Stukely, district de Bedford—le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et actuellement en la possession de Jos.-H. Deschamps, de Saint-Joachim-de-Shefford, comme lui appartenant.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim-de-Shefford, dans le canton de Shefford, dit district de Bedford, le DOUZIEME jour de JUILLET 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
[Première publication, le 2 juin 1933]
3283—22-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } DAME ZEPHIRINE
Province de Québec, } BRUNET, deman-
District de Bedford, } deresse; vs JOSEPH
Cour Supérieure, } VERONNEAU, dé-
No 483. } fendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Certains terrains connus et désignés au cadastre officiel du canton d'Ely, district de Bedford, comme étant partie du lot numéro cinq cent quarante-un (Ptie 541), le lot numéro cinq cent

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } ANSELME BRIEN,
Province de Québec, } plaintiff; vs JOS.
District de Bedford, } H. DESCHAMPS, de-
Superior Court, } fendant.
No. 658.

As belonging to the defendant:

1. Lot number three hundred and three (303), of the official cadastre for the township of Shefford, county of Shefford, save to be deducted therefrom the western fifty acres of said lot belonging to Arthur Brien, in virtue of a sale by Joseph H. Deschamps, dated July 17th., 1928, passed before R. R. Bachand, N. P., and registered the 25th. of July, 1928, under No. 88333.

2. A strip of land to be detached from the Northwest part of lot number three hundred and seven (307), of said cadastre, measuring thirty two feet in width starting at the divisional line between lots 306 and said lot 307 of said cadastre, and extending from the road leading from the Sherbrooke road to the township of Ely, up to the Southeast part of said lot 303; the said strip used as a communication road to said lot 303.

3. Lot number three hundred and six (306) of the official cadastre for the township of Shefford and lot number seven hundred and forty (740) of the cadastre for the township of Stukely, district of Bedford—the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and presently in the possession of Jos. H. Deschamps, of Saint Joachim de Shefford, as belonging to him.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Shefford, in the township of Shefford, said district of Bedford, on the TWELFTH day of JULY, 1933, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, C. B. JAMESON, Sheriff.
[First publication, June 2nd., 1933]
3284—22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } DAME ZEPHIRINE
Province de Québec, } BRUNET, plain-
District of Bedford, } tiff; vs JOSEPH VERON-
Superior Court, } NEAU, defendant.
No. 483.

As belonging to defendant:

Certain lots of land known and designated on the official cadastre for the township of Ely, district of Bedford, as being part of lot number five hundred and forty one (Pt. 541), lot number

quarante-deux (542), partie du lot numéro cinq cent quarante-huit (Pte 548), (moins cependant toute cette partie desdits lots actuellement détenue par Sieur Eugène Drainville, en vertu d'un acte de Cession en date du 28 octobre, 1923, devant Mre Albert Houle, notaire, et enregistré à Waterloo, au registre "B", Volume 96, sous le No 83196)—avec les bâties dessus construites et les dépendances, et tout l'agrès de la sucrerie, comprenant chaudières, panne, chalumeaux, etc., etc.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt, dit district, le TREIZIEME jour de JUILLET 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Sweet'sburg, Qué., C.-B. JAMESON.
[Première publication, 2 juin, 1933]
3315—22-2-o

five hundred and forty two (542), part of lot number five hundred and forty eight (548), (less however all that part of said lots presently held by Sieur Eugène Drainville, pursuant to a deed of assignment dated October 28, 1923, before Me. Albert Houle, Notary, and registered at Waterloo, in Register "B", Volume 96, under No. 83196)—with the buildings thereon erected and dependencies, and all the equipment of a sugary, including pails, pans, taps, etc., etc.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt, said district, on the THIRTEENTH day of JULY, 1933, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, C. B. JAMESON,
Sweet'sburg, Que., May 30th, 1933. Sheriff.
[First publication, June 2nd., 1933]
3316—22-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

District de Chicoutimi, { JOHN MURDOCK,
No 6001. { contracteur, de Chicoutimi, demandeur; vs GEORGES-EDOUARD TREMBLAY, de Port-Alfred, défendeur, à savoir:

La moitié indivise d'un emplacement formant partie du lot cadastral numéro 83 du village de la Grande-Baie de Saint-Alexis, canton Bagot, mesurant en front soixante et dix pieds de largeur, plus ou moins, sur la rue Victoria, cent pieds de longueur, plus ou moins, borné comme suit: en front, vers le nord, par la rue Victoria, en arrière, vers le sud, au terrain appartenant à Jos. Tremblay, d'un côté, vers l'ouest, à la rue Saint-Pascal, et de l'autre côté par le terrain appartenant à Philippe Simard—avec toutes les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Alexis-de-Grande-Baie, le QUATORZIEME jour de JUIN, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Bureau du shérif, Le député-shérif,
Chicoutimi, 8 mai 1933. LEONIDAS GAGNE.
[Première publication, 13 mai 1933]
2925—19-2-o

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

District de Chicoutimi, { JOS. TREMBLAY
No 5573. { "ALEXIS", contracteur, de Chicoutimi, demandeur; vs LOUIS BOUCHER de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, défendeur; et LA BANQUE ROYALE DU CANADA, corps politique incorporé ayant son siège social à Montréal et une succursale à Chicoutimi, créancière subrogée saisissante, à savoir:

1. Un certain lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné d'après le cadastre officiel du village de Saint-Anne comme étant le numéro cent un (101) du premier rang ouest du canton Tremblay; étant une partie du lot numéro huit de l'arpentage primitif du dit canton Tremblay; ce terrain mesurera deux cent dix pieds de profondeur du côté nord-ouest et cent trente-quatre pieds de profondeur du côté sud-est, cent-vingt-six pieds de largeur

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Superior Court.

District of Chicoutimi, { JOHN MURDOCK,
No. 6001. { contractor, of Chicoutimi, plaintiff; vs GEORGES EDOUARD TREMBLAY, of Port-Alfred, defendant, to wit:

The undivided half of an emplacement forming part of the lot cadastral number 83 of the Village of Grande-Baie de Saint Alexis, Township of Bagot, measuring seventy feet in width in front, more or less, on Victoria Street, one hundred feet in length, more or less, bounded as follows: in front, on the North by Victoria Street, at the rear, on the South, by the land belonging to Jos. Tremblay, on one side, on the West, by Saint Pascal Street, and on the other side by the land belonging to Philippe Simard—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Alexis de Grande Baie, on the FOURTEENTH day of JUNE, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, LEONIDAS GAGNE,
Chicoutimi, May 8, 1933. Deputy-Sheriff.
[First publication, May 13th, 1933]
2926—19-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

District of Chicoutimi, { JOS. TREMBLAY
No. 5573: { "ALEXIS", contractor, of Chicoutimi, plaintiff; vs LOUIS BOUCHER, of Sainte Anne de Chicoutimi, defendant; and THE ROYAL BANK OF CANADA, a body politic and corporate, having its place of business at Montreal, and a branch at Chicoutimi, subrogate seizing creditor, to wit:

1. A certain parcel of land or emplacement, forming part of that lot known and designated according to the official cadastre for the Village of Sainte Anne, as being number one hundred and one (101) in the first range West of the Township Tremblay; being part of lot number eight of the original survey of the said Township of Tremblay; said lot of land measuring two hundred and ten feet in depth on the Northwest side, and one hundred and thirty four feet in depth

sur le chemin public et trente-sept pieds de largeur du côté nord-est et tel que clôturé actuellement; borné au nord-ouest par le terrain de Joseph Bouchard, au nord-est par le terrain de Willie Brassard, au sud-est encore par le dit Willie Brassard, et au sud-ouest par le chemin public—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Tout ce lopin de terre formant partie du lot désigné au cadastre officiel du canton Simard, en la dite paroisse de Sainte-Anne, sous le numéro un-A (1-A) du premier rang de ce canton; lequel contient une superficie d'environ dix-huit acres et se trouve borné au nord par le chemin public de front actuel, du côté est par la ligne de division entre le canton Tremblay et le canton Simard, du côté ouest par le terrain de monsieur Georges Beaulieu, et au sud par une ligne parallèle au dit chemin de front et distante d'icelui d'environ dix arpent, laquelle ligne devra partir à un petit ruisseau qui coupe la ligne de division susdite en les dits deux cantons—avec ensemble la bâtisse dessus construite et autres dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, le QUINZIÈME jour de JUIN, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le député-shérif,
LÉONIDAS GAGNÉ.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, le 8 mai 1933.
[Première publication, le 13 mai 1933]
2927—19—2-o

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: { THOMAS BOIVIN,
No 5856. { courtier, de la cité
de Chicoutimi, demandeur; vs DAME MARIE-
ALICE-CECILE-ALIDA GAUTHIER, épouse
séparée de biens par contrat de mariage de sieur
F.-J.-Thomas Tremblay, et ledit F.-J.-THOMAS
TREMBLAY, agent, de la cité de Chicoutimi,
aux fins d'assister et d'autoriser son épouse, dé-
fendeurs, et JOHNNY SAULNIER, ajusteur
d'assurance, de la cité de Chicoutimi, mis-en-
cause-saisissant.

Comme appartenant à ladite défenderesse les immeubles suivants:

1. Un lopin de terre et emplacement formant partie du lot numéro trois cent onze (311) au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi mesurant quarante-deux pieds de largeur, mesure précise, sur la profondeur qu'il peut y avoir entre la rue Cartier actuelle, au sud, et le terrain de Alfred Pagé, représentant Thomas Pagé, au nord, laquelle profondeur est d'environ soixante et quinze à quatre-vingts pieds et est comprise dans les bornes suivantes: vers l'est au terrain ci-après décrit en second lieu, vers l'ouest, au terrain de Armand Desgagné ou ses représentants, sous réserve que les douze pieds en largeur du côté ouest du terrain maintenant décrit seront utilisés comme chemin mitoyen par le propriétaire de ce terrain et les propriétaires voisins du côté ouest;

2. Une lisière de terrain formant partie du lot numéro trois cent onze-un (311-1) de la dernière subdivision du lot numéro trois cent onze (311) au cadastre officiel susdit, laquelle lisière de terrain mesure six pieds de largeur, mesure précise en mesurant à angle droit entre les lignes latérales, sur une profondeur d'environ soixante et quinze à quatre-vingts pieds, laquelle lisière de terrain est comprise dans les bornes suivantes: vers l'est, au terrain de J.-C. Landry, vers l'ouest, au ter-

on the Southeast, one hundred and twenty six feet in width on the public road, and thirty seven feet in width on the Northeast side, and as actually fenced in, bounded on the Northwest by the land of Joseph Bouchard, on the Northeast by the land of Willie Brassard, on the Southeast again by said Willie Brassard, and on the Southwest by the public road—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All that parcel of land forming part of that lot designated on the official cadastre for the Township of Simard, in the said parish of Sainte Anne, under number one-A (1-A) in the first range of said Township; the same containing an area of about eighteen acres, and being bounded on the North by the actual public front road, on the East side by the divisional line between the Township of Tremblay and the Township of Simard, on the West side by the land of Mr. Georges Beaulieu, and on the South by a line parallel to the said front road and about ten arpents distant therefrom, said line starting at a small brook cutting the said divisional line in the said two townships—together with the building thereon erected and other dependencies.

To be sold at the church door of Sainte Anne de Chicoutimi, on the FIFTEENTH day of JUNE, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

LEONIDAS GAGNE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, May 8th., 1933.
[First publication, May 13th., 1933]
2928—19—2

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: { THOMAS BOIVIN,
No. 5856. { broker, of the city
of Chicoutimi, plaintiff; vs DAME MARIE-
ALICE CECILE ALIDA GAUTHIER, wife
separate as to property by marriage contract of
Sieur F. J. Thomas Tremblay, and the said
F. J. THOMAS TREMBLAY, agent, of the city
of Chicoutimi, for the purpose of authorizing
and assisting his wife, defendants; and JOHNNY
SAULNIER, insurance adjuster, of the city of
Chicoutimi, mis-en-cause-Seizing.

As belonging to the said defendant, the following immovables:

1. A parcel of land or emplacement forming part of lot number three hundred and eleven (311) on the official cadastre for the town of Chicoutimi, measuring forty two feet in width, exact measurement, by whatever depth there may be between the present Cartier Street, on the South, and the land of Alfred Pagé, representing Thomas Pagé, on the North, which depth is about seventy five to eighty feet and is comprised within the following boundaries: towards the East, the land hereinafter secondly described, towards the West the land of Armand Desgagné or his representatives, under reserve that the twelve feet in width on the West side of the land presently described will be utilized as a *mitoyen* road by the proprietor of the said land and the neighbouring proprietors on the West side;

2. A strip of land forming part of lot number three hundred and eleven-one (311-1) of the last subdivision of lot number three hundred and eleven (311) of the aforesaid official cadastre, the said strip of land measures six feet in width, exact measurement measured at right angle between the lateral lines, by a depth of about seventy five to eighty feet, the said strip of land is comprised within the following boundaries: towards the East, the land of J. C. Landry,

rain ci-dessus décrit en premier lieu, du côté nord au terrain dudit J.-C. Landry, suivant une ligne qui sera le prolongement en ligne droite vers l'est de la ligne nord du terrain ci-dessus décrit en premier lieu, vers le sud, à la rue Cartier actuelle—avec ensemble toutes les bâtisses érigées sur ces deux terrains et dépendances.

Pour être vendus en bloc, au bureau du shérif, au Palais de Justice à Chicoutimi, le CINQUIÈME jour de JUILLET 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le 30 mai 1933.
[Première publication, 2 juin, 1933]

Le député-shérif,
LEONIDAS GAGNÉ.
3319—22—2-o

towards the West, the land hereinabove firstly described, on the North side the land of said J. C. Landry, following a line which shall be the prolongation in a straight line Easterly of the Northern line of the land hereinabove firstly described, towards the South, the present Cartier Street—together with all the buildings erected on these two lots of land and dependencies.

To be sold *en bloc* at the Sheriff's office, in the Court House at Chicoutimi, on the FIFTH day of JULY 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, May 30, 1933.
[First publication, June 2nd., 1933]

LEONIDAS GAGNE,
Sheriff.
3320—22—2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { ALFRED GAGNON, No B-115329. { demandeur; vs A.-A. CLERMONT, défendeur; et HENRI BOURDON, curateur au délaissement.

Une terre située dans la Grande Côte de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, contenant trois arpents, deux perches et quatre pieds de front, sur une profondeur de vingt arpents, où la largeur est réduite à deux arpents et quatre pieds, sur une profondeur additionnelle de quatorze à quinze arpents, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, ladite terre bornée en front par la Rivière des Prairies, d'un côté au sud-ouest à F.-X. Chartrand ou représentants, de l'autre côté au nord-est à Olivier Chartrand ou représentants et en profondeur par les terres de Saint-François-de-Sales; cette terre portant le numéro officiel trois cent cinquante-six (356) de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, au cadastre hypothécaire du comté de Laval—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, le SIXIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$440.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. Juge Archambault, en date du 22 mai 1933.

Bureau du shérif, Montréal, le 29 mai 1933.
[Première publication, le 2 juin 1933]
3289—22—2-o

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { ALFRED GAGNON, No. B-115329. { plaintiff; vs A. A. CLERMONT, defendant; and HENRI BOURDON, Curator to the Surrender.

A farm situate in the "Grande Côte" of the parish of Saint Vincent de Paul, measuring three arpents, two perches and four feet in front by a depth of twenty arpents, where the width is reduced to two arpents and four feet by an additional depth of fourteen to fifteen arpents, the whole more or less and without guarantee of exact measurement, said farm being bounded in front by "Rivière des Prairies", on one side, on the Southwest by F. X. Chartrand or representatives, on the other side on the Northeast by Olivier Chartrand or representatives, and on the depth by the lands of Saint François de Sales; said farm bearing the official number three hundred and fifty six (356) of the parish of Saint Vincent de Paul, on the official cadastre of the county of Laval—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, county of Laval, on the SIXTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$440.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Archambault, dated May 22nd., 1933.

Sheriff's Office, Montreal, May 29th., 1933.
[First publication, June 2nd., 1933]
3290—22—2

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { JEAN-BAPTISTE-GUSTAVE LABINE, es-qual., demandeur; vs JOSEPH AUDETTE dit LAPOINTE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, et composé comme suit:

1. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489-295) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets.

2. De cette lisière de terre formant l'extrême

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { JEAN BAPTISTE GUSTAVE LABINE, es-qual., plaintiff; vs JOSEPH AUDETTE dit LAPOINTE, defendant.

An emplacement fronting on Saint Hubert Street, in the city of Montreal, and compose of the following:

1. The lot of land known and designated under number two hundred and ninety five of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty nine (489-295) on the official plan and book of reference for the parish of Sault aux Recollets:

2. That strip of land forming the extreme

partie nord-ouest du lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489-294) des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant ladite lisière huit pouces de largeur par toute la profondeur du dit lot et bornée d'un côté, au sud-est par le résidu du lot No 489-294, de l'autre côté, au nord-ouest, par le lot No 489-295, en avant, au sud-ouest par la rue Saint-Hubert, et en arrière au nord-est par la rue Saint-André.

Avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$750.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge P. Cousineau en date du 30 mars 1933.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 29 mai 1933.
[Première publication, le 2 juin 1933]
3291—22-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES OAKES, de-
No A-108273. } mandeur; vs EUS-
TACHE LANDRY *et al.*, défendeurs; et LOUIS-
PHILIPPE DESBOIS, curateur au délaissement.

Un lot de terre ayant front sur l'avenue De Chateaubriand, à Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-quatre de la subdivision du lot originaire numéro deux mille six cent trente (2630-364) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, —avec droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière dudit lot aux charges ordinaires d'entretien. Avec aussi une maison en bois et brique à deux étages et dépendances érigées sur ledit lot, la dite maison portant les numéros civiques 8530 et 8532 de la dite avenue De Chateaubriand.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 8 mai 1933.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 29 mai 1933. 3293—22-2-o
[Première publication, 2 juin, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALLIANCE NATIO-
No E-118494. } NALE, demande-
resse; vs ALFRED GAGNON, défendeur.

Un emplacement situé à l'encoignure nord-ouest des rues Buller et Alma, en la cité de Montréal, et composé:

(a) D'un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro mille soixante dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro dix (10-1079) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant le dit lot vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et

(b) De la partie nord-est du lot de terre portant le numéro mille quatre-vingt de la subdivision officielle du dit lot numéro dix (10-Pt N. E. 1080) sur le plan et au livre de renvoi officiels

Northwestern part of lot number two hundred and ninety four of the subdivision of original lot number four hundred and eighty nine (489-294) on the said official plan and book of reference, measuring, the said strip of land, eight inches in width by the whole depth of the said lot and bounded on one side to the Southeast by the residue of lot No. 489-294, on the other side to the Northwest by lot No. 489-295, in front, to the Southwest by Saint Hubert Street, and in rear to the Northeast by Saint Andre Street.

With the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$750.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice P. Cousineau, dated March 30th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 29th., 1933.
[First publication, June 2nd., 1933]
3292—22-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHARLES OAKES, plain-
No. A-108273. } tiff; vs EUSTACHE
LANDRY *et al.*, defendants; and LOUIS PHI-
LIPPE DESBOIS, curator to the surrender.

A lot of land fronting on De Chateaubriand Avenue, at Montreal, known and designated under number three hundred and sixty four of the subdivision of original lot number two thousand six hundred and thirty (2630-364) of the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent—with right of way in common in the land situate in rear of said lot subject to ordinary charges of maintenance. With also a two story wood and brick house and dependencies erected on the said lot, the said house bearing civic numbers 8530 and 8532 of the said De Chateaubriand Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$500.00 will be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 8, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 29, 1933. 3294—22-2
[First publication, June 2nd, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALLIANCE NATIO-
No. E-118494. } NALE, plaintiff; vs
ALFRED GAGNON, defendant.

An emplacement situate on the Northwest corner of Buller and Alma streets, in the city of Montreal, and composed of:

(a) A certain lot of land known and designated as being lot number one thousand and seventy nine of the official subdivision of lot number ten (10-1079) on the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte Saint Louis, measuring, the said lot, twenty five feet in width by one hundred feet in depth, more or less, English measure, and

(b) The Northeast part of the lot of land bearing number one thousand and eighty of the official subdivision of said lot number ten (10-N. E. Pt. 1080) on the aforesaid official plan

susdits, contenant la dite partie de lot quinze pieds et neuf dixièmes de pied de largeur par cent pieds et sept dixièmes de pied de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, la dite partie de lot étant bornée comme suit: en front, par la rue Buller; en arrière par la ruelle; d'un côté vers le sud-ouest par le résidu du susdit lot No 10-1080 (formant partie de la rue Alma) et de l'autre côté vers le sud-est par le lot No 10-1079 décrit comme dit ci-dessus—avec les maisons et les autres bâtisses y érigées et le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$2,070.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 30 mai 1933.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 30 mai 1933.

[Première publication, le 2 juin 1933]

3323-22-2-0

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DAME VEUVE GAS-PARD PELLETIER.

demanderesse; vs OSCAR RENAUD, défendeur, Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Notre-Dame-Est, connus et désignés sous les numéros quatre-vingt-dix-neuf et cent, subdivisions du lot originaire numéro quatre cent sept (407-99 et 100), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$410.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Archambault, en date du 19 mai 1933.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 29 mai 1933.

[Première publication, 2 juin, 1933]

3295-22-2-0

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: ALLIANCE NATIONALE, demanderesse; vs DAME EVA TURGEON, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-Edouard Glackmeyer, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro huit cent quarante-trois (843-2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal,—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$2,480.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Archambault, en date du 23 mai 1933.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 30 mai 1933.

[Première publication, 2 juin, 1933]

3325-22-2-0

and book of reference, measuring, the said part of lot, fifteen feet and nine tenths of a foot in width by one hundred feet and seven tenths of a foot in depth, English measure and more or less, the said part of lot being bounded as follows: in front, by Buller street; in rear by the lane; on one side towards the Southwest by the residue of aforesaid lot No. 10-1080 (forming part of Alma street) and on the other side towards the Southeast by lot No. 10-1079 described as aforesaid—with the houses and other buildings thereon erected and right of way in common with others in the lane situate in rear of the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$2,070.00 will be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 30th., 1933.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 30th., 1933.

[First publication, June 2nd., 1933]

3324-22-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DAME WIDOW GAS-PARD PELLETIER,

plaintiff; vs OSCAR RENAUD, defendant. Two lots of land situate in the city of Montreal, fronting on Notre-Dame Street East, known and designated under numbers ninety nine and one hundred, subdivisions of the original lot number four hundred and seven (407-99 and 100) on the official plan and book of reference for the parish of La Longue Pointe—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$410.00 shall be required from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Archambault, dated May 19, 1933.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 29, 1933.

[First publication, June 2nd, 1933]

3296-22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: ALLIANCE NATIONALE, plaintiff; vs

DAME EVA TURGEON, wife separate as to property of Joseph Edouard Glackmeyer, and the latter to authorise his wife for the purposes hereof, defendant.

A lot of land fronting on Saint Hubert Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number two of the official subdivision of lot number eight hundred and forty three (843-2) on the official plan and book of reference for Saint James' Ward, in the city of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$2,480.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Archambault, dated May 23, 1933.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 30, 1933.

[First publication, June 2nd., 1933]

3326-22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { DAME ELIZABETH
No C-116317. } DUPRAS, épouse de
Arthur Blais, et al., demandeurs; vs DELLE.
ANGELINE CUSSON, défenderesse.

Un lot de terre situé à Montréal, rue Poupart, connu et désigné sous le numéro trente-trois de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante-quinze (475-33) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison et les dépendances dessus érigées, portant les numéros 6993-95 de la rue Poupart, et avec droit de passage en commun avec qui de droit dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 30 mai 1933. 3327—22-2-o
[Première publication, 2 juin, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { FERDINAND DAVID,
No 11441. } demandeur; vs DAMASE GAUTHIER, défendeur.

1. Un emplacement situé en la paroisse du Sault-au-Récollet, composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros soixante-quatorze et soixante-neuf (74-69) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et comprenant tout le terrain situé du côté nord-ouest du chemin public qui le borne en front et borné en profondeur par la rivière des Prairies, du côté nord-est par la propriété de M. Edmond Valade, et du côté sud-ouest par une certaine coulée qui traverse du sud-est au nord-ouest le dit terrain, entre la ligne de division du lot numéro soixante-quatorze et du lot numéro soixante-quinze.

2. Un morceau de terre situé en la dite paroisse du Sault-au-Récollet, de la contenance d'un arpent de front par quinze arpents de profondeur, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-treize (73) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, à commencer à compter les dits quinze arpents à une distance de deux arpents et demi plus ou moins de la ligne sud-est du dit lot No 73, c'est-à-dire au nord du bois, en venant vers le chemin public, et borné comme suit: du côté nord-est par la partie du terrain ci-après décrit et des trois autres côtés par le résidu du lot No 73.

A distraire du dit lot No 73, la partie expropriée par la Compagnie du chemin de fer Canadien National, pour la construction de sa ligne, tel qu'il appert à un plan déposé au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, 19 novembre 1921.

3. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros soixante-dix, soixante et onze et soixante-douze (70-71-72) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet. Avec bâtisses dessus construites.

A distraire du dit lot No 72, la partie expropriée par la Compagnie du chemin de fer Canadien National, pour la construction de sa ligne, tel qu'il appert à un plan déposé au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, 19 novembre 1921.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { DAME ELIZABETH DU-
No. C-116317. } PRAS, wife of Arthur
Blais et al., plaintiffs; vs MISS ANGELINE
CUSSON, defendant.

A lot of land situate at Montreal, Poupart Street, known and designated under number thirty three of the subdivision of lot number four hundred and seventy five (475-33) on the official plan and book of reference for the parish of Sault-aux-Récollets, measuring twenty four feet in width by ninety feet in depth, English measure, and more or less—with the house and dependencies thereon erected, bearing numbers 6993-95 of Poupart Street, and with right of way in common with those having rights therein, in the lane at the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 30, 1933. 3328—22-2
[First publication, June 2nd., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { FERDINAND DAVID,
No. 11441. } plaintiff; vs DAMASE GAUTHIER, defendant.

1. An emplacement situate in the parish of Sault au Recollet, composed of the lots of land known and designated under numbers seventy four and sixty nine (74-69) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Recollet, and comprising all the lot of land situate on the Northwest side of the public road which bounds it in front and bounded in depth by the Des Prairies river, on the Northeast side by the property of Mr. Edmond Valade, and on the Southwest side by a certain "coulée" which crosses the said lot from Southeast to Northwest, between the divisional line of lot number seventy four and lot number seventy five.

2. A parcel of land situate in the said parish of Sault au Recollet, measuring one arpent in front by fifteen arpents in depth, forming part of the lot of land known and designated under number seventy three (73) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Recollet, the said fifteen arpents commencing to be counted at a distance of two arpents and one half, more or less, from the Southeast line of the said lot No. 73, that is to say on the North of the forest, coming towards the public road, and bounded as follows: on the Northeast side by that part of the lot of land hereinafter described and on the three other sides by the residue of lot No. 73.

To be deducted from said lot No. 73, that part expropriated by the Canadian National Railway Company, for the construction of its line, as appearing on a plan filed in the office of the Registration Division of Montreal, on November 19, 1921.

3. The lots of land known and designated under numbers seventy, seventy one and seventy two (70-71-72) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Recollet. With buildings thereon erected.

To be deducted from said lot No. 72, that part expropriated by the Canadian National Railway Company, for the construction of its line, as appearing on a plan filed in the office of the Registration Division of Montreal, on November 19, 1921.

A distraire aussi du dit lot 70, la partie d'icelui vendue à la compagnie du Chemin de fer du Parc et de l'île de Montréal, suivant acte de vente reçu en minute devant L. A. Dumesnil, notaire, le seize avril, mil neuf cent huit et enregistré au bureau de la division d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, sous le No 144, 794.

Avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes.

Pour être vendus à mon bureau, en la Cité de Montréal, le SIXIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 30 mai 1933.

[Première publication, 2 juin 1933]
3329—22-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { NAZAIRE EMERY, demandeur; vs LUDGER BIENVENUE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la Troisième Avenue, à Verdun, mesurant 31 pieds et 5 pouces de largeur en front et en arrière sur une profondeur de 73 pieds et 5 pouces (trente et un pieds et cinq pouces par soixante-treize pieds et cinq pouces), mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison en bois, lambrissée en brique, à 3 étages, contenant 6 logements et portant autrefois les numéros civiques 330-A à 334-A de la dite Troisième Avenue, et actuellement les numéros 338 à 348 de la même Avenue et dépendances y érigées, avec toutes les garnitures électriques installées dans les dits logements, et avec droit de passage dans la ruelle située en arrière en commun avec ceux y ayant droit, et composé comme suit:

1. Du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-cinq de la subdivision du lot originaire quatre mille six cent soixante-dix (No 4670-445-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant treize pieds de largeur en front et en arrière sur soixante-treize pieds et cinq pouces de profondeur, ou une superficie totale de neuf cent cinquante-cinq pieds;

2. Du lot numéro un de la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre de la subdivision du lot originaire quatre mille six cent soixante-dix (4670-444-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant dix-huit pieds et cinq pouces de largeur en front et en arrière, par une profondeur de soixante-treize pieds et cinq pouces ou une superficie totale de treize cent soixante pieds.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 30 mai 1933. 3331—22-2-o
[Première publication, 2 juin, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { LA COMPAGNIE MUELLE D'IMMEUBLES, LIMITÉE, demanderesse; vs WILFRID BASTIEN *et al.*, défendants.

Comme appartenant à Wilfrid Bastien, l'un des défendants:

Un emplacement ayant front sur la rue Orléans, en la cité de Montréal, et composé de deux lots

To be deducted also from said lot 70, that part thereof sold to the Park and Island of Montreal Railway Company, according to deed of sale received in Minute before L. A. Dumesnil, notary, on the sixteenth of April, nineteen hundred and eight and registered at the office of the Registration Division for the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier, under No 144, 794.

With all the circumstances and dependencies, active and passive, apparent and unapparent servitudes.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SIXTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, May 30, 1933.

[First publication, June 2nd., 1933]
3330—22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { NAZAIRE EMERY, plaintiff; vs LUDGER BIENVENUE, defendant.

An emplacement fronting on Third Avenue, at Verdun, measuring 31 feet and 5 inches in width in front and in rear, by a depth of 73 feet and 5 inches (thirty one feet and five inches by seventy three feet and five inches) English measure and more or less—with a three story wooden house faced in brick, containing three tenements, and formerly bearing civic numbers 330-A to 334-A of said Third Avenue, and actually numbers 338 to 348 of the same Avenue, and dependencies thereon erected, with all the electrical fixtures installed in the said tenements, and with right of way in the lane at the rear in common with those having rights therein, and composed as follows:

1. Of lot number two of the subdivision of the lot number four hundred and forty five, of the subdivision of the original lot four thousand six hundred and seventy (No. 4670-445-2) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring thirteen feet in width in front and in rear by seventy three feet and five inches in depth, or a total area of nine hundred and fifty five feet;

2. Of lot number one of the subdivision of lot number four hundred and forty four of the subdivision of the original lot four thousand six hundred and seventy (No. 4670-444-1) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring eighteen feet and five inches in width in front and in rear by a depth of seventy three feet and five inches or a total area of thirteen hundred and sixty feet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 30, 1933. 3332—22-2
[First publication, June 2nd., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { LA COMPAGNIE MUELLE D'IMMEUBLES, LIMITÉE, plaintiff; vs WILFRID BASTIEN *et al.*, defendants.

As belonging to Wilfrid Bastien, one of the defendants:

An emplacement fronting on Orléans Street, in the city of Montreal, and composed of two

de terre connus et désignés sous les numéros neuf cent quatre-vingt-douze et neuf cent quatre-vingt-treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit (18-992 et 993) des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, borné en front par la dite rue Orléans, en arrière par une ruelle portant le numéro neuf cent quatre-vingt-huit du même cadastre; avec droit en commun avec les ayants droit dans la ruelle située en arrière desdits lots—avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 2715-2717-2719-2721-2723-2725-2727-2929 et 2731 de ladite rue Orléans.

Pour être vendus "en bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,200.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 4 avril, 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 30 mai 1933. 3333—22-2-o
[Première publication, 2 juin, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { ACHILLE MÉNARD,
No E-118362. { demandeur; vs
OMER DUPUIS, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Philippe, concession Saint-Marc, ayant front sur la rivière Saint-Jacques, contenant en superficie environ quatre-vingt-onze (91) arpents, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Philippe, sous le lot numéro soixante-dix (70)—avec bâtisses dessus construites.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Philippe, concession Saint-Marc, ayant front sur la rivière Saint-Jacques, contenant en superficie environ quatre-vingt-cinq (85) arpents, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Philippe, sous le lot numéro soixante-neuf (69)—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe-de-Laprairie, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$273.10 quant au premier paragraphe et de \$245.60 quant au deuxième paragraphe, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Archambault, en date du 27 mai 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 30 mai 1933.
[Première publication, le 2 juin 1933]
3335—22-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { MONTREAL LIFE
No D-111963. { INSURANCE COMPANY, demanderesse; vs DAME EVA TRESSER, veuve de Samuel Wagner, défenderesse; et J.-A. TOLLER, curateur au délaissement.

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Champagneur, en la cité d'Outremont, contenant trente-cinq pieds en largeur par cent cinq pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec l'édifice portant le numéro civique 571 de l'avenue Champagneur sus-érigé, et composé:

lots of land known and designated under numbers nine hundred and ninety two and nine hundred and ninety three of the official subdivision of original lot number eighteen (18-992 and 993) on the official plan and book of reference for the village of Hochelaga, bounded in front by the said Orleans Street, in rear by a lane bearing number nine hundred and eighty eight of the same cadastre. With right of way in common with all others having a right thereto in the land situate in rear of said lots—with all the buildings thereon erected bearing civic numbers 2715-2717-2719-2721-2723-2725-2727-2729 and 2731 of the said Orleans Street.

To be sold *en bloc*, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,200.00 will be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated April 4, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 30, 1933. 3334—22-2
[First publication, June 2nd., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { ACHILLE MENARD,
No. E-118362. { plaintiff; vs OMER DUPUIS, defendant.

A farm lying and situate in the parish of Saint-Philippe, Saint Marc concession, fronting on the Saint Jacques river, containing an area of about ninety one (91) arpents, more or less, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Philippe, under lot number seventy (70)—with buildings thereon erected.

A farm lying and situate in the parish of Saint-Philippe, Saint Marc concession, fronting on the Saint Jacques river, containing an area of about eighty five (85) arpents, more or less, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Philippe, under lot number sixty nine (69)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Philippe de Laprairie, on the FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$273.10 as to the first paragraph and \$245.60 as to the second paragraph, will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Archambault, dated May 27, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 30th., 1933.
[First publication, June 2nd., 1933]
3336—22-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MONTREAL LIFE
No. D-111963. { INSURANCE COMPANY, plaintiff; vs DAME EVA TRESSER, widow of Samuel Wagner, defendant; and J. A. TOLLER, Curator to surrender.

That certain emplacement fronting on Champagneur Avenue, in the city of Outremont, containing thirty five feet in width by one hundred and five feet in depth, English measure and more or less—with the building bearing civic number 571 of Champagneur Avenue thereon erected, and composed of:

(a) De la partie nord-ouest de la subdivision six cent cinquante et un de la subdivision officielle du lot numéro trente-cinq (No 35-651) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-deux pieds en largeur par cent cinq pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: En front au sud-ouest par l'avenue Champagneur, en arrière au nord-est par la subdivision trois cent quarante-sept et trois cent quarante-huit du lot numéro trente-quatre "A" aux dits plan et livre de renvoi officiels (34-A-347 et 34-A-348), d'un côté au nord-ouest par une partie de la subdivision six cent cinquante-deux du dit lot numéro trente-cinq ci-après décrit (35-652), et de l'autre côté au sud-est par le résidu de la dite subdivision six cent cinquante et un du dit lot trente-cinq (35-651), appartenant à Walter-S. Rainer.

(b) De la partie sud-est de la subdivision six cent cinquante-deux de la subdivision officielle du lot numéro trente-cinq (35-652), aux dits plan et livre de renvoi officiels, contenant treize pieds en largeur par cent cinq pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: En front au sud-ouest par l'avenue Champagneur, en arrière au nord-est par la subdivision trois cent quarante-huit du lot numéro trente-quatre "A" aux dits plan et livre de renvoi officiels (34-A-348), d'un côté au sud-est par une partie de la subdivision six cent cinquante et un du dit lot numéro trente-cinq ci-dessus décrit (35-651), et de l'autre côté, au nord-ouest par le résidu de la dite subdivision six cent cinquante-deux du dit lot numéro trente-cinq (35-652) appartenant à Charles-W.-A. Moore.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$250.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 30 mai 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 30 mai 1933.
[Première publication, le 2 juin 1933]
3337—22-2

(a) The North West part of subdivision six hundred and fifty one of the official subdivision of lot number thirty five (No. 35-651) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty two feet in width by one hundred and five feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: In front to the South West by Champagneur Avenue, in rear to the North East by subdivision three hundred and forty seven and three hundred and forty eight of lot number thirty four "A" on the said official plan and book of reference (34-A-347 and 34-A-348), on one side to the North West by part of subdivision six hundred and fifty two of said lot number thirty five hereinafter described (35-652), and on the other side to the South East by the remainder of said subdivision six hundred and fifty one of said lot number thirty five (35-651), belonging to Walter S. Rainer.

(b) The South East part of subdivision six hundred and fifty two of the official subdivision of lot number thirty five (35-552), on the said official plan and book of reference, containing thirteen feet in width by one hundred and five feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: In front to the South West by Champagneur Avenue, in rear to the North East by subdivision three hundred and forty eight of lot number thirty four "A" on the said official plan and book of reference (34-A-348), on one side to the South East by part of subdivision six hundred and fifty one of said lot number thirty five hereinabove described (35-651), and on the other side, to the North West, by the remainder of said subdivision six hundred and fifty two of said lot number thirty five (35-652) belonging to Charles W. A. Moore.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$250.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 30th., 1933.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 30th., 1933.
[First publication, June 2nd., 1933]
3338—22-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { DELLE EUGENIE JO-
No B-109724. { DOIN, demanderesse; vs HENRY DESCARY ET AL, défendeurs; et JOSEPH DUHAMEL, curateur au délaissement.

Un emplacement situé sur l'avenue du Parc, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les ré-subdivisions 42 et 43 de la subdivision 3 du lot originaire No 641 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent —avec bâtisses dessus construites, portant les Nos 6756 à 6772 de l'avenue du Parc, en la cité de Montréal, et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant, à distraire des dits lots, la partie expropriée par la cité de Montréal, pour la construction du tunnel et l'élargissement de l'avenue du Parc, tel que le tout se trouve présentement.

A la charge des baux existants, suivant jugement rendu par l'hon. juge Curran, en date du 3 mai 1933.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MISS EUGENIE JO-
No. B-109724. { DOIN, plaintiff; vs HENRY DESCARY ET AL, defendants; and JOSEPH DUHAMEL, curator to the surrender.

An emplacement situate on Park Avenue, in the city of Montreal, known and designated as being re-subdivisions 42 and 43 of subdivision 3 of original lot No. 641 on the official plan and book of reference for Saint Laurent parish—with buildings thereon erected, bearing Nos. 6756 to 6772 Park Avenue, in the city of Montreal, and with the active and passive servitudes attached thereto, to be deducted from said lots that part thereof expropriated by the city of Montreal, for the construction of the tunnel and the widening of Park Avenue, as the whole presently exists.

Subject to existing leases, pursuant to a judgment rendered by the Hon. Justice Curran, dated May 3rd, 1933.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge P. Cousineau, en date du 22 avril 1933.

Bureau du shérif. Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 mai 1933. 2931—19-2-o
[Première publication, 13 mai 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **GASTON LAVIGNE,**
No D-111891. } demandeur; vs **FIDELITY REALTY CORPORATION,** défenderesse.

Un emplacement formant l'angle sud de l'avenue Mont-Royal et de l'avenue de l'Hôtel de Ville, dans la dite cité de Montréal, maintenant connu comme étant le lot numéro dix-huit (18) aux plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, et formant tout le dit lot à l'exception de la partie d'icelui prise pour l'expropriation de la dite avenue de l'Hôtel de Ville (ci-devant connue sous le nom de rue Pantélon) et mesurant le dit emplacement cinquante-six pieds en largeur sur l'avenue Mont-Royal, cinquante-six pieds et demi en largeur en arrière par quatre-vingt-huit pieds le long de la ligne de la dite avenue de l'Hôtel de Ville et quatre-vingt-sept en profondeur sur le côté sud-ouest, toutes les dites mesures sont des mesures anglaises, le tout cependant est tel qu'indiqué par les lignes colorées en "vert" sur le plan d'icelui fait par F. C. Laberge, arpenteur-géomètre pour la province de Québec, daté à Montréal, le 7 octobre 1912, dont une copie certifiée du plan est annexée à un certain acte de vente de Louis S. Margoless à "Goughs and Sellers Investments, Limited", en date du 5 novembre 1912, passé devant Georges R. Lighthall, notaire, et d'après lequel plan le dit emplacement et immeuble vendu a une superficie de quatre mille neuf cent vingt-huit pieds carrés, mesure anglaise, et avec les édifices et dépendances sus-érigés.

Tous les droits, titre et intérêt dans et à la ruelle connue comme étant le lot de subdivision numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro vingt (No 20-8) aux plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, dans la dite province de Québec, le dit lot No 20-8 étant situé au sud-est du dit lot numéro (18) ci-devant transporté et le dit lot No 20-8 fait raccordement avec la dite avenue de l'Hôtel de Ville. Le transport fait par les présentes du dit droit, titre et intérêt du dit lot No 20-8 est fait sujet aux droits et privilèges d'autres personnes ayant des droits dans et sur la dite ruelle No 20-8, — avec les édifices sus-érigés portant les Nos civiques 170 à 182 inclusivement de l'avenue Mont-Royal-est.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Montréal, le 9 mai 1933. 2933—19-2
[Première publication, 13 mai 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **FERNAND OUMET,**
No A-114178. } demandeur; vs **J. J. O'NEIL et al.,** défendeurs.

Un certain emplacement faisant front sur West Broadway Avenue, à Montréal et composé:—

on the FIFTEENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,600.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice P. Cousineau, dated April 22nd, 1933.

Sheriff's Office. OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 9th, 1933. 2932—19-2
[First publication, May 13th, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **GASTON LAVIGNE,**
No. D-111891. } plaintiff; vs **FIDELITY REALTY CORPORATION,** defendant.

An emplacement forming the South corner of Mount Royal Avenue and City Hall Avenue, in the said city of Montreal, now known as lot number eighteen (18) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, and being the whole of said lot with the exception of the part thereof taken for the expropriation of said City Hall Avenue (heretofore known as Pantélon Street) and measuring said emplacement fifty six feet in width on Mont Royal Avenue, fifty six feet one half of a foot in width in rear, by eighty eight feet along the line of said City Hall Avenue and eighty seven feet in depth on the Southwesterly side, all of said measures are English measure, the whole however is as shown within the lines colored "green" upon the plan thereof made by F. C. Laberge, Quebec Land Surveyor, dated Montreal, October 7th, 1912, a duly certified copy of which plan is annexed to a certain deed of sale from Louis S. Margoless to "Goughs and Sellers Investments, Limited", dated the 5th November, 1912, passed before Georges R. Lighthall, notary, and according to which plan said sold emplacement and premises has a superficial area of four thousand nine hundred and twenty eight square feet, English measure, and with the buildings and erections thereon.

All of the right, title and interest in and to the lane known as lot subdivision number eight on the official subdivision of lot number twenty (No. 20-8) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, in said Province of Quebec, said lot No. 20-8 lying to the Southeast of the said lot number (18) hereinabove conveyed and the said lot No. 20-8 connects with said City Hall Avenue. The said right, title and interest hereby conveyed of said lot No. 20-8 is conveyed subject to the rights and privileges of others having rights in, over and upon said lane No. 20-8—with the buildings thereon erected bearing civic Nos. 170 to 182 inclusive of Mount Royal Avenue East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office. OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 9th, 1933. 2934—19-2-o
[First publication, May 13th, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **FERNAND OUMET,**
No. A-114178. } plaintiff; vs **J. J. O'NEIL et al.,** defendants.

A certain emplacement fronting on West Broadway Avenue, Montreal, and composed of:

(a) du lot resubdivision deux, de la subdivision No 858 du plan officiel de la subdivision faite du lot originaire 142, (142-858-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

(b) du lot resubdivision un, de la subdivision No 859 du plan officiel de la subdivision faite du lot originaire 142 (142-859-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses portant le No civique 4547 West Broadway Avenue, ainsi que toutes autres bâtisses dessus érigées et fixtures de toutes sortes.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 9 mai 1933.

[Première publication, le 13 mai 1933]
2935—19-2-o

(a) resubdivision lot two, of subdivision No. 858 of the official plan of the subdivision made of original lot 142, (142-858-2) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal;

(b) resubdivision lot one, of subdivision No. 859 of the official plan of the subdivision made of original lot 142 (142-859-1) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the buildings bearing civic No. 4547 West Broadway Avenue, as well as all other buildings thereon erected and fixtures of all sorts.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 9th., 1933.

[First publication, May 13th., 1933]
2936—19-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
No 53. } THOMAS DUCLOS, cultivateur, du
canton de Stanstead, district de
Saint-François, demandeur; contre RALPH
MORRISON, du canton de Barnston, district
de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeurs:

Ces certains lots de terre sis et situés dans le canton de Barnston, dans le district de Saint-François—le tout avec les bâtisses, circonstances et dépendances y érigées et qui s'y trouvent, à savoir:

Item No 1.—Le lot du cadastre numéro sept-F (7-F), dans le sixième (6) rang, contenant cent cinq acres et soixante-sept centièmes (105-67);

Item No 2.—La moitié indivise du lot de cadastre numéro huit-E (8-E) dans le dit sixième (6) rang, contenant cinquante-quatre acres et quatre-vingt-dix centièmes (54-90);

Item No 3.—La moitié indivise du lot de cadastre numéro huit-E (8-E) dans le cinquième rang, contenant vingt-six acres et cinquante centièmes (26-50);

Item No 4.—La moitié indivise du lot de cadastre numéro huit-C (8-C) dans le cinquième rang, commençant du côté est dudit lot huit-C ces trois acres et demi (3½) à prendre sur toute la longueur du dit lot huit-C (8-C) du nord au sud, et d'une largeur suffisante pour couvrir les trois arpents et demi (3½).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour la division de Coaticook, à Coaticook, JEUDI le SIXIEME jour du mois de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Bureau du shérif, GEORGES BEAUCHESNE.
Sherbrooke, ce 29 mai 1933. 3285—22-2-o
[Première publication, 2 juin, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
No 958. } LA BANQUE CANADIENNE DE COMMERCE, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Toronto, en la province d'Ontario, et pour la province de Québec, en la cité

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 53. } THOMAS DUCLOS, farmer, of the
township of Stanstead, district of
Saint Francis, plaintiff; vs RALPH MORRISON,
of the township of Barnston, district of Saint
Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Those certain lots of land being and situate in the township of Barnston, in the district of Saint Francis—the whole with buildings, circumstances and dependencies thereon erected and made, to wit:

Item No. 1.—The cadastral lot number seven-F (7-F) in the sixth (6) range, containing one hundred and five acres and sixty seven hundredths (105-67);

Item 2.—The undivided half of the cadastral lot number eight-E (8-E) in the said sixth (6) range, containing fifty four acres and ninety hundredths (54-90);

Item No. 3.—The undivided half of the cadastral lot number eight-E (8-E) in the fifth range, containing twenty six acres and fifty hundredths (26-50);

Item No. 4.—The undivided half of the cadastral lot number eight-C (8-C) in the fifth range, beginning on the East side of said lot eight-C, such three and one half (3½) acres to be taken on the whole length of the said lot eight-C (8-C) from North to South, of a sufficient width to cover the three and one half (3½) arpents.

To be sold at the Registry Office of the division of Coaticook, at Coaticook, on THURSDAY, the SIXTH day of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, GEORGES BEAUCHESNE, Deputy-Sheriff.
Sherbrooke, May 29, 1933. 3286—22-2
[First publication, June 2nd, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 958. } THE CANADIAN BANK
OF COMMERCE, a
body corporate and politic having its head office and principal place of business in the city of Toronto, in the Province of Ontario, and for the Province of Quebec, in the city and district of

et le district de Montréal, demanderesse; contre R.-W. MORRISON, et W.-M. MORRISON, tous deux du canton Barnston, dans le district de Saint-François, défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur R. W. Morrison:

Tous ces certains lots de terre situés dans le canton Barnston, dans le district de Saint-François—avec les bâtisses et améliorations sus-érigées, connus aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Barnston comme suit:

Item 1. Le lot numéro dix-E (10-e) dans le cinquième rang;

Item 2. Une moitié indivise du lot numéro huit-E ($\frac{1}{2}$ Ind-8-e) dans le cinquième rang;

Item 3. Une moitié indivise de trois acres et demie du lot numéro huit-C ($\frac{1}{2}$ Ind-8-c), dans le cinquième rang, adjacente au dit lot huit-E dans le cinquième rang, et devant être prise du côté est du dit lot numéro huit-C, dans le cinquième rang, sur toute la longueur d'icelui du nord au sud et d'une largeur suffisante pour former les dites trois acres et demie, lesquelles sont bornées à l'ouest par le résidu du dit lot numéro huit-C, au nord par le lot numéro huit-B, à l'est par le lot huit-E, le tout dans le cinquième rang, et au sud par le lot numéro huit-E dans le sixième rang—avec la réserve d'une source d'eau qui s'y trouve et des droits enregistrés qui s'y rapportent;

Item 4. Une moitié indivise du lot numéro huit-E (8-e) dans le sixième rang;

Item 5. Les lots numéros six-D, sept-B, sept-E et huit-C (6-d-7-b-7-e et 8-c) tous dans le sixième rang.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Wilfrid-de-Barnston (Kingscroft), JEUDI, le QUINZIEME jour de JUIN 1933, à UNE heure de l'après-midi, (heure solaire).

Le député-shérif,
Bureau du shérif, GEORGES BEAUCHESNE.
Sherbrooke, le 8 mai 1933.

[Première publication, le 13 mai 1933]
2973—19-2

Montreal, plaintiff; against R. W. MORRISON, and W. M. MORRISON, both of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, defendants.

Seized as belonging to said defendant R. W. Morrison:

All those certain lots of land situated in the township of Barnston, in the district of Saint Francis—with the buildings and improvements thereon, known on the official plan and book of reference of said township of Barnston as:

Item 1. Lot number ten-E (10-e) in the fifth range;

Item 2. One undivided half of lot number eight-E (U- $\frac{1}{2}$ -8-e) in the fifth range;

Item 3. One undivided half of three and one half acres of lot number eight-C (U- $\frac{1}{2}$ -8-c) in the fifth range, adjoining said lot eight-E in the fifth range, and to be taken off the Easterly side of the said lot number eight-C in the fifth range along the whole length thereof from North to South, and wide enough to form said three and one half acres, which are bounded on the West by the remainder of said lot number eight-C, on the North by lot number eight-B, on the East by lot number eight-E, all in the fifth range, and on the South by lot number eight-E in the sixth range—with the reservation of a spring of water thereon, and the registered rights in connection therewith;

Item 4. One undivided half of lot number eight-E (8-e) in the sixth range;

Item 5. Lots numbers six-D, seven-B, seven-E and eight-C (6-d-7-b-7-e and 8-c) all in the sixth range.

To be sold at the church door of Saint Wilfrid de Barnston (Kingscroft) on THURSDAY, the FIFTEENTH day of JUNE, 1933, at ONE o'clock in the afternoon, (Standard Time).

GEORGES BEAUCHESNE,
Sheriff's Office,
Sherbrooke, May 8th., 1933.

[First publication, May 13th., 1933]
2974—19-2-o

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: JOSEPHAT LA-
No 2188. MOUREUX, de

mandeur; contre DONATIEN ROBERT, défendeur; et BEAUDET & HÉBERT, en leur qualité de registrateurs, mis-en-cause;

Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, au village Saint-Antoine, rue Girouard, de la contenance de trente-six pieds de largeur, plus ou moins, mesure anglaise, sur une profondeur de cent vingt-trois pieds et demi, mesure française, étant une profondeur de douze pieds et six pouces plus longue que la profondeur du terrain contigu au sud-ouest appartenant à Dame Nephtalie Lagassé ou représentants, étant partie des numéros soixante-seize et soixante-quinze (Pt. 76 et Pt. 75) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse; tenant en front le chemin public, en profondeur une partie des mêmes numéros appartenant à Arthur Lagassé ou représentants, du côté sud-ouest le terrain de Dame Nephtalie Lagassé ou représentants, étant partie du lot numéro 76, pour cent onze pieds et une partie de l'autre terrain du dit Donatien Robert, pour douze pieds et demi, et du côté nord-est une rue ou chemin

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: JOSEPHAT LA-
No. 2188. MOUREUX,

plaintiff; against DONATIEN ROBERT, defendant; and BEAUDET & HEBERT, in their quality of Registrars, *Mis-en-cause*;

A piece of ground situate in the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, at Saint Antoine Village, on Girouard street, containing thirty six feet in width, more or less, English measure, by a depth of one hundred and twenty three feet and a half, French measure, being a depth of twelve feet and six inches longer than the depth of the contiguous ground at the South West belonging to Mrs. Nephtalie Lagasse or representatives, being a part of numbers seventy six and seventy five (Pt. 76 and 75) on the official plan and book of reference of the said parish, bounded in front by the public road, in depth a part of the same numbers belonging to Arthur Lagasse or representatives, on the South West side the ground of Mrs. Naphtalie Lagasse or representatives, being a part of lot number 76 for one hundred and eleven feet, and a part of the other ground of the said Donatien Robert for twelve feet and a half, and on the North East side a street or

qu'Arthur Lagassé a convenu d'ouvrir conjointement avec Nap. Armstrong, de la contenance de vingt-deux pieds de largeur, prise pour douze pieds sur le terrain du dit Armstrong, suivant acte No 60013 et pour dix pieds sur le terrain d'Arthur Lagassé, laquelle rue constitue la limite nord-est du terrain présentement décrit—avec bâtisses érigées sur le dit terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, (Cathédrale de Saint-Hyacinthe), à Saint-Hyacinthe, MARDI, le TREIZIEME jour de JUIN prochain, (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER, Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe, le 10 mai 1933. Saint Hyacinthe, May 10th., 1933.

[Première publication, le 13 mai 1933]

2971—19-2-o

road that Arthur Lagasse agrees to open jointly with Nap. Armstrong, containing twenty two feet in width, to be taken for twelve feet on the ground of the said Nap. Armstrong by a deed No. 60013 and for ten feet on the ground of Arthur Lagasse; that said street being the North East line of the ground presently described—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Hyacinthe le Confesseur (Cathedral of Saint Hyacinthe), at Saint Hyacinthe, TUESDAY, on the THIRTEENTH day of JUNE, next, (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER, Sheriff.

Sheriff's Office, Saint Hyacinthe, May 10th., 1933.

[First publication, May 13th., 1933]

2972—19-2-o

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 4389. { JAMES H. KERR, cultivateur, du canton Templeton, dans le district de Hull, demandeur; vs JAMES SLATER, de Renfrew, dans la province d'Ontario, mais maintenant de la ville d'Ottawa, dans ladite Province et possédant une propriété dans le district de Hull, province de Québec, défendeur.

Les lots vingt-six-B (26-B), vingt-sept-A (27-A) vingt-sept-B (27-B) et vingt-huit (28), dans le douzième rang du canton de Templeton, district de Hull—le tout avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,

Bureau du shérif, J. ST-PIERRE, Sheriff's Office,
Hull, le 30 mai 1933. Hull, May 30th, 1933.

[Première publication, le 2 juin 1933]

Cour de Magistrat.—District de Hull.

No 5123. { LA CORPORATION DU CANTON DE AYLWIN, corps politique et incorporé ayant sa principale place et son principal bureau d'affaires dans le canton de Aylwin, district de Hull, demanderesse; vs DANFORD FARMS LIMITED, corps politique et incorporé ayant sa principale place et son principal bureau d'affaires dans le canton de Aylwin, district de Hull, défenderesse.

Toute cette propriété connue et désignée comme étant les lots numéros dix-neuf (19), vingt (20) et vingt et un (21) dans le neuvième rang du canton d'Aylwin, contenant chacun des dits lots cent acres de terre en superficie, plus ou moins; et les lots numéros dix "B" (10b), onze "B" (11b), douze "B" (12b), quatorze "B" (14-b) quinze "B" (15b), la moitié est du lot numéro treize (13), la moitié est du lot numéro seize (16) et la moitié est du lot numéro dix-sept (17), tous dans le onzième rang du dit canton d'Aylwin, contenant chacun des dits lots et parties de lot, soixante-dix acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées. La dite moitié est du dit lot numéro treize bornée comme suit: au nord par le lot No 14b, au sud par le lot No 12b, à l'est par la ligne de division entre les rangs dix et onze; et à l'ouest par la moitié ouest du dit lot No 13. La dite moitié est du dit lot numéro seize bornée comme suit: au nord par le lot No 17, au sud par le lot No 15b, à

Superior Court.—District of Hull.

No. 4389. { JAMES H. KERR, farmer, of the Township of Templeton, in the district of Hull, plaintiff; vs JAMES SLATER, of Renfrew, in the Province of Ontario, but presently of the City of Ottawa, in the said Province and owning property in the District of Hull, Province of Quebec, defendant.

The lots twenty six B (26-B), twenty seven A (27-A), twenty seven B (27-B) and twenty eight (28) in the twelfth range of the Township of Templeton, District of Hull—the whole with buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office, in the City of Hull, on the ELEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

I. ST. PIERRE, Sheriff.

Sheriff's Office, Hull, May 30th, 1933. 3392—22-2

[First publication, June 2nd., 1933]

Magistrate's Court.—District of Hull.

No. 5123. { THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF AYLWIN, a body politic and corporate, having its principal place of business and its head-office in the Township of Aylwin, District of Hull, plaintiff; vs DANFORD FARMS LIMITED, a body politic and corporate, having its principal place of business and its head-office in the Township of Aylwin, District of Hull, defendant.

All that property known and designated as being lots numbers nineteen (19), twenty (20) and twenty one (21) in the ninth range of the Township of Aylwin, each of said lots containing one hundred acres of land in area, more or less; and the lots numbers ten "B" (10b), eleven "B" (11b), twelve "B" (12b), fourteen "B" (14b), fifteen "B" (15b), the East half of lot number thirteen (13), the East half of lot number sixteen (16) and the East half of lot number seventeen (17), all in the eleventh range of the said Township of Aylwin, each of said lots and parts of lot containing seventy acres of land in area, more or less—with all the buildings thereon erected. The said East half of said lot number thirteen bounded as follows: on the North by lot No. 14b, on the South by lot No. 12b, on the East by the division line between the tenth and eleventh ranges; and on the West, by the West half of said lot No. 13. The said East half of said lot number sixteen, bounded as follows: on the North by lot No. 17,

l'est par la ligne de division entre les rangs dix et onze, et à l'ouest par la moitié ouest du dit lot No 16. La dite moitié est du dit lot numéro dix-sept bornée comme suit: au nord par le lot No 18, au sud par le lot No 16, à l'est par la ligne de division entre les rangs dix et onze, et à l'ouest par la moitié ouest du dit lot No 17.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
Hull, le 8 mai 1933. I. ST. PIERRE.
[Première publication, 13 mai, 1933] 2969—19-2-o

on the South by lot No. 15b, on the East by the division line between the tenth and eleventh ranges, and on the West by the West half of said lot No. 16. The said East half of said lot seventeen, bounded as follows: on the North by lot No. 18, on the South by lot No. 16, on the East by the division line between the tenth and eleventh ranges, and on the West by the West half of said lot No. 17.

To be sold at the Registry Office, in the City of Hull, on the NINETEENTH day of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon (Standard Time).

Sheriff's Office, I. ST. PIERRE, Sheriff.
Hull, May 8, 1933.
[First publication, May 13th., 1933] 2970—19-2

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME ALMA DES-
District de Joliette, } MARAIS, deman-
No 4498. } deresse; vs JOSEPH
NADON, défendeur.

Un emplacement—avec hôtel et dépendances, situé en la ville des Laurentides, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin, sous le numéro mille cinq cent quatre-vingt-sept (1587); à distraire cependant une certaine partie du terrain à partir de la rue du Domaine à venir jusqu'à deux pieds de la grange érigée sur le dit emplacement et appartenant au débiteur, sur toute la profondeur du dit terrain, le tout tel qu'enclos.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de Saint-Lin des Laurentides, le DIXIÈME jour du mois de JUILLET 1933, à ONZE heures avant midi (heure avancée).

Bureau du shérif, Le shérif,
Joliette, ce 29ième jour de mai 1933. GEORGES DES ROCHES.
[Première publication, 2 juin 1933] 3317—22-2-o

Cour Supérieure.

Province de Québec, } CYPRIEN ALLARD,
District de Joliette, } demandeur; vs J.-
No 4527. } M. FEDERUM VA-
RIN, défendeur.

Un lopin de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, comté de Montcalm, comme étant une partie du lot de terre numéro cinq cent quinze (P. 515) de la contenance de 27 pieds de largeur sur 108 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et borné comme suit: en front au chemin de front, d'un côté au lot de terre No 522 appartenant à Dame Venne, Euclide Leblanc, en profondeur, et de l'autre côté au surplus du lot de terre No 515 appartenant à Delphis Laliberté—avec maison et dépendances dessus construites.

Pour être le tout vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, le TREIZIÈME jour du mois de JUIN 1933, à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, ce Sième jour de mai 1933. Le shérif,
2929—19-2-o GEORGES DEROCHE.
[Première publication, 13 mai, 1933]

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME ALMA DES-
District of Joliette, } MARAIS, plaintiff;
No. 4498. } vs JOSEPH NADON,
defendant.

An emplacement—with a hotel and dependencies, situate in the town of Laurentides, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Lin, under number one thousand five hundred and eighty seven (1587); to be deducted however a certain part of the emplacement starting at Du Domaine street, to within two feet from the barn erected on the said emplacement and belonging to the debtor, by the whole depth of the said emplacement, the whole as fenced in.

To be sold at the church door of Saint Lin des Laurentides, on the TENTH day of the month of JULY, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, GEORGES DES ROCHES, Sheriff.
Joliette, May 29, 1933.
[First publication, June 2nd., 1933] 3318—22-2

Superior Court.

Province of Quebec, } CYPRIEN ALLARD,
District of Joliette, } plaintiff; vs J. M.
No. 4527. } FEDERUM VARIN,
defendant.

A parcel of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Jacques de l'Achigan, county of Montcalm, as being a part of the lot of land number five hundred and fifteen (Pt. 515) measuring 27 feet in width by 108 feet in depth, the whole English measure, and bounded as follows: in front by the front road, on one side by the lot of land No. 522 belonging to Dame Venne, Euclide Leblanc, in depth, and on the other side by the surplus of the lot of land No. 515 belonging to Delphis Laliberté—with a house and dependencies thereon erected.

The whole to be sold at the church door of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, on the THIRTEENTH day of the month of JUNE, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's Office, this 8th day of May, 1933. GEORGES DESROCHES, Sheriff.
2930—19-2
[First publication, May 13th., 1933]

PONTIAC

MANDAT DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Pontiac.

Canada, }
 Province de Québec, } **G**EOURGE-E. LUCAS,
 District de Pontiac, } cultivateur, du
 No 4123. } canton de Bristol, dit
 district, demandeur; vs
 ARTHUR-CARMEN-DAVID MURRAY, au-
 trefois du canton de Bristol, et présentement de
 Iroquois Falls, province d'Ontario, défendeur.

Toute cette parcelle ou portion de terre sise et située dans le canton de Bristol, dans le district de Pontiac et dans la province de Québec, connue et désignée comme étant: les lots numéros six-A, (6a) et sept-A, (7a) dans le douzième (12ème) rang, d'après les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bristol, et aussi le lot huit-A (8a), dans le onzième rang (11ème) du dit canton, aussi d'après les plan et livre de renvoi officiels du canton de Bristol—avec ensemble tous les édifices et dépendances situés sur les dits lots.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, Québec, le QUATRIÈME jour de JUILLET 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
 Campbell's Bay, Québec, le 29 mai 1933.
 [Première publication, le 2 juin 1933]
 3353—22-2

MANDAT DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure dans et pour le district de Pontiac.

Canada, }
 Province de Québec, } **D**AME ANN JANE
 District de Pontiac, } MEE, du village
 No 4106. } de Shawville, veuve de
 feu de Thomas Alfred
 Eades, en son vivant du canton Clarendon, district de Pontiac, demanderesse; vs JOHN C. PIRIE, du canton Clarendon et district de Pontiac, défendeur.

Toute cette partie ou portion de terre sise et située dans le canton Clarendon, dans le comté de Pontiac et province de Québec, connue et désignée comme étant le lot numéro vingt-sept "A" (27a), dans le sixième rang, d'après les plan et livre de renvoi officiels dudit canton Clarendon, —ainsi que les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, Québec, le QUATRIÈME jour de JUILLET 1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
 Campbell's Bay, Québec, le 29 mai 1933.
 [Première publication, 2 juin, 1933]
 3355—22-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

A la Folle Bichère.

Québec, à savoir: }
 No 24487. } **L**A SOCIÉTÉ DE PRETS
 & PLACEMENTS DE
 QUÉBEC, corporation légale ayant son principal
 bureau d'affaires en la cité de Québec; contre
 J.-ERNEST DESBIENS, LIMITÉE, corpora-

PONTIAC

WRIT DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Pontiac.

Canada, }
 Province of Quebec, } **G**EORGE E. LUCAS,
 District of Pontiac, } farmer, of the
 No. 4123. } township of Bristol,
 said district, plaintiff; vs
 ARTHUR CARMEN DAVID MURRAY, formerly of the township of Bristol, and now of Iroquois Falls, in the Province of Ontario, defendant.

All that parcel, or tract of land, lying and situate in the township of Bristol, in the district of Pontiac and in the Province of Quebec, known and designated as: Lots numbers six-A, (6a) and seven-A, (7a) in the twelfth (12th.) range according to the official plan and book of reference of the said township of Bristol, and also lot eight-A, (8a), in the eleventh range (11th.) of the said township, as also according to the official plan and book of reference of the said township of Bristol—together with all the buildings and appurtenances situate on said lots.

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, Quebec, on the FOURTH day of JULY, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Campbell's Bay, Quebec, May 29th., 1933.
 [First publication, June 2nd., 1933]
 3354—22-2-o

WRIT DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court in and for the district of Pontiac.

Canada, }
 Province of Quebec, } **D**AME ANN JANE
 District of Pontiac, } MEE of the village
 No. 4106. } of Shawville, widow of
 the late Thomas Alfred
 Eades, in his lifetime of the township of Clarendon, district of Pontiac, plaintiff; vs JOHN C. PIRIE, of the township of Clarendon and district of Pontiac.

All that parcel or tract of land lying and situate in the township of Clarendon, in the county of Pontiac and Province of Quebec, known and designated as lot number twenty seven "A" (27a) in the sixth range, according to the official plan and book of reference of the said township of Clarendon—as well as the buildings thereon erected.

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, Quebec, on the FOURTH day of JULY, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Campbell's Bay, Quebec, May 29, 1933.
 [First publication, June 2nd., 1933]
 3356—22-2-o

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

For False Bidding.

Québec, to wit: }
 No. 24487. } **L**A SOCIÉTÉ DE PRETS
 & PLACEMENTS DE
 QUÉBEC, a body politic and corporate having
 its head office in the city of Québec; against J.
 ERNEST DESBIENS, LIMITÉE, a body poli-

tion légale ayant son principal bureau d'affaires à La Tuque, et J.-ERNEST DESBIENS ET HENRI DUSSAULT, tous deux de La Tuque; et J.-ERNEST DESBIENS, de la ville de La Tuque adjudicataire, à savoir:

Avis est par le présent donné que l'immeuble premièrement décrit vendu en la présente cause, à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, comté de Champlain, le septième jour d'avril dernier, à dix heures du matin, sera vendu de nouveau au même endroit, à la folle enchère dudit J.-Ernest Desbiens, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Tout offrant ou enchérisseur, s'il n'est pas créancier, devra déposer entre les mains de l'huissier, avant que celui-ci reçoive son offre ou enchère, une somme suffisante pour couvrir les frais du saisissant, savoir: \$1,500.00.

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 31 mai 1933. 3359-o
[Première publication, 2 juin 1933]

Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: { DAME J.-E. MARANDA,
No 37289. { de la paroisse de Saint-Raymond; contre FRANCIS DENIS et MARIE LOUISE DENIS, épouse séparée de biens de François Denis, tous deux de la paroisse de Saint-Raymond, à savoir:

Le lot No 549-52-D (cinq cent quarante-neuf cinquante-deux-D) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant un emplacement situé rue Saint-Hubert, ville de Saint-Raymond—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 31 mai 1933. 3361-22-2-o
[Première publication, 2 juin, 1933]
[Deuxième publication, 17 juin, 1933]

FIERI FACIAS.

Canada,)
Province de Québec,) **DANS** une cause où la
District de Québec,) **CORPORATION**
No 23638.) **DE LA PAROISSE**
) **DE SAINT-APOLLINAIRE** était demanderesse; contre DAME THEOPHILE LANGLOIS, de la cité de Québec, épouse de feu Théophile Langlois, de son vivant cultivateur de la municipalité de Saint-Apollinaire, étant défenderesse, et ROSAIRE LANGLOIS, restaurateur, de la cité de Québec, était Saisie.

La dite demanderesse ayant obtenu jugement contre le dit Tiers-Saisie.

Les lots Nos 232, 233, 234 (deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, contenant 4 arpents de front, sur 30 arpents de profondeur, plus ou moins et partie du lot No 235, (deux cent trente-cinq) du cadastre susdit, contenant deux arpents de front, sur 15 arpents de profondeur, étant une terre située en la concession Gaspé, la dite partie du lot No 235 bornée au nord par le cordon du haut des terres du quatrième rang, au nord-est par Odias Bergeron, au sud par l'autre partie du même lot appartenant à Joseph Marion, et au sud-ouest par le lot No

tic and corporate, having its head office at La Tuque, and T. ERNEST DESBIENS AND HENRI DUSSAULT, both of La Tuque; and J. ERNEST DESBIENS, of the town of La Tuque, purchaser, to wit:

Notice is hereby given that the immovable firstly described sold in the present cause, at the parochial church door of La Tuque, county of Champlain, on the Seventh day of April last, at ten o'clock in the forenoon, will be sold anew at the same place for the false bidding of the said J. Ernest Desbiens, on the TWENTY SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Each and every bidder, if not a creditor, must deposit with the bailiff, before the latter receives his offer or bid, an amount sufficient to cover the costs of the seizing party, to wit: \$1,500.00.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Quebec, May 31, 1933. 3360
[First publication, June 2nd, 1933]

Magistrate's Court.

Québec, to wit: { DAME J. E. MARANDA,
No. 37289. { of the parish of Saint-Raymond; against FRANCIS DENIS and MARIE LOUISE DENIS, wife separate as to property of Francis Denis, both of the parish of Saint-Raymond, to wit:

The lot No. 549-52-D (five hundred and forty nine-fifty two-D) on the official cadastre for the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf, being an emplacement situate on Saint Hubert Street, town of Saint-Raymond—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Raymond, on the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office. Sheriff.
Quebec, May 31, 1933. 3362-22-2
[First publication: June 2nd., 1933]
[Second publication: June 17, 1933]

FIERI FACIAS

Canada,)
Province of Québec,) **IN** a cause wherein the
District of Québec,) **CORPORATION OF**
No. 23638.) **THE PARISH OF**
) **SAINT APOLLINAIRE** was plaintiff; against DAME THEOPHILE LANGLOIS, of the city of Québec, wife of the late Théophile Langlois, in his lifetime, farmer, of the municipality of Saint Apollinaire, was defendant; and ROSAIRE LANGLOIS, restaurateur, of the city of Québec, was garnishee.

The said defendant having obtained judgment against the said garnishee.

The lots Nos. 232, 233, 234 (two hundred and thirty two, two hundred and thirty three, two hundred and thirty four) on the official cadastre for the parish of Saint Apollinaire, county of Lotbinière, measuring 4 arpents in front by 30 arpents in depth, more or less, and part of lot No. 235 (two hundred and thirty five) on the aforesaid cadastre, measuring two arpents in front by 15 arpents in depth, being a farm situate in the Gaspé concession, the said part of lot No. 235 being bounded on the North by the line of the upper part of the lands of the fourth range, on the Northeast by Odias Bergeron, on the South by the other part of the same lot belonging

234—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, ce 31 mai 1933. 3363—22-2-o
[Première publication: 2 juin, 1933]
[Deuxième publication: 17 juin 1933]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: { ARTHUR RICHARD,
No 25209. { A journalier, Donacona;
contre ROMEO BELLEAU, cultivateur, Neuville, à savoir:

1. Une terre située à Pointe-aux-Trembles, et connue et désignée comme étant le lot (251) deux cent cinquante et un du dit cadastre de Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, la dite terre contenant trois arpents de largeur sur quarante arpents sept perches de profondeur, soit cent vingt-deux arpents en superficie et bornée comme suit: au nord-ouest par les Nos 293 et 295, au sud-est par le fleuve Saint-Laurent, au nord-est par le No 250 et au sud-ouest par le No 252; sauf à distraire du dit lot de terre le terrain pris pour le chemin de fer Canadian Northern Ry, d'une superficie de 2.93 acres, et celui pris pour le chemin de fer Canadian National Ry, (Donacona Cut-off) d'une superficie de 1.38 acres; à distraire également une partie du dit lot à l'extrémité nord, appartenant à Ernest Matte et décrite comme suit: un morceau de terrain d'environ trois arpents de large sur trois arpents et demi de profondeur, dans la ligne de Lauréat Morency; pour finir en pointe dans la ligne de Aimé Matte à la rivière aux Pommes, et bornée comme suit: au nord au lot 295, au sud au trait carré de la terre du vendeur.—(R. Belleau), à l'est à Lauréat Morency, et à l'ouest à Aimé Matte,—circonstances et dépendances.

2. Une autre terre située au même endroit ayant environ trente arpents de longueur sur un arpent, cinq perches et six pieds de largeur, et bornée comme suit: au nord-ouest par Narcisse Denis, soit à la partie nord du dit lot, au sud-est la partie sud du même lot appartenant à Ernest Matte, au nord-est aux lots Nos 250 et 296, et au sud-ouest par les lots Nos 293 et 294, et connue et désignée la dite terre comme étant une partie du lot (295) deux cent quatre-vingt-quinze du cadastre officiel du lot (295) du comté de Portneuf, pour la paroisse de Pointe-aux-Trembles—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la Pointe-aux-Trembles, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 31 mai 1933.
[Première publication, 2 juin 1933]
[Deuxième publication, 17 juin 1933]
3365—22-2-o

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: { HENRI MARTINEAU et
No 25086. { ROLAND TERREAU,
marchands, Québec, et y faisant affaires en société sous le nom de "Martineau Electric Co."; contre GERARD ALBERT, garagiste, Québec, à savoir:

to Joseph Marion, and on the Southwest by lot No. 234—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Apollinaire, county of Lotbinière, on the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, May 31, 1933. 3364—22-2
[First publication, June 2nd., 1933]
[Second publication, June 17, 1933]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: { ARTHUR RICHARD,
No. 25209. { A laborer, Donacona;
against ROMEO BELLEAU, farmer, Neuville, to wit:

1. A farm situate at Pointe aux Trembles, and known and designated as being lot (251) two hundred and fifty one, of said cadastre for Pointe aux Trembles, county of Portneuf. The said farm measuring three arpents in width by forty arpents and seven perches in depth, being one hundred and twenty two arpents in area and bounded as follows: on the Northwest by Nos. 293 and 295, on the Southeast by the river Saint Lawrence, on the Northeast by lot No. 250 and on the Southwest by No. 252; save to be deducted from said lot of land the land taken for the Canadian Northern Railway, of an area of 2.93 acres; and that taken for the Canadian National Railway (Donacona Cut-off) of an area of 1.38 acres, to be deducted equally a part of said lot at the northern extremity, belonging to Ernest Matte and described as follows: a parcel of land of about three arpents in width by three arpents and one half in depth, in the line of Laureat Morency; to finish in a point in the line of Aimé Matte at the Rivière aux Pommes and bounded as follows: on the North by lot 295, on the South by the "trait carré" of the land of the vendor.—(R. Belleau), on the East by Laureat Morency and on the West by Aimé Matte—circumstances and dependencies.

2. Another farm situate in the same place, measuring about thirty arpents in length by one arpent and five perches and six feet in width, and bounded as follows: on the Northwest by Narcisse Denis, namely the North part of said lot, on the Southeast the South part of same lot belonging to Ernest Matte, on the Northeast by lots Nos. 250 and 296, and on the Southwest by lots Nos 293 and 294, and known and designated, the said farm, as being a part of lot (295) two hundred and ninety five of the official cadastre of lot (295) of the county of Portneuf, for the parish of Pointe-aux-Trembles—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Pointe aux Trembles, on the SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, May 31, 1933.
[First publication, June 2nd., 1933]
[Second publication, June 17, 1933]
3366—22-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: { HENRI MARTINEAU
No. 25086. { and ROLAND TERREAU,
REAU, merchants, Québec, and there carrying on business in partnership under the name of "Martineau Electric Co."; against GERARD ALBERT, garage-keeper, Québec, to wit:

Les subdivisions Nos 14 et 15 (quatorze et quinze) du lot No 584 (cinq cent quatre-vingt-quatre) du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues La Canardière et De la Ronde—avec garage dessus construit, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 17 mai 1933.

[Première publication, 20 mai 1933]

[Deuxième publication, 2 juin 1933]

3075—20—2-o

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } C. ROMULUS DUCHAR-
No 25119. } ME, avocat, prati-
quant dans la ville de La Tuque, district de
Québec; contre DAME I. MASSICOTTE, de
Louiseville, épouse séparée de biens de Josaphat
Quessy, en sa qualité de curatrice aux biens du
dit Josaphat Quessy, actuellement interné,
savoir:

Les lots Nos 15, 16 et 17 (quinze, seize et dix-sept) du cadastre officiel pour le canton Langelier, comté de Champlain, étant une ferme située dans le rang Est, dans le canton Langelier, et communément appelée "La Croche"—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la municipalité du canton Langelier, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 17 mai 1933.

3095—20—2-o

[Première publication, 20 mai 1933]

[Deuxième publication, 2 juin 1933]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } JOSEPH CARON, Qué-
No 4213. } bec; vs JOSEPH PA-
RENT, savoir:

Les lots Nos huit B et neuf A, au cadastre officiel de partie du canton Fleuriau, rang cinq et paroisse de Saint-Gabriel—avec bâtisses, à distraire les terrains vendus de J. Dupéré, Dame Leblanc et Baptiste Plante.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel, le CINQUIEME jour de JUILLET, 1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 29 mai 1933.

3393—22—2-o

[Première publication le 2 juin, 1933]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LA COMMISSION
District de Roberval, } DU PRET AGRI-
No 8176. } COLE CANADIEN,
corporation existant en vertu d'une loi fédérale,

The subdivisions Nos 14 and 15 (fourteen and fifteen) of lot No. 584 (five hundred and eighty four) on the official cadastre for Saint Roch Nord, now Jacques-Cartier Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate at the corner of "La Canardière" and "La Ronde" Streets—with a garage thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, May 17, 1933.

[First publication, May 20, 1933]

[Second publication, June 2nd., 1933]

3076—20—2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } C. ROMULUS DUCHAR-
No. 25119. } ME, advocate, prac-
tising in the town of La Tuque, district of Quebec; against DAME I. MASSICOTTE, of Louiseville, wife separate as to property of Josaphat Quessy, in her quality of curatrix to the estate of the said Josaphat Quessy, actually interned, to wit:

Lots Nos. 15, 16 and 17 (fifteen, sixteen and seventeen) of the official cadastre for the township of Langelier, county of Champlain, being a farm situate in the East range, in the township of Langelier, and commonly called "La Croche"—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the municipality of the township of Langelier, on the TWENTY THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, May 17, 1933.

3096—20—2

[First publication, May 20th, 1933.]

[Second publication, June 2nd., 1933]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } JOSEPH CARON, Que-
No. 4213. } bec; vs JOSEPH PA-
RENT, to wit:

The lots numbers eight B and nine A on the official cadastre for part of the township of Fleuriau, range five, and parish of Saint Gabriel—with buildings; to be deducted those lots of land sold to J. Dupéré, Dame Leblanc and Baptiste Plante.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel, on the FIFTH day of JULY, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, May 29, 1933.

3394—22—2

[First publication, June 2nd., 1933]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } THE CANADIAN
District of Roberval, } FARM LOAN
No. 8176. } BOARD, a corpora-
tion existing in virtue of a Federal Act, and

et ayant en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, demanderesse; vs OSCAR THERIAULT, de Hébertville, dans le comté de Lac Saint-Jean, défendeur, à savoir:

Une terre comprenant les lots connus et désignés sous les numéros treize-B, quatorze-A, quinze-B et seize (Nos. 13-B, 14-A, 15-B et 16), du rang Un Est, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Méty, dans le comté de Lac Saint-Jean—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Cependant sauf à distraire du lot numéro treize-B, cette partie de terrain vendue par Oscar Thériault à Georges-H. Lévesque, par acte enregistré à Hébertville, le 13 septembre 1927, sous le numéro 27109, et mesurant deux cent cinquante pieds sur cent cinquante pieds; Aussi à distraire du lot numéro seize un emplacement vendu par Oscar Thériault à Wilbrod Patry par acte enregistré, à Hébertville, le 10 mai 1926, sous le numéro 25870.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, MARDI le QUATRIEME jour de JUILLET prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Roberval, 30 mai 1933. GEO. LEVESQUE.
[Première publication le 2 juin 1933] 3321—22-2-o

having pursuant to the said Act, its head office for the Province of Quebec, in the city of Quebec; plaintiff; vs OSCAR THERIAULT, of Hébertville, in the county of Lake Saint John, defendant, to wit:

A farm comprising the lots known and designated under numbers thirteen-B, fourteen-A, fifteen-B and sixteen (Nos. 13-B, 14-A, 15-B and 16) of range one East, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Méty, in the county of Lake Saint John—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. However, save to be deducted from lot thirteen-B, that parcel of land sold by Oscar Thériault to Georges H. Lévesque, by deed registered at Hébertville, on the 13th of September, 1927, under No. 27109, and measuring two hundred and fifty feet by one hundred and fifty feet; Also to be deducted from lot number sixteen an emplacement sold by Oscar Thériault to Wilbrod Patry by deed registered at Hébertville, on the 10th of May, 1926, under No. 25870.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame d'Hébertville, on TUESDAY the FOURTH day of JULY next, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Roberval, May 30, 1933. 3322—22-2
[First publication, June 2nd., 1933] Sheriff.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME VEUVE FLEU-
District de Roberval, } RILDA TREM-
No 7633. BLAY, épouse de
feu Ubald Privé, autrefois de la ville de Saint-Joseph-d'Alma et actuellement de la ville de Beauharnois, tant en son nom personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, demanderesse; vs JOSEPH LAROCHE et LOUIS LAROCHE, tous deux de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac Saint-Jean, district de Roberval, défendeurs, à savoir:

Contre le défendeur Louis Larouche:

1. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-huit-un (No 18-1), du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Ouïatchouan—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Contre le défendeur Joseph Larouche:

2. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro treize-deux (No 13-2), du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Ouïatchouan—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus séparément à mon bureau, au Palais de Justice, à Roberval, MARDI, le TREIZIEME jour de JUIN prochain (1933) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Roberval, 8 mai 1933. GEO. LEVESQUE.
[Première publication, le 13 mai 1933.]
2937—19-2-o

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME WIDOW
District of Roberval, } FLEURILDA
No. 7633. TREMBLAY, wife
of the late Ubald Privé, heretofore of the town of Saint Joseph d'Alma and actually of the town of Beauharnois, both in her own name and in her quality of tutrix to her minor children, plaintiff; vs JOSEPH LAROCHE and LOUIS LAROCHE, both of the parish of Notre Dame du Lac Saint Jean, district of Roberval, defendants, to wit:

Against the defendant Louis Larouche:

1. The lot of land known and designated under number eighteen-one (No. 18-1) of the first range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Ouïatchouan—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Against the defendant Joseph Larouche:

2. The lot of land known and designated under number thirteen-two (No. 13-2) of the first range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Ouïatchouan—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold separately at my office, in the Court House, at Roberval, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of JUNE next, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Roberval, May 8, 1933. 2938—19-2
[First publication: May 13, 1933] Sheriff.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, }
Province de Québec, } ALEXANDRINE
District de Terrebonne, } GAUTHIER, de
No 4651. } Saint-Eustache, dis-
trict de Terrebonne,
demanderesse; vs HERVÉ GAUTHIER, du
même lieu, défendeur; et ALBERT MONDOU,
aussi du même lieu, es-qualité, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot de terre situé et connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent cinquante-sept (257) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes—avec les bâtisses dessus érigées.

Un dépôt de six cent quatre-vingts piastres (\$680.00) est exigé par le shérif de chaque enchérisseur, suivant ordonnance de cette Honorable Cour, en date du 27 mai 1933.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Saint-Eustache, dit district, le QUATRIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire.

Bureau du shérif, } Le shérif,
Saint-Jérôme, le 30 mai 1933. } J.-W. CYR.
[Première publication, le 2 juin 1933]
3357—22-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, }
Province de Québec, } JOSEPH BEAUCAGE, de Sainte-
District de Terrebonne, } Thérèse, dit district,
No 4786. } demandeur; vs MARK
McLEOD *et al.*, de Sainte-Thérèse, dit district,
défendeurs.

Comme appartenant audit défendeur Mark McLeod, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dans le comté de Terrebonne, dans le rang de la Côte Saint-Louis, composée;

1. D'un lot de terre situé au sud du chemin de fer de Saint-Lin, formant partie du lot désigné sous le numéro cinq cent vingt-six (Pt. 526) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Thérèse, et borné comme suit: au nord par le chemin de fer de Saint-Lin, au sud par les terres du bas de Sainte-Thérèse, à l'ouest par une autre partie dudit lot numéro cinq cent vingt-six (Pt. 526) et à l'est par partie du numéro cinq cent vingt-quatre (Pt. 524).

2. D'un autre lot de terre situé au même lieu au sud du chemin de fer de Saint-Lin, faisant partie du lot désigné sous le numéro cinq cent vingt-quatre (Pt. 524) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, et borné au nord par le chemin de fer de Saint-Lin, au sud par les terres du bas de Sainte-Thérèse, à l'ouest par une partie dudit lot numéro cinq cent vingt-six (Pt. 526) et à l'est par le lot numéro cinq cent vingt-trois (523)—avec les bâtisses et dépendances y érigées et la servitude active d'un droit de passage en commun à pied et en voiture dans un passage de huit pieds de largeur existant actuellement pour communiquer de la dite terre au chemin de base de la Côte Saint-Louis, ce, le long de la ligne du chemin de fer de Saint-Jérôme.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, }
Province of Quebec, } ALEXANDRINE
District of Terrebonne, } GAUTHIER,
No. 4651. } of Saint Eustache, dis-
trict of Terrebonne,
plaintiff; vs HERVE GAUTHIER, of the same
place, defendant; and ALBERT MONDOU,
also of the same place, *es-qualité, mis-en-cause.*

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

That lot of land situate and known and designated as being lot number two hundred and fifty seven (257) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Eustache, county of Two Mountains—with the buildings thereon erected.

A deposit of six hundred and eighty dollars (\$680.00) shall be required by the Sheriff from each and every bidder, pursuant to an Order of this Honourable Court, dated May 27th., 1933.

To be sold at the Catholic parochial church door of Saint Eustache, said district, on the FOURTH day of JULY, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's Office, } J. W. CYR,
Saint Jerome, May 30th., 1933. } Sheriff.
[First publication, June 2nd., 1933]
3358—22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, }
Province of Quebec, } JOSEPH BEAUCAGE, of Sainte
District of Terrebonne, } Thérèse, dit district, plaintiff;
No. 4786. } vs MARK McLEOD
et al., of Sainte Therese, said district, defendants.

As belonging to the said defendant, Mark McLeod, the following immovable, to wit:

A farm situate in the parish of Sainte Therese de Blainville, in the county of Terrebonne, in the Cote Saint Louis range, composed of:

1. A lot of land situate on the South of the Saint Lin Railway, forming part of that lot designated under number five hundred and twenty six (Pt. 526) on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Therese, and bounded as follows: on the North by the Saint Lin Railway, on the South by the lands of "Bas de Sainte-Thérèse", on the West by another part of said lot number five hundred and twenty six (Pt. 526) and on the East by part of number five hundred and twenty four (Pt. 524).

2. Another lot of land situate in the same place, on the South of the Saint Lin Railway, forming part of that lot designated under number five hundred and twenty four (Pt. 524) on same official plan and book of reference, and bounded on the North by the Saint Lin Railway, on the South by the lands of "Bas de Sainte-Thérèse", on the West by part of said lot number five hundred and twenty six (Pt. 526) and on the East by lot number five hundred and twenty three (523)—with the buildings and dependencies thereon erected, and the active servitude of right of way, in common, on foot and in vehicle, in an actually existing passage of eight feet in width, to communicate from the said land to the main road of Cote Saint Louis, along the Saint Jerome Railway line.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de la ville de Sainte-Thérèse, dit district, le TREIZIEME jour du mois de JUIN, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, le 8 mai 1933.

[Première publication, le 13 mai 1933]
2939—19-2-o

Le shérif,
J.-W. CYR.

To be sold at the Catholic parochial church door of the Town of Sainte Therese, said district, on the THIRTEENTH day of the month of JUNE, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

Sheriff's Office,
Saint Jerome, May 8th., 1933.

[First publication, May 13th., 1933]

J. W. CYR,
Sheriff.

2940—19-2

TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 2075. { LOUIS-PHILIPPE FISET, médecin, de la cité de Montréal, demandeur; vs DAME ALBERTINE DORE, ci-devant de la cité de Shawinigan Falls, maintenant de la cité de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Léo Bourget, ci-devant de Shawinigan Falls, maintenant de Montréal, ce dernier pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un emplacement situé en la cité de Shawinigan Falls, mesurant 28'11" de largeur sur la profondeur de cent pieds, plus ou moins, et 148 de mesure précise faisant partie du lot de terre No 149 de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-cinq (625-149) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, borné en front par la rue Saint-Marc, en arrière par le lot 625-143, du côté sud-ouest par le résidu du dit lot 625-149, au nord-est par la rue Saint-Charles, —avec la maison dessus construite et l'écurie et le hangar construits sur le résidu du dit lot 625-149, lequel résidu appartenant à Louis-Philippe Fiset ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc, en la cité de Shawinigan Falls, le QUATRIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-trois, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, le 29 mars 1933.

[Première publication, 2 juin 1933]
3341—22-2-o

Le shérif,
L.-P. MERCIER.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois Rivières.

No. 2075. { LOUIS PHILIPPE FISET, physician, of the City of Montreal, plaintiff; vs DAME ALBERTINE DORE, heretofore of the City of Shawinigan Falls, now of the City of Montreal, wife separate as to property by marriage contract of Léo Bourget, heretofore of Shawinigan Falls, now of Montreal, and the latter to assist and authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

An emplacement situate in the City of Shawinigan Falls, measuring 28'11" in width by a depth of one hundred feet more or less, and 148 of exact measurement, forming part of the lot of land No. 149 of the subdivision of the lot cadastral number six hundred and twenty five (625-149) on the official plan and book of reference for the Parish of Sainte Flore, bounded in front by Saint Marc Street, at the rear by the lot 625-143, on the Southwest side by the residue of said lot 625-149, on the Northeast by Saint Charles Street—with the house thereon erected, and the stable and shed built on the residue of said lot 625-149, said residue belonging to Louis-Philippe Fiset or representatives.

To be sold at the church door of the Parish of Saint Marc, in the City of Shawinigan Falls, on the FOURTH day of JULY, nineteen hundred and thirty three, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Trois Rivières, March 29, 1933.

[First publication, June 2, 1933]

L. P. MERCIER,
Sheriff.

3342—22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 2116. { JOSEPH-A. GRAVEL, notaire, de la paroisse de Saint-Narcisse, demandeur; vs DONAT TRUDEL, du même lieu, défendeur.

1. Un certain terrain situé en la paroisse de Saint-Narcisse, dans le premier rang de la Seigneurie de Champlain, à prendre et détacher du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent quarante-quatre (344) sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Narcisse, lequel terrain est de deux arpents de largeur sur la profondeur de quinze arpents et est compris dans les bornes suivantes: En front à partir du dit lot appartenant à Josaphat Cossette, en profondeur au chemin du second rang, d'un côté à J.-Bte Brouillette et de l'autre côté à Alphonse Bonenfant—sans bâtisse.

2. Un certain terrain situé en la paroisse de Saint-Narcisse, de la contenance de trois arpents de largeur par quatre arpents de longueur—avec cabane à sucre, étant partie du lot numéro deux cent quarante-huit du cadastre de Saint-Narcisse,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois Rivières.

No. 2116. { JOSEPH A. GRAVEL, notary, of the parish of Saint Narcisse, plaintiff; vs DONAT TRUDEL, of the same place, defendant.

1. A certain lot of land situate in the parish of Saint Narcisse, in the first range of the Seigniorie de Champlain, to be taken and detached from the lot of land known and designated under number three hundred and forty four (344) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Narcisse, the said lot of land is two arpents wide by the depth of fifteen arpents and is comprised within the following boundaries: In front, part of said lot belonging to Josaphat Cossette, in depth, the road of the second range, on one side J. Bte Brouillette and on the other side, Alphonse Bonenfant—without buildings.

2. A certain lot of land situate in the parish of Saint Narcisse, measuring three arpents in width by four arpents in length—with a sugary, being part of lot number two hundred and forty eight of the cadastre for Saint Narcisse, and a

et une petite partie du lot deux cent quarante-sept du dit cadastre, borné à un bout à Euchariste Trudel, à l'autre bout à Donat Champagne, et Lucien Brouillette, fils de Téléphore, d'un côté à Joseph-T. Cossette et Lucien Brouillette, fils d'Adolphe, de l'autre côté à Vve Alfred-M. Trudel; le dit terrain faisant partie du premier rang de la Seigneurie Champlain.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le cinquième jour de JUILLET, mil neuf cent trente-trois, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 29 mai, 1933.
[Première publication, 2 juin 1933]
3343—22-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
No 1980. { **LA COMMISSION DU PRET**

AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale et ayant, en vertu de cette loi, son siège social en la cité de Québec, pour la province de Québec, demanderesse; vs EDMOND GIRARD, de Yamachiche, comté de Saint-Maurice, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse d'Yamachiche, dans la concession nord de la Grande-Rivière d'Yamachiche, contenant quatre arpents de largeur par trente arpents de longueur, le tout plus ou moins, connue et désignée comme étant les lots numéros quatre cent quatre-vingt-sept, quatre cent quatre-vingt-huit, quatre cent quatre-vingt-neuf et quatre cent quatre-vingt-dix (487, 488, 489 et 490) du cadastre officiel de ladite paroisse d'Yamachiche—avec la maison, grange, étable et quatre bâtisses érigées sur ladite terre, circonstances et dépendances.

2. Une autre terre située en la même paroisse et dans la même concession, contenant environ un demi-arpent de front par trente arpents de profondeur, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro quatre cent soixante-dix-sept (477) du cadastre officiel de ladite paroisse d'Yamachiche, bornée en front par le chemin de front de ladite concession, en profondeur aux terres de travers, d'un côté à Alexandre Loranger et de l'autre côté à Joseph Samson, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche, le SIXIEME jour de JUILLET mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 29 mai 1933, 3345—22-2-o
[Première publication, 2 juin 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
No 2097. { **ALPHONSE LANGEVIN**, ren-

tier, de la cité de Shawinigan-Falls, district des Trois-Rivières, demandeur; vs J.-HECTOR BOISVERT, du même lieu, défendeur.

Un lot de terre situé à Shawinigan-Falls, portant le numéro trois cent douze de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-312) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cinquante pieds de largeur sur la profondeur de quatre-vingt-douze pieds, borné en front par la 3ième Rue, en arrière par une ruelle, du côté est, par le No 628-101, et du côté ouest par le No 628-313—avec ensemble maison et bâtisses y érigées, et le

small part of lot two hundred and forty seven of said cadastre, bounded at one end by Euchariste Trudel, at the other end by Donat Champagne and Lucien Brouillette, son of Téléphore, on one side by Joseph T. Cossette and Lucien Brouillette, son of Adolphe, on the other side by Widow Alfred M. Trudel; the said lot of land forming part of the first range of the Seigneurie Champlain.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse, on the FIFTH day of JULY, nineteen hundred and thirty three, at THREE o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, May 29, 1933.
[First publication, June 2, 1933]
3344—22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Trois Rivières.
No. 1980. { **THE CANADIAN FARM LOAN**

BOARD, a corporation existing in virtue of a Federal Act and having, pursuant to the said act, its head office in the city of Quebec, for the Province of Quebec, plaintiff; vs EDMOND GIRARD, of Yamachiche, county of Saint Maurice, defendant.

1. A farm situate in the parish of Yamachiche, in the concession North of the Grande Rivière Yamachiche, measuring four arpents in width by thirty arpents in length, the whole more or less, known and designated as being lots numbers four hundred and eighty seven, four hundred and eighty eight, four hundred and eighty nine and four hundred and ninety (487, 488, 489 & 490) on the official cadastre for the said parish of Yamachiche—with the house, barn, stable and four bouldings erected on the said farm, circumstances and dependencies.

2. Another farm situate in the same parish and in the same concession, measuring about one half arpent in front by thirty arpents in depth, known and designated as forming part of lot number four hundred and seventy seven (477) on the official cadastre for the said parish of Yamachiche, bounded in front by the front road of the said concession, in depth by the traverse lands, on one side by Alexandre Loranger and on the other side by Joseph Samson—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, on the SIXTH day of JULY, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, May 29th, 1933. 3346—22-2
[First publication, June 2nd, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Trois Rivières.
No. 2097. { **ALPHONSE LANGEVIN**, an-

nuitant, of the City of Shawinigan Falls, district of Trois Rivières, plaintiff; vs J. HECTOR BOISVERT, of the same place, defendant.

A lot of land situate at Shawinigan Falls, bearing number three hundred and twelve of the subdivision of the lot cadastral number six hundred and twenty eight (628-312) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Flore, measuring fifty feet in width by a depth of ninety two feet, bounded in front by 3rd Street, at the rear by a lane, on the east side by lot number 628-101, and on the west side by No. 628-313—together with a house and build-

droit de passage en commun avec les propriétaires voisins dans ladite ruelle.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, en la cité de Shawinigan-Falls, le QUATRIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 29 mai 1933. 3347—22-2-o
[Première publication, 2 juin 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
No 1977. { JEAN PLAMONDON, ren-

tier, du village de Sainte-Thècle, district des Trois-Rivières, demandeur; vs ADELARD TRUDEL, de la paroisse de Sainte-Thècle, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Thècle, étant le lot numéro quatre-vingt-deux et partie du lot numéro quatre-vingt-un du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Thècle, contenant environ trois arpents de front sur environ vingt-neuf arpents de profondeur, bornée en front au Lac des Chicots, en profondeur au rang Saint-Georges, joignant d'un côté à Pierre Bordeleau et de l'autre côté à Casimir Gervais—avec les bâtiesseus dessus érigées, circonstances et dépendances, à distraire les parties du dit lot No 82 vendues à Pierre et Théophile Bordeleau, suivant leurs titres, et avec réserve en faveur de Consolidated Paper Corporation, Ltd, suivant ses titres.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le CINQUIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 29 mai 1933.
[Première publication, le 2 juin 1933]
3349—22-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS SUR DELAISSEMENT

District des Trois-Rivières.—Cour Supérieure.
No 1788. { EDMOND RICARD, rentier, de la paroisse de Sainte-Flore, dans le district des Trois-Rivières, demandeur; vs PIERRE VEILLETTE, de Saint-Thimothée, dans le district des Trois-Rivières, défendeur; et LUCIEN PROVENCHER, huissier, de la cité des Trois-Rivières, curateur au délaissement.

Une terre à Saint-Thimothée, portant le numéro six cent dix (610) du cadastre hypothécaire de Saint-Tite, —avec maison et bâtiesseus.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thimothée, le CINQUIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-trois, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 29 mai, 1933.
[Première publication, le 2 juin 1933]
3351—22-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District des Trois-Rivières, { PIERRE COSSETTE, cultivateur, de Saint-Tite, demandeur; vs MOISE BEAUDOIN, cultivateur, de Saint-Tite, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-

ings thereon erected, and right of way in the said lane in common with the adjoining proprietors.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard, in the city of Shawinigan Falls, on the FOURTH day of JULY, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER, Sheriff.
Trois Rivières, May 29th, 1933. 3348—22-2
[First publication, June 2nd, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Trois Rivières.
No. 1977. { JEAN PLAMONDON, an-

nuitant, of the Village of Sainte Thecle, district of Trois Rivières, plaintiff; vs ADELARD TRUDEL, of the parish of Sainte Thecle, defendant.

A farm situate in the parish of Sainte Thecle, being the lot number eighty two and part of lot number eighty one on the official cadastre of the county of Champlain for the parish of Sainte Thecle, measuring about three arpents in front by about twenty nine arpents in depth, bounded in front by "Lac des Chicots", on the depth by Range Saint Georges, adjoining on one side Pierre Bordeleau, and on the other side Casimir Gervais—with the houses thereon erected, circumstances and dependencies, to be deducted, those parts of said lot No. 82 sold to Pierre and Theophile Bordeleau, according to their titles and with a reserve in favour of the Consolidated Paper Corporation, Ltd., according to its titles.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thecle, on the FIFTH day of JULY, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER, Sheriff.
Trois Rivières, May 29th., 1933.
[First publication, June 2nd., 1933]
3350—22-2

FIERI FACIAS DE TERRIS ON SURRENDER

District of Trois Rivières.—Superior Court.
No. 1788. { EDMOND RICARD, annuitant, of the parish of Sainte Flore, in the district of Trois Rivières, plaintiff; vs PIERRE VEILLETTE, of Saint Thimothée, in the district of Trois Rivières, defendant; and LUCIEN PROVENCHER, bailiff, of the city of Trois Rivières, curator to the surrender.

A farm at Saint Thimothée, bearing number six hundred and ten (610) on the official cadastre for Saint Tite—with a house and buildings thereon:

To be sold at the church door of the parish of Saint Thimothée, on the FIFTH day of JULY, nineteen hundred and thirty three, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER, Sheriff.
Trois Rivières, May 29, 1933.
[First publication, June 2nd., 1933]
3352—22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Trois Rivières, { PIERRE COSSETTE, farmer, of Saint Tite, plaintiff; vs MOISE BEAUDOIN, farmer, of Saint Tite, defendant.

1. A farm situate in the parish of Saint Tite,

Tite, désignée sous les numéros trois cent, trois cent un et trois cent deux (300, 301 et 302) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse, contenant deux arpents de largeur sur environ trente arpents de longueur—avec bâtisses et dépendances.

2. La juste moitié longitudinale est d'une terre située en la paroisse de Saint-Tite, désignée sous le numéro trois cent trois (303) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse, contenant la dite moitié environ trente arpents de longueur, par un arpent de largeur, à distraire l'emplacement appartenant à Théodore Grosleau, à prendre au front de la dite moitié, suivant les titres de ce dernier.

3. La juste moitié longitudinale ouest d'une terre située en la paroisse de Saint-Tite, désignée sous le numéro trois cent trois (303) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse, contenant environ un arpent de largeur par trente arpents de profondeur, à distraire à son front l'emplacement vendu à Théodore Grosleau, suivant les titres de ce dernier.

4. Une terre située en la paroisse de Saint-Tite, désignée sous le numéro trois cent quatre (304) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse, contenant environ deux arpents de largeur par trente arpents de profondeur—avec les bâtisses dessus construites.

5. Une terre située en la paroisse de Saint-Tite, faisant partie du lot numéro trois cent trente-neuf (339) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse, contenant environ dix arpents en superficie, bornée au nord et à l'est par la rivière des Envies, au sud et à l'ouest au terrain de Dame Clarisse Trudel, épouse de Alexandre Carrier.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le QUATORZIEME jour de JUIN, mil neuf cent trente-trois, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
L.-P. MERCIER.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, le 9 mai 1933.
[Première publication, le 13 mai 1933]
2941—19-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.
District des Trois-Rivières, { GEORGES RO-
No 2052. { CHELEAU,
rentier, du Cap de la Madeleine, demandeur; vs
VICTOR LEFEBVRE, cultivateur, de la pa-
roisse de Sainte-Thècle, défendeur.

Un certain terrain situé en la paroisse de Sainte-Thècle, dans le rang Saint-Georges, faisant partie du lot de terre numéro dix (p. 10) sur les plan et livre de renvoi officiels de Sainte-Thècle, de la contenance de deux arpents de largeur sur trente-trois arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, borné en front par les terres du rang B. Sud, en profondeur par celles du rang Saint-Thomas, d'un côté au nord-est au terrain de Ferdinand Baril et au sud-ouest à celui d'Auguste Beauseigle—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le QUATORZIEME jour de JUIN, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L.-P. MERCIER.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, le 9 mai, 1933.
[Première publication, 13 mai, 1933]
2943—19-2-o

designated under numbers three hundred, three hundred and one and three hundred and two (300, 301 and 302) of the official cadastre for the county of Champlain, for the said parish, measuring two arpents in width by about thirty arpents in length—with buildings and dependencies.

2. The exact Eastern longitudinal half of a farm situate in the parish of Saint Tite, designated under number three hundred and three (303) of the official cadastre for the county of Champlain, for the said parish, measuring the said half about thirty arpents in length, by one arpent in width, to be deducted therefrom the emplacement belonging to Theodore Grosleau, to be taken on the front of the said half, according to the deeds of the said latter.

3. The exact Western longitudinal half of a farm situate in the parish Saint Tite, designated under number three hundred and three (303) of the official cadastre for the county of Champlain, for the said parish, measuring about one arpent in width by thirty arpents in depth, to be deducted from the front thereof the emplacement sold to Theodore Grosleau, according to the deeds of the latter.

4. A farm situate in the parish of Saint Tite, designated under number three hundred and four (304) of the official cadastre for the county of Champlain, for the said parish, measuring about two arpents in width by thirty arpents in depth—with the buildings thereon erected.

5. A farm situate in the parish of Saint Tite, forming part of lot number three hundred and thirty nine (339) of the official cadastre for the county of Champlain for the said parish, containing about ten arpents in area, bounded on the North and on the East by the Des Envies river, on the South and West by the land of Dame Clarisse Trudel, wife of Alexandre Carrier.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the FOURTEENTH day of JUNE nineteen hundred and thirty three, at ONE o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois Rivières, May 9th., 1933.
[First publication, May 13th., 1933]
2942—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
District of Trois-Rivières, { GEORGES RO-
No. 2052. { CHELEAU, an-
nuitant, of Cap de la Madeleine, plaintiff; vs
VICTOR LEFEBVRE, farmer, of the parish of
Sainte Thècle, defendant.

A certain lot of land situate in the parish of Sainte Thècle, in the Saint Georges range, forming part of the lot of land number ten (Pt. 10) on the official plan and book of reference for Sainte Thècle, measuring two arpents in width by thirty three arpents in depth, more or less, without guarantee of exact measurement, bounded in front by the lands of range B South, on the depth by those of range Saint Thomas, on one side, on the Northeast by the land of Ferdinand Baril, and on the Southwest by that of Auguste Beauseigle—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thècle, on the FOURTEENTH day of JUNE, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, May 9, 1933.
[First publication, May 13th., 1933]
944—19-22

ABITIBI

Cour de Magistrat.—District d'Abitibi.

No 3950. } LES COMMISSAIRES D'ECOLE
 LES DE LA MUNICIPALITE DE DUPUY, demandeurs; vs DAME EMILE LACOURCIERE, de Dupuy, défenderesse, à savoir:

Comme appartenant à la dite défenderesse, les lots de terre portant les Nos trente-cinq (35) et trente-six (36) du rang No neuf (9) du cadastre officiel du canton La Reine—avec bâtisses, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Dupuy, MERCREDI le CINQUIEME jour de JUILLET, 1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
 Amos, 30 mai 1933. 3389—22-2-o
 [Première publication, le 2 juin, 1933]

ABITIBI

Magistrate's Court.—District of Abitibi.

No. 3950. } THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF DUPUY, plaintiffs; vs DAME EMILE LACOURCIERE, of Dupuy, defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the lots of land bearing numbers thirty five (35) and thirty six (36) of range number nine (9) of the official cadastre for the township of La Reine—with buildings, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Dupuy, on WEDNESDAY, the FIFTH day of JULY, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT, Sheriff.
 Amos, May 30, 1933. 3390—22-2
 [First publication, June 2nd., 1933]

Arrêté en Conseil

Order in Council

COPIE du rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif, en date du 22 mai, 1933, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 23 mai, 1933.

1051

Concernant les examens destinés à établir la compétence des candidats au diplôme des mesureurs et des classificateurs de bois.

L'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans un mémoire en date du 22 mai, (1933), expose:

Qu'il est à propos, dans l'intérêt du mesurage et de la classification des bois, d'adopter les suggestions faites par le bureau des Examinateurs des Mesureurs de Bois, tel que constitué par l'arrêté-du-conseil portant le numéro 697, en date du 19 avril, 1933;

Que ces suggestions sont à l'effet d'exiger des candidats au diplôme de mesureur et de classificateur de bois, les qualifications ci-après décrites et de régler le programme des examens de mesureurs de bois;

1. Tout sujet canadien âgé de 21 ans sera admis aux examens;

2. Tout candidat devra passer un examen écrit sur certaines matières faisant partie du programme de l'Ecole des Gardes et subir une épreuve de mesurage. Il devra, en outre, avoir rempli pendant deux saisons d'exploitation les fonctions d'assistant-mesureur. Seront exemptés de l'examen écrit:

a) les membres réguliers de l'Association des Ingénieurs-forestiers de la province de Québec.

b) les porteurs d'un diplôme d'ingénieur forestier, tel que prévu à l'article 11, sec. 3, chap. 45. S. R. 1925.

3. L'épreuve de mesurage se fera avec des bois de grandes dimensions, tels que pilotis, bois d'estacade, des billes de sciage et des bois empilés; les unités de mesure pouvant être, suivant le cas, le pied cube, le pied mesure de planche ou la corde;

4. Les élèves de l'Ecole des gardes pourront obtenir leur diplôme de mesureur après avoir

Copy of a Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated May 22, 1933, approved by the Lieutenant-Governor, on May 23, 1933.

1051

Respecting the examinations destined to establish the competency of the candidates for the Timber Culler's Diploma.

The Honourable Minister of Lands & Forests, in a memorandum dated May 22, 1933, sets forth:

That it is expedient, in the interest of the culling of timber, to adopt certain suggestions made by the Board of Examiners of Timber Cullers, as constituted by the Order in Council bearing number 697, dated April 9, 1933;

That the said suggestions are to the effect of exacting from the candidates for the Timber Culler's Diploma, the qualifications herein-after described and to fix the programme of examinations for the License of Timber Culler:

1. Any Canadian subject of 21 years of age shall be admitted to the examinations;

2. Every candidate must pass a written examination on certain matters forming part of the programme of the Forest Rangers' School and pass a Culler's examination on timber. They must have at least two seasons' experience as assistant Culler. Are exempted from the written examination:

a) regular members of the Forestry Engineers Association of the Province of Québec.

b) The holders of a Forestry Engineer's Diploma, as set forth in article 11, sec. 3, chap. 45. R. S., 1925.

3. The scaling examination will be on dimension timber such as piles, boom-timber, saw-logs and stacked timber; the measurement units will be either cubic feet, F.B.M. or the cord;

4. The pupils of the Forest Rangers' School, are entitled to their Culler's diploma after having

subi, avec succès, les examens portés au programme de cette école;

5. L'examen écrit et l'épreuve de mesurage auront lieu les 13, 14 et 15 juin prochain, à Berthierville, à l'Ecole des gardes;

6. Le candidat aux examens devra déposer la somme de \$6.00.

EN CONSÉQUENCE, l'Honorable Ministre recommande que soient approuvées les suggestions plus haut détaillées relatives à la tenue des examens des mesureurs de bois et aux qualifications exigées des candidats au diplôme des mesureurs et des classificateurs de bois.

Certifié,

3395-o A MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

successfully passed the examinations of the Forest School programme;

5. The written examination will be held on the 13th and 14th of June next, and the Timber Scaling examinations on the 15th of June next, at the Forest Rangers' School in Berthierville.

6. Candidates must deposit the sum of \$6.00.

THEREFORE, the Honourable Minister recommends that the foregoing detailed suggestions relating to the Timber Cullers' examinations and the qualifications of candidates for the Timber Cullers' diploma, be approved.

Certified,

3396 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Assemblée

L'Assemblée annuelle des actionnaires de "The Eustis Mining Company" sera tenue le 26ième jour de juin 1933, à onze heures du matin, (heure avancée), dans le bureau de Wells & Lynch, 33 rue Wellington North, Sherbrooke, Québec.

3367 Le président,
A.-H. EUSTIS.

Meeting

Annual meeting of the shareholders of the Eustis Mining Company will be held on the 26th. day of June, 1933, at eleven o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time) in the office of Wells & Lynch, 33 Wellington Street North, Sherbrooke, Quebec.

3368-o A. H. EUSTIS,
President.

Avis divers

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec présentera à un juge de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de Kamouraska, à Rivière-du-Loup, jeudi, le quinzième jour de juin 1933, à 10 heures, a. m., deux requêtes aux fins de déclarer en défaut les corporations des syndics des paroisses de Saint-David d'Escourt et de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata, conformément à l'article 33 de la Loi de la Commission municipale de Québec, (S. R. 1925, chapitre 111a, tel qu'édicte par 22 Geo. V, ch. 56).

Le secrétaire,
EMILE MORIN.
La Commission municipale de Québec,
Québec, le 1er juin 1933. 3375-o

Miscellaneous Notice

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission will file with a Judge of the Superior Court sitting in and for the district of Kamouraska, at Rivière du Loup, Thursday, the fifteenth day of June, 1933, at 10 o'clock, a. m., two petitions for the purpose of having declared in default the corporations of the Parish Trustees of Saint David d'Escourt and of Saint Joseph de la Riviere Bleue, in the county of Temiscouata, in conformity with article 33 of the Quebec Municipal Commission Act (R. S. 1925, Chapter 111a, as enacted by 22 Geo. V, Ch. 56).

EMILE MORIN,
Secretary.
The Quebec Municipal Commission,
Quebec, June 1st., 1933. 3376-o

Bureaux-chefs

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis est donné que la compagnie "C.-A. Brouillard, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes émises à Québec le dix octobre mil neuf cent vingt-deux, et ayant son bureau jusqu'à ce jour à Montréal, au No 10 Saint-Jacques-Ouest, Edifice Themis, l'a transporté à Saint-Siméon, comté de Charlevoix, province de Québec.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce dix-neuvième jour du mois d'avril mil neuf cent trente-trois.

3369-o Le secrétaire,
J.-A. NEIDERER.

Chief Offices

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that the company "C. A. Brouillard, Limitée", incorporated by letters patent issued at Quebec on the tenth of October, nineteen hundred and twenty two, and having its head office until to-day at Montreal, at No. 10 Saint James West, Themis Building, has transferred same to Saint Siméon, county of Charlevoix, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this nineteenth day of the month of April, nineteen hundred and thirty three.

J. A. NEIDERER,
Secretary.

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis est donné que la compagnie "La Compagnie d'Énergie Électrique St-Siméon" constituée en corporation par lettres patentes émises à Québec le huitième jour d'avril, mil neuf cent vingt-cinq, et ayant son bureau jusqu'à ce jour à Montréal, au No 10 Saint-Jacques-Ouest, Edifice Themis, l'a transporté à Saint-Siméon, comté de Charlevoix, province de Québec.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce dix-neuvième jour du mois d'avril mil neuf cent trente-trois.

3371-o Le secrétaire,
J.-A. NEIDERER.

Province de Québec, District de Montréal.

THE PROVINCE OF QUEBEC RACING ASSOCIATION, INC.

Avis est par les présentes donné que "The Province of Quebec Racing Association, Inc.", incorporée par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le 30 janvier, 1933, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau à chambre 123, Hôtel Windsor, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par l'association comme étant le bureau-chef de l'association.

Daté à Montréal, ce 10 mai, 1933.

3373-o Le secrétaire,
T.-P. GORMAN.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that the company "La Compagnie d'Énergie Électrique St-Siméon" incorporated by letters patent issued at Quebec the eighth day of April, nineteen hundred and twenty five, and having its head office until today at Montreal, at No. 10 Saint James West, Themis Building, has transferred same to Saint Siméon, county of Charlevoix, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this nineteenth day of the month of April, nineteen hundred and thirty three.

3372 J. A. NEIDERER,
Secretary.

Province of Quebec, District of Montreal.

THE PROVINCE OF QUEBEC RACING ASSOCIATION, INC.

Notice is hereby given that The Province of Quebec Racing Association, Inc., incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 30th. of January, 1933, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Room 123, Windsor Hotel, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Association as being the head office of the Association.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1933.

3374-o T. P. GORMAN,
Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 508-33

Québec, le 29 mai 1933.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Saint-Nazaire-de-Berri", comté d'Abitibi, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

1. Dans le canton de Berri, les lots Nos 19 à 62 du rang I; dans le rang II, les lots Nos 20 à 62; dans le rang III, les lots Nos 23 à 62; dans le rang IV, les lots Nos 24 à 54; dans le rang V, les lots Nos 25 à 54, tous inclusivement, les lots ci-dessus décrits ne font actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée.

2. Dans le canton de Trécesson, les lots suivants, tous inclusivement:

Dans le rang VII, les lots Nos 37 à 50; dans le rang VIII, les lots Nos 31 à 62; dans le rang IX, les lots Nos 27 à 62; dans le rang X, les lots Nos 18 à 62. Les lots Nos 31 à 62 inclusivement de chaque rang devront être détachés de la municipalité scolaire de Saint-Christophe, comté d'Abitibi. Dans le rang IX, les lots Nos 27 à 30 et dans le rang X, les lots Nos 18 à 30 inclusivement, ne font actuellement partie d'aucune municipalité scolaire.

3. Dans le canton de Dalquier, les lots Nos 1 à 6 inclusivement devront être détachés de la municipalité scolaire de David, comté d'Abitibi.

4. Dans le canton de Béarn, les lots suivants, tous inclusivement:

Department of Public Instruction

No. 508-33

Quebec, May 29th., 1933.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Saint Nazaire de Berri", county of Abitibi, the hereinbelow described territory, to wit:

1. In the township of Berri, lots Nos. 19 to 62 of range I; in range II, lots Nos. 20 to 62; in range III, lots Nos. 23 to 62; in range IV, lots Nos. 24 to 54; in range V, lots Nos. 25 to 54, all inclusively. The hereinabove described lots do not actually form part of any already organized School Municipality.

2. In the township of Trecesson, the following lots, all inclusively:

In range VII, lots Nos. 37 to 50; in range VIII, lots Nos. 31 to 62; in range IX, lots Nos. 27 to 62; in range X, lots Nos. 18 to 62. Lots Nos. 31 to 62 inclusively in each range to be detached from the school municipality of Saint Christophe, county of Abitibi. In range IX, lots Nos. 27 to 30 and in range X, lots Nos. 18 to 30 inclusively, do not actually form part of any school municipality.

3. In the township of Dalquier, lots Nos. 1 to 6 inclusively to be detached from the school municipality of David, county of Abitibi.

4. In the township of Béarn, the following lots, all inclusively:

Dans le rang I, les lots Nos 1 à 12; dans les rangs II et III, les lots Nos 1 à 4; ces lots devront être détachés de la municipalité scolaire de Saint-Léonce.
3377—22—2-0

In range I, lots Nos. 1 to 12; in range II and III, lots Nos. 1 to 4; the said lots to be detached from the school municipality of Saint Léonce.
3378—22—2

No 1622-31

Québec, le 31 mai 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne, les arrondissements III et IV et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Plaines No 2", même comté; la partie restante de la municipalité actuelle devra alors porter le nom de "La municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Plaines No 1", comté de Terrebonne.
3379—22—2-0

No. 1622-31

Quebec, May 31st., 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Sainte Anne des Plaines, county of Terrebonne, districts III and IV and to erect same into a separate School Municipality under the name of "The School Municipality of Sainte Anne des Plaines No. 2", same county; the remaining part of the present municipality must therefore bear the name of "The School Municipality of Sainte Anne des Plaines No. 1", county of Terrebonne.
3380—22—2

No 1547-29.

Québec, le 22 mai, 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Est, comté de Papineau, les lots Nos 5 à 9 inclusivement, du rang 1 du canton de Templeton, et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Templeton.
3381—22—2-0

No. 1547-29.

Quebec, May 22, 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of East-Templeton, county of Papineau, lots Nos 5 to 9 inclusively, of range 1 of the township of Templeton, and to annex same to the School Municipality of the village of Templeton.
3382—22—2

No. 1587-32.

Québec, le 31 mai, 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Philomène-de-Fortierville, comté de Lotbinière, les lots connus et désignés au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Deschaillons dans la division de l'enregistrement de Lotbinière par les lots Nos 495 et suivants jusqu'à 511 inclusivement dans le rang dit "La Déchirure", à la concession cinquième de la Seigneurie de Saint-Jean-Deschaillons, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Jacques-de-Parisville, même comté.
3383—22—2-0

No. 1587-32.

Quebec, May 31, 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Saint Philomène de Fortierville, County of Lotbinière, those lots known and designated on the official cacastr for the parish of Saint Jean Baptiste de Deschaillons, in the registration division of Lotbinière, as lots Nos 495 and following up to 511 inclusively, in the range called "La Déchirure", at the fifth concession of the Seigniorie of Saint Jean Deschaillons, and to annex the said territory to the School Municipality of Saint Jacques de Parisville, same county.
3384—22—2

No 128-32.

Québec, le 2 juin 1933.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, le territoire formant actuellement les arrondissement 5 et 8 de ladite municipalité scolaire, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de la paroisse de Hudson", même comté.
3385—22—2-0

No. 128-32.

Quebec, June 2, 1933.

Application is made to detach from the School Municipality of Vaudreuil, County of Vaudreuil, the territory actually forming the districts 5 and 8 of the said school municipality, and to erect the same into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of the Parish of Hudson", same county.
3386—22—2

No 1238-El.

Québec, le 29 mai, 1933.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 23 mai courant (1933), de nommer les personnes suivantes pour faire partie du Bureau d'administration de la Commission des Ecoles catholiques de Montréal:

Pour le district Nord: M. Hector Perrier, avocat;

Pour le district Centre: M. Victor Doré;

Pour le district Est: M. Alfred Larose, pharmacien;

Pour le district Ouest: M. Georges Richer;

Délégué de Langue anglaise: M. le Docteur E.-J. Mullaly.
3387-0

No. 1238-El.

Quebec, May 29, 1933.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order-in-Council dated the 23rd of May instant (1933), to appoint the following persons to form part of the administration Bureau of the Montreal Catholic Schools Board:

For the North District: Mr. Hector Perrier, advocate;

For the Centre District: Mr. Victor Doré;

For the East District: Mr. Alfred Larose, druggist;

For the West District: Mr. Georges Richer;

English delegate: Doctor E. J. Mullaly.
3388

Index de la Gazette officielle de Québec, No 22

Index of the Quebec Official Gazette, No. 22

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Ducharme vs Monast. 2267

ANNONCEURS:—Avis aux. 2243

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant les examens des mesureurs
et des classificateurs de bois. 2307

Concernant "National Surety Co. of
New York" 2266

ASSEMBLÉE:—

The Eustis Mining Co. 2308

AVIS DIVERS:—

Commission municipale de Québec. 2280

Commission municipale de Québec. 2308

Fédération des Œuvres de Charité Cana-
diennes-Françaises, Inc. 2267

Herbin Lake Gold Syndicate, Ltd. 2280

Maple Leaf Mines, Ltd. 2280

Wa Wa Gold Fields, Limited. 2280

BUREAUX-CHEFS:—

C.-A. Brouillard, Ltée. 2308

Dikdik Exploration Co., Ltd. 2280

La Cie d'Energie Electrique Saint-Siméon 2309

The Province of Quebec Racing Associa-
tion, Inc. 2309

CHARTES:—ABANDON DE—

E. Charlebois & Cie, Ltée. 2268

Shearer Realty Investment Co. 2267

Toiture & Construction, Limitée. 2267

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Cowansville. 2268

Municipalité scolaire de Prévost. 2269

Nominations de délégués. 2310

Paroisse de Hudson. 2310

Saint-Antoine-de-Pontbriand. 2268

Sainte-Anne-des-Plaines, No 2. 2310

Saint-Jacques-de-Parisville. 2310

Saint-Jean-l'Évangéliste. 2269

Saint-Nazaire-de-Berri. 2309

Village de Giffard. 2268

Village de Manseau. 2269

Village de Manseau. 2269

Village de Templeton. 2310

EXAMEN DU BARREAU:—

Arthabaska: étude du droit. 2270

Bas Saint-Laurent: étude du droit. 2270

Richelieu: étude du droit. 2270

LETTRES PATENTES:—

Au Château, Incorporée. 2244

Chalifoux & Fils, Limitée. 2245

Collin's & Sons (Veneers) Ltd—Les
Placages Collin, Ltée. 2248

Crown Laundry of Sherbrooke, Ltd. 2249

Deniger-St. Germain, Limitée. 2250

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Ducharme vs Monast. 2267

ADVERTISERS:—Notice to. 2243

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the examination of the
Timber Cullers. 2307

Respecting National Surety Co. of New
York. 2266

MEETING:—

The Eustis Mining Co. 2308

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Quebec Municipal Commission. 2280

Quebec Municipal Commission. 2308

Fédération des Œuvres de Charité Cana-
diennes-Françaises, Inc. 2267

Herbin Lake Gold Syndicate, Ltd. 2280

Maple Leaf Mines, Ltd. 2280

Wa Wa Gold Fields, Limited. 2280

CHIEF-OFFICES:—

C.-A. Brouillard, Ltée. 2308

Dikdik Exploration Co., Ltd. 2280

La Cie d'Energie Electrique Saint-Siméon 2309

The Province of Quebec Racing Associa-
tion, Inc. 2309

CHARTERS:—SURRENDER OF—

E. Charlebois & Cie, Ltée. 2268

Shearer Realty Investment Co. 2267

Toiture & Construction, Limitée. 2267

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality of Cowansville. 2268

School municipality of Prévost. 2269

Nominations of delegates. 2310

Parish of Hudson. 2310

Saint-Antoine-de-Pontbriand. 2268

Sainte-Anne-des-Plaines, No 2. 2310

Saint-Jacques-de-Parisville. 2310

Saint-Jean-l'Évangéliste. 2269

Saint-Nazaire-de-Berri. 2309

Village of Giffard. 2268

Village of Manseau. 2269

Village of Manseau. 2269

Village of Templeton. 2310

BAR EXAMINATION:—

Arthabaska: study of the law. 2270

Lower Saint Lawrence: study of the law. 2270

Richelieu: study of the law. 2270

LETTERS PATENT:—

Au Château, Incorporée. 2244

Chalifoux & Fils, Limitée. 2245

Collin's & Sons (Veneers) Ltd—Les
Placages Collin, Ltée. 2248

Crown Laundry of Sherbrooke, Ltd. 2249

Deniger-St. Germain, Limitée. 2250

Graham Creameries, Inc.....	2253	Graham Creameries, Inc.....	2253
L'Alliance Immobilière, Inc.....	2256	L'Alliance Immobilière, Inc.....	2256
Mary Lee Candy Shoppes, Inc.....	2257	Mary Lee Candy Shoppes, Inc.....	2257
Old Russia, Ltd.....	2258	Old Russia, Ltd.....	2258
Papineau Sporting Club, Inc.....	2260	Papineau Sporting Club, Inc.....	2260
Province Island Club, Inc.....	2261	Province Island Club, Inc.....	2261
Reconstruction Sales Corporation.....	2261	Reconstruction Sales Corporation.....	2261
Sunny Maid Frocks, Limited.....	2264	Sunny Maid Frocks, Limited.....	2264
Transports, Limited.....	2265	Transports, Limited.....	2265
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Les Agences Damphousse, Inc. — Damphousse Agenciers, Inc.....	2266	Les Agences Damphousse, Inc. — Damphousse Agenciers, Inc.....	2266
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Cercle agricole de la municipalité de Grande-Entrée.....	2270	Farmers' Club of the municipality of Grande Entrée.....	2270
MINUTES DE NOTAIRES:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Collette, Victor-Louis.....	2271	Collette, Victor-Louis.....	2271
Cossette, Philippe.....	2271	Cossette, Philippe.....	2271
VENTES, LOI DE FAILLITE:—		SALES, BANKRUPTCY ACT:—	
Dupont, Alexandre.....	2279	Dupont, Alexandre.....	2279
Jobin, Elzéar.....	2273	Jobin, Elzéar.....	2273
La Cie Coopérative Téléphonique des comtés du Lac Saint-Jean et de Chicoutimi.....	2274	La Cie Coopérative Téléphonique des comtés du Lac Saint-Jean et de Chicoutimi.....	2274
Larivée, Pascal.....	2273	Larivée, Pascal.....	2273
Lemoine, François.....	2271	Lemoine, François.....	2271
Pétrin, Willie.....	2274	Pétrin, Willie.....	2274
Succession Jos. Galerneau.....	2279	Estate Jos. Galerneau.....	2279
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
ABITIBI:—		ABITIBI:—	
Commissaires d'écoles de Dupuy vs Lacourcière.....	2307	School Commissioners of Dupuy vs Lacourcière.....	2307
ARTHABASKA:—		ARTHABASKA:—	
Houde vs Samson.....	2281	Houde vs Samson.....	2281
Lavergne <i>et al</i> vs Bisson.....	2281	Lavergne <i>et al</i> vs Bisson.....	2281
BEAUHARNOIS:—		BEAUHARNOIS:—	
Viau vs McCaig.....	2281	Viau vs McCaig.....	2281
BEDFORD:—		BEDFORD:—	
Brien vs Deschamps.....	2282	Brien vs Deschamps.....	2282
Brunet vs Véronneau.....	2282	Brunet vs Véronneau.....	2282
CHICOUTIMI:—		CHICOUTIMI:—	
Boivin vs Gauthier <i>et vir</i>	2284	Boivin vs Gauthier <i>et vir</i>	2284
Murdock vs Tremblay.....	2283	Murdock vs Tremblay.....	2283
Tremblay vs Boucher.....	2283	Tremblay vs Boucher.....	2283
HULL:—		HULL:—	
Canton d'Aylwin vs Danford Farms, Ltd.....	2295	Township of Aylwin vs Danford Farms, Ltd.....	2295
Kerr vs Slater.....	2295	Kerr vs Slater.....	2295
JOLIETTE:—		JOLIETTE:—	
Allard vs Varin.....	2296	Allard vs Varin.....	2296
Desmarais vs Nadon.....	2296	Desmarais vs Nadon.....	2296

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Gagnon.....	2286
Alliance Nationale vs Turgeon <i>et vir.</i>	2287
David vs Gauthier.....	2288
Dupras <i>et al</i> vs Cusson.....	2288
Emery vs Bienvenue.....	2289
Gagnon vs Clermont.....	2285
Jodoin vs Descary <i>et al.</i>	2291
Labine vs Audette dit Lapointe.....	2285
La Cie Mutuelle d'Immeubles, Ltée vs Bastien <i>et al.</i>	2289
Lavigne vs Fidelity Realty Corp.....	2292
Ménard vs Dupuis.....	2290
Montreal Life Ins. Co. vs Tresser.....	2290
Oakes vs Landry <i>et al.</i>	2286
Ouimet vs O'Neil <i>et al.</i>	2292
Pelletier vs Renaud.....	2287

PONTIAC:—

Lucas vs Murray.....	2297
Mee vs Pirie.....	2297

QUÉBEC:—

Ducharme vs Massicotte.....	2300
La Société de Prêts & Placements de Québec vs J.-E. Desbiens, Ltée <i>et al.</i>	2297
Maranda vs Denis <i>et al.</i>	2298
Martineau vs Albert.....	2299
Paroisse de Saint-Apollinaire vs Langlois.....	2298
Richard vs Belleau.....	2299

RIMOUSKI:—

Caron vs Parent.....	2300
----------------------	------

ROBERVAL:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Thériault.....	2300
Tremblay vs Larouche <i>et al.</i>	2301

SAINT-FRANÇOIS:—

Duclos vs Morrison.....	2293
La Banque Canadienne de Commerce vs Morrison <i>et al.</i>	2293

SAINT-HYACINTHE:—

Lamoureux vs Robert.....	2294
--------------------------	------

TERREBONNE:—

Beaucage vs McLeod <i>et al.</i>	2302
Gauthier vs Gauthier.....	2302

TROIS-RIVIÈRES:—

Cossette vs Beaudoin.....	2305
Fiset vs Doré <i>et vir.</i>	2303
Gravel vs Trudel.....	2303
La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Girard.....	2304
Langevin vs Boisvert.....	2304
Plamondon vs Trudel.....	2305
Ricard vs Veillette.....	2305
Rocheleau vs Lefebvre.....	2306

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Gagnon.....	2286
Alliance Nationale vs Turgeon <i>et vir.</i>	2287
David vs Gauthier.....	2288
Dupras <i>et al</i> vs Cusson.....	2288
Emery vs Bienvenue.....	2289
Gagnon vs Clermont.....	2285
Jodoin vs Descary <i>et al.</i>	2291
Labine vs Audette dit Lapointe.....	2285
La Cie Mutuelle d'Immeubles, Ltée vs Bastien <i>et al.</i>	2289
Lavigne vs Fidelity Realty Corp.....	2292
Ménard vs Dupuis.....	2290
Montreal Life Ins. Co. vs Tresser.....	2290
Oakes vs Landry <i>et al.</i>	2286
Ouimet vs O'Neil <i>et al.</i>	2292
Pelletier vs Renaud.....	2287

PONTIAC:—

Lucas vs Murray.....	2297
Mee vs Pirie.....	2297

QUÉBEC:—

Ducharme vs Massicotte.....	2300
La Société de Prêts & Placements de Québec vs J.-E. Desbiens, Ltée <i>et al.</i>	2297
Maranda vs Denis <i>et al.</i>	2298
Martineau vs Albert.....	2299
Parish of Saint Apollinaire vs Langlois.....	2298
Richard vs Belleau.....	2299

RIMOUSKI:—

Caron vs Parent.....	2300
----------------------	------

ROBERVAL:—

The Canadian Farm Loan Board vs Thériault.....	2300
Tremblay vs Larouche <i>et al.</i>	2301

SAINT FRANCIS:—

Duclos vs Morrison.....	2293
The Canadian Bank of Commerce vs Morrison <i>et al.</i>	2293

SAINT HYACINTHE:—

Lamoureux vs Robert.....	2294
--------------------------	------

TERREBONNE:—

Beaucage vs McLeod <i>et al.</i>	2302
Gauthier vs Gauthier.....	2302

TROIS RIVIERES:—

Cossette vs Beaudoin.....	2305
Fiset vs Doré <i>et vir.</i>	2303
Gravel vs Trudel.....	2303
The Canadian Farm Loan Board vs Girard.....	2304
Langevin vs Boisvert.....	2304
Plamondon vs Trudel.....	2305
Ricard vs Veillette.....	2305
Rocheleau vs Lefebvre.....	2306

